



LA BANQUE ROYALE DU CANADA PUBLIE SES RESULTATS POUR LE TROISIÈME TRIMESTRE DE 2005

Sauf indication contraire, l'information financière fournie dans le présent document est basée sur les états financiers dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada, et les montants y sont libellés en dollars canadiens.

Faits saillants du troisième trimestre de 2005 par rapport au troisième trimestre de 2004 :

- Bénéfice net du troisième trimestre de 979 millions de dollars, en hausse de 236 millions ou 32 % par rapport à l'an dernier.
- Bénéfice dilué par action de 1,48 \$, en hausse de 0,36 \$ ou 32 %.
- Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de 20,0 %, en hausse de 390 points de base.
- Ratio du capital de première catégorie de 9,7 %, en hausse par rapport à 9,1 %.

Faits saillants des activités poursuivies ⁽¹⁾ du troisième trimestre de 2005 par rapport au troisième trimestre de 2004 :

- Bénéfice net du troisième trimestre de 1 001 millions de dollars, en hausse de 230 millions ou 30 % par rapport à l'an dernier.
- Bénéfice dilué par action de 1,51 \$, en hausse de 0,35 \$ ou 30 %.
- Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de 20,2 %, en hausse de 360 points de base.
- Total des revenus de 4 938 millions de dollars, en hausse de 430 millions ou 10 %.
- Frais autres que d'intérêt de 2 741 millions de dollars, en hausse de 66 millions ou 3 %.
- Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances de 128 millions de dollars, en hausse de 3 millions.

(1) Les activités poursuivies excluent les résultats de nos activités abandonnées, à savoir RBC Mortgage Company.

(2) Le bénéfice net et les ratios connexes qui excluent la provision pour impôts liée à la cession d'activités abandonnées (RBC Mortgage Company) sont des mesures non définies par les PCGR. Se reporter à la page 4 pour une analyse et un rapprochement de ces mesures.

TORONTO, le 26 août 2005 – Pour son troisième trimestre terminé le 31 juillet 2005, la Banque Royale du Canada (symbole du titre au téléscripteur des Bourses de Toronto et de New York : RY) a annoncé aujourd'hui qu'elle a réalisé un bénéfice net de 979 millions de dollars, en hausse de 32 % par rapport à la période correspondante de l'an dernier, et un bénéfice dilué par action de 1,48 \$, en hausse de 32 %. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires s'est établi à 20,0 %, en hausse de 390 points de base.

Le bénéfice net tiré des activités poursuivies s'est chiffré à 1 001 millions de dollars, et le bénéfice dilué par action, à 1,51 \$, soit dans les deux cas une hausse de 30 % comparativement à l'an dernier. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires tiré des activités poursuivies s'est établi à 20,2 %, en hausse de 360 points de base.

Commentant les résultats, M. Gordon M. Nixon, président et chef de la direction, a déclaré : « Je suis satisfait du rendement de nos secteurs d'exploitation et du maintien de la qualité élevée de notre crédit ce trimestre. Les secteurs Particuliers et entreprises – Canada et Marchés mondiaux des capitaux ont enregistré une très forte croissance du bénéfice, laquelle s'est établie à 31 % et à 33 %, respectivement. Le bénéfice du secteur Particuliers et entreprises – États-Unis et International, exprimé en dollars américains, a augmenté de 8 % et est en hausse de 27 % ⁽²⁾ si on exclut la provision pour impôts liée à la cession de RBC Mortgage Company. Ce rendement reflète l'accent continu que nous mettons sur l'amélioration des résultats de notre secteur États-Unis et International. »

Le total des revenus tirés des activités poursuivies a augmenté de 430 millions de dollars ou 10 % comparativement à l'an dernier, résultat qui reflète en grande partie la croissance élevée des revenus du secteur Particuliers et entreprises – Canada, lequel a connu une augmentation des volumes de prêts et de dépôts, et une hausse considérable des revenus tirés des activités d'assurance et de gestion de placements (services de courtage traditionnel, fonds communs de placement et gestion des placements). Les revenus tirés des activités de prise ferme du secteur Marchés mondiaux des capitaux se sont également accrus. Les revenus ont augmenté de 10 % malgré la baisse de 125 millions de dollars du total des revenus découlant du raffermissement du dollar canadien par rapport au dollar américain.

Table des matières

1	Faits saillants du trimestre	8	Résultats consolidés liés aux activités poursuivies	22	Gestion des liquidités
2	Message du président et chef de la direction	12	Analyse des résultats trimestriels et des tendances	23	Gestion du risque de crédit
3	Nos objectifs et notre rendement	12	Conventions comptables et estimations	23	Gestion du risque de marché
3	Faits saillants du troisième trimestre	13	Résultats des secteurs d'exploitation liés aux activités poursuivies	25	Arrangements hors bilan
5	Rapport de gestion	20	Faits saillants du bilan	25	Mise en garde au sujet des déclarations prospectives
5	Aperçu de RBC	21	Gestion du capital	26	États financiers consolidés intermédiaires
6	Sommaire des résultats consolidés et autres faits saillants			39	Renseignements aux actionnaires
7	Aperçu financier				

Les frais autres que d'intérêt liés aux activités poursuivies ont augmenté de 66 millions de dollars ou 3 % par rapport à l'an dernier. Une tranche de 31 millions de dollars (25 millions de dollars US) de cette augmentation est imputable à l'entente de règlement (annoncée le 28 juillet 2005) que nous avons conclue relativement à notre part de la poursuite (*MegaClaims*) intentée par Enron Corp. contre nous et un certain nombre d'autres institutions financières. De plus, la charge de rémunération à base d'actions et les frais au titre de la rémunération variable ont augmenté, principalement en raison du rendement accru des activités. L'appréciation du dollar canadien comparativement au dollar américain s'est traduite par une baisse des frais autres que d'intérêt de 70 millions de dollars.

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux activités poursuivies s'est établi à 128 millions de dollars, comparativement à 125 millions l'an dernier.

Comparativement au deuxième trimestre de 2005, le bénéfice net a augmenté de 72 millions de dollars ou 8 %, et le bénéfice dilué par action a progressé de 0,11 \$ ou 8 %. Le bénéfice net tiré des activités poursuivies s'est accru de 85 millions de dollars ou 9 %, et le bénéfice dilué par action tiré des activités poursuivies a augmenté de 0,13 \$ ou 9 %. Les revenus tirés des activités poursuivies ont connu une hausse de 249 millions de dollars ou 5 %, qui touche principalement le secteur Particuliers et entreprises – Canada. Cette hausse tient aux volumes accrus de prêts et de dépôts et à l'augmentation des revenus tirés des activités d'assurance et des frais de gestion des cartes de crédit, ainsi qu'au fait que le troisième trimestre comptait trois jours de plus que le trimestre précédent. Les frais autres que d'intérêt liés aux activités poursuivies ont augmenté de 77 millions de dollars ou 3 %, en raison principalement des coûts de 31 millions de dollars liés au règlement concernant la faillite d'Enron ainsi que de la hausse des charges liées au personnel responsable des ventes et du service, qui découle en partie de l'augmentation saisonnière de l'effectif à temps partiel.

Le bénéfice net pour les neuf premiers mois s'est chiffré à 2 865 millions de dollars, en hausse de 576 millions ou 25 % par rapport aux neuf premiers mois de 2004, et le bénéfice dilué par action pour les neuf

premiers mois s'est établi à 4,35 \$, en hausse de 0,90 \$ ou 26 %. Le bénéfice net tiré des activités poursuivies pour les neuf premiers mois s'est élevé à 2 894 millions de dollars, en hausse de 558 millions ou 24 %, une croissance ayant été enregistrée dans tous les secteurs d'exploitation. Les revenus tirés des activités poursuivies ont progressé de 1 168 millions de dollars ou 9 %, cette hausse s'étant principalement produite dans le secteur Particuliers et entreprises – Canada, résultat qui reflète les volumes accrus de nos activités d'assurance invalidité, lesquelles englobent les activités au Canada de Provident Life and Accident Assurance Company (UnumProvident) depuis le 1^{er} mai 2004, ainsi que l'accroissement des volumes de prêts et l'augmentation des revenus tirés des fonds communs de placement et des commissions de gestion de placements. Les frais autres que d'intérêt liés aux activités poursuivies ont diminué de 40 millions de dollars. La dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 103 millions de dollars ou 41 %, résultat qui traduit en grande partie la contrepassation d'une tranche de 150 millions de la provision cumulative générale au premier trimestre de 2004.

Les activités abandonnées (RBC Mortgage Company) ont entraîné une perte nette de 22 millions de dollars au troisième trimestre, comparativement à une perte nette de 28 millions l'an dernier. La perte enregistrée ce trimestre reflète principalement les charges liées à la vente et à l'abandon progressif des activités, ainsi que les ajustements comptables concernant des périodes antérieures. Comparativement au deuxième trimestre, la perte nette liée aux activités abandonnées s'est accrue de 13 millions de dollars au troisième trimestre. La perte nette pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2005 s'est établie à 29 millions de dollars, soit un résultat favorable par rapport à la perte nette de 47 millions constatée l'an dernier, les résultats à la hausse liés à la vente de prêts hypothécaires ayant été compensés en partie par la diminution des prêts hypothécaires destinés à la vente, des montages de prêts hypothécaires et des marges.

Le ratio du capital de première catégorie s'est établi à 9,7 %, comparativement à 9,1 % au troisième trimestre de l'an dernier et à 9,5 % au dernier trimestre. Le ratio du capital total s'est chiffré à 13,4 %, par rapport à 12,7 % l'an dernier et à 12,8 % au dernier trimestre.

MESSAGE DU PRÉSIDENT ET CHEF DE LA DIRECTION

Nous sommes satisfaits de la solide croissance du bénéfice ce trimestre, particulièrement en ce qui concerne les secteurs Particuliers et entreprises – Canada et Marchés mondiaux des capitaux, qui ont enregistré une hausse de leur bénéfice net de 31 % et de 33 %, respectivement, par rapport à l'an dernier. La croissance de 27 % du bénéfice du secteur Particuliers et entreprises – États-Unis et International, exprimé en dollars américains et excluant l'incidence d'une provision pour impôts liée à la cession de RBC Mortgage Company, est encourageante. La croissance solide du rendement sous-jacent du secteur Particuliers et entreprises – États-Unis et International reflète la forte croissance des revenus du secteur, le contrôle efficace des coûts et la qualité favorable du crédit.

Nous sommes particulièrement satisfaits du levier d'exploitation (l'écart entre la croissance des revenus et l'augmentation des frais autres que d'intérêt) de 7 % que nous avons obtenu par rapport au troisième trimestre de l'an dernier. Le levier d'exploitation du secteur Particuliers et entreprises – Canada s'est pour sa part établi à 12 %, et la qualité du crédit demeure élevée.

Examen du rendement

Notre rendement au cours des neuf premiers mois de 2005 par rapport à nos objectifs pour l'exercice est illustré à la page 3. Nous avons atteint ou excédé presque tous nos objectifs financiers. La croissance du bénéfice et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ont tous deux excédé 20 % et nos objectifs. En ce qui concerne la croissance des revenus, la qualité du portefeuille et les ratios de capital, nous avons dépassé nos objectifs. Nous avons par ailleurs atteint notre objectif au chapitre du contrôle des coûts. Compte tenu du solide bénéfice enregistré cette année, notre ratio de distribution s'est avéré légèrement inférieur à notre objectif, même si nous avons accru les dividendes sur actions ordinaires de 14 % par rapport aux neuf premiers mois de 2004. En ce qui concerne les niveaux d'évaluation, le rendement du cours de nos actions a considérablement dépassé celui de l'indice composé S&P/TSX pour les banques. Depuis la fin de notre exercice 2004, le total

du rendement attribuable aux actionnaires s'est établi à 25,0 %, et depuis la fin de 1994, le total du rendement annualisé s'est chiffré à 20,7 %.

Objectifs stratégiques

Nos objectifs stratégiques sont les suivants :

- 1) Être reconnu comme le premier prestataire incontesté de services financiers au Canada;
- 2) Tirer parti de la solidité de nos activités bancaires, de nos services de gestion de patrimoine et de nos activités sur les marchés financiers aux États-Unis;
- 3) Être reconnu comme un prestataire de choix de services financiers spécialisés à l'échelle mondiale.

Nous continuons de prendre les mesures voulues pour atteindre ces objectifs.

Au Canada, le secteur Particuliers et entreprises – Canada a amélioré ses capacités de distribution au troisième trimestre, grâce à l'ouverture de son premier bureau d'assurance multirisque, qui fournit aux clients un moyen pratique de rencontrer en tête-à-tête un conseiller en assurance. Le secteur a également continué d'améliorer sa gamme de produits, notamment en ce qui a trait aux services de cartes de crédit, aux services d'assurance, aux services de gestion des actifs et aux services de courtage. Ainsi, la nouvelle carte Visa Cathay Pacific Platine RBC a été lancée au Canada. En ce qui concerne les activités sur les marchés financiers au Canada, nous avons amélioré notre gamme de produits structurés et lancé les billets liés aux matières premières, qui fournissent aux investisseurs des rendements basés sur les prix d'un panier de matières premières.

Aux États-Unis, RBC Centura a élargi sa gamme de produits hypothécaires ce trimestre, et RBC Dain Rauscher a mis en œuvre un nouveau processus afin d'aider les conseillers financiers à élaborer des solutions pour les clients qui sont à quelques années de leur retraite.

Nous avons également pris des mesures pour améliorer nos services financiers mondiaux. Ainsi, le réseau de bureaux de la Gestion Privée Globale

en Asie a uni ses efforts à ceux du Groupe Opérations internationales au Canada, afin de créer un nouveau Groupe Clientèle internationale et d'améliorer les services de gestion de patrimoine et les services bancaires offerts aux clients de l'Asie qui disposent d'un avoir net élevé. Nous avons également conclu un accord de coentreprise avec Dexia Banque Internationale à Luxembourg (Dexia), qui vise nos services de premier ordre aux investisseurs institutionnels. La nouvelle coentreprise se classera parmi les dix plus importants dépositaires à l'échelle mondiale et elle offrira une gamme complète de services aux investisseurs partout dans le monde.

Pour terminer, j'aimerais souligner la contribution des membres du personnel, qui ont continué de répondre favorablement aux changements

survenus au sein de RBC et de chercher des moyens de mieux servir leurs clients.

Le président et chef de la direction,



Gordon M. Nixon

NOS OBJECTIFS ET NOTRE RENDEMENT

	Objectifs de 2005	Rendement des neuf premiers mois de 2005
1. Évaluation		
Maintenir des niveaux d'évaluation se situant dans le quartile supérieur :		
• Cours des actions/valeur comptable :	Quartile supérieur de l'indice composé S&P/TSX pour les banques (1)	Deuxième quartile de l'indice composé S&P/TSX pour les banques (2)
• Cours des actions/bénéfice :	Quartile supérieur de l'indice composé S&P/TSX pour les banques (1)	Quatrième quartile de l'indice composé S&P/TSX pour les banques (3)
Croissance du cours des actions	Supérieure à l'indice composé S&P/TSX pour les banques	Supérieure à l'indice composé S&P/TSX pour les banques
2. Croissance du bénéfice		
Augmenter le bénéfice dilué par action de :	20 %+ (1)	26 % 25 % (5)
3. Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires		
Obtenir un rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de :	18 % à 20 % (1)	20,6 % 20,6 % (5)
4. Croissance des revenus		
Obtenir une croissance des revenus de :	6 % à 8 % (1), (4)	9 % (5)
5. Contrôle des frais autres que d'intérêt		
Limiter la croissance des charges à :	Moins de 3 % (1)	(0,5) % (5)
6. Qualité du portefeuille		
Obtenir un ratio des provisions spécifiques pour pertes sur créances par rapport à la moyenne des prêts et des acceptations :	entre 0,35 % et 0,45 % (1)	0,21 % (5), (6)
7. Gestion du capital		
Ratios de capital (7) : Capital de première catégorie	8 % à 8,5 %	9,7 %
Capital total	11 % à 12 %	13,4 %
8. Ratio de distribution (8)		
	40 % à 50 % (1)	39 % 38 % (5)

(1) Ces objectifs ont été établis à la fin de 2004, alors que les PCGR des États-Unis constituaient nos principaux PCGR aux fins de la présentation de l'information financière. Bien que nous ayons adopté les PCGR du Canada à titre de principaux PCGR avec prise d'effet au dernier trimestre, nous maintenons ces objectifs pour 2005, car notre rendement en vertu des PCGR des États-Unis ne diffère pas de façon importante de notre rendement en vertu des PCGR du Canada.

(2) Nous avons calculé ce rendement le 31 juillet 2005, en nous basant sur les valeurs comptables au 30 avril 2005.

(3) Nous avons calculé ce rendement le 31 juillet 2005, en nous basant sur la moyenne des estimations des analystes concernant le bénéfice dilué par action de 2006.

(4) Calculs basés sur la valeur moyenne du dollar canadien de 0,80 \$ US que nous prévoyons pour 2005.

(5) Calculé en fonction des activités poursuivies.

(6) La dotation, au cours du premier trimestre de 2005, d'une tranche de 52 millions de dollars des provisions cumulatives spécifiques attribuées à la provision cumulative générale attribuée a réduit ce ratio de 0,04 %.

(7) Calculs basés sur les lignes directrices du Bureau du surintendant des institutions financières Canada (BSIF).

(8) Dividendes sur actions ordinaires exprimés en pourcentage du bénéfice net après dividendes sur actions privilégiées.

FAITS SAILLANTS DU TROISIÈME TRIMESTRE

Les principales annonces faites, les principales améliorations apportées aux produits et les principaux résultats constatés relativement à chacun de nos secteurs d'exploitation au troisième trimestre de 2005 sont présentés ci-après.

Secteur Particuliers et entreprises – Canada

- RBC Gestion d'actifs s'est positionné à titre de chef de file de l'industrie, grâce à des ventes nettes de fonds communs de placement à

long terme de plus de 1,3 milliard de dollars au cours du trimestre. Il s'agit du septième trimestre d'affilée au cours duquel RBC Gestion d'actifs se positionne à titre de chef de file de l'industrie. Ce résultat tient à la forte demande, de la part des conseillers et des clients, visant les produits de RBC Gestion d'actifs offerts par une multitude de réseaux de distribution.

- RBC Banque Royale et Cathay Pacific ont lancé la carte Visa Cathay Pacific Platine RBC, la seule carte de crédit au Canada qui permet à

ses détenteurs d'accumuler des milles Asia chaque fois qu'ils utilisent leur carte Visa. Par ailleurs, RBC et Esso ont, dans le cadre de leur alliance de longue date, décidé d'offrir aux détenteurs de la carte Visa Classique RBC Récompenses et de la carte Visa Esso Extra une option qui leur permet de transférer des blocs de points entre les deux cartes.

- En juillet, RBC Assurances a atteint un jalon important avec l'ouverture de son premier bureau d'assurance multirisque, basé sur un nouveau concept. Ce bureau, qui jouxte la succursale RBC Banque Royale de Scarborough, en Ontario, donne aux clients l'occasion de rencontrer un conseiller en tête-à-tête afin de discuter de leurs besoins en matière d'assurances habitation, automobile, voyage et vie. RBC Assurances prévoit ouvrir plusieurs autres bureaux situés près de succursales RBC Banque Royale au cours de la prochaine année.

Secteur Particuliers et entreprises – États-Unis et International

- Le 27 mai, nous avons annoncé la signature d'une entente en vertu de laquelle nous vendrons certains actifs de RBC Mortgage Company à Home123 Corporation, une filiale en propriété exclusive de New Century Mortgage Corporation.
- RBC Centura a continué d'accroître ses services hypothécaires dans les succursales, ce qui a donné lieu à une augmentation à deux chiffres des nouvelles activités de montage sur douze mois. Dans le cadre de sa stratégie, RBC Centura a amélioré sa gamme de produits hypothécaires et lancé le prêt hypothécaire à conditions de faveur, qui facilite l'accès aux prêts hypothécaires. Les clients admissibles jouissent d'une plus grande souplesse en matière de crédit et de placement, et RBC Centura continue d'assurer les services relatifs à ces prêts après leur conclusion.
- RBC Dain Rauscher a mis en œuvre le projet Conversion du patrimoine en revenu, qui met l'accent sur l'importance grandissante de la planification du revenu de retraite. Ce nouveau processus est conçu de manière à aider les conseillers financiers à élaborer des stratégies et des solutions pour les clients qui sont à quelques années de leur retraite et qui ont besoin de conseils concernant des questions telles que la longévité, les taux de retrait et l'inflation, de manière à générer un revenu de retraite constant à la retraite.
- Le réseau de bureaux de la Gestion Privée Globale situés en Asie, y compris à Hongkong, à Singapour, au Brunei et à Tokyo, travaillera en étroite collaboration avec le nouveau Groupe Clientèle internationale, lequel se compose de 25 spécialistes en services de gestion privée et de placement situés à Vancouver. Le Groupe Clientèle internationale conjugue les forces de deux secteurs en pleine croissance offrant des services en Asie-Pacifique – la Gestion Privée Globale, qui offre des services de courtage traditionnel mondiaux, des services de fiducie internationaux et une gamme complète de services de gestion de patrimoine aux clients non résidents disposant d'un avoir net élevé, et le groupe Opérations internationales au Canada, qui offre des services financiers aux particuliers, principalement en Asie. Le groupe Clientèle internationale se concentrera sur la prestation de services aux clients non résidents qui désirent investir ou détenir des actifs au Canada, ainsi qu'aux citoyens canadiens qui vivent en Asie.

Marchés mondiaux des capitaux

- Nous nous sommes une fois de plus classés au premier rang des courtiers en valeurs mobilières ayant procédé au placement d'obligations en dollars canadiens au premier semestre de 2005, et ce, tant à l'échelle nationale que mondiale. Aux États-Unis, notre succès dans le domaine du financement municipal s'est poursuivi. Nous avons obtenu notre meilleur classement semestriel jusqu'à présent et avons terminé sixième en ce qui concerne les placements négociés gérés de premier rang et les placements cogérés, et premier en ce qui a trait au nombre de placements effectués dans les deux catégories.
- Nous avons élargi notre gamme de produits structurés. Les nouveaux billets liés aux matières premières fournissent aux investisseurs des rendements basés sur les prix de matières premières telles que l'aluminium, le pétrole brut, le cuivre, le plomb, le gaz naturel, le nickel et le platine.

- RBC a participé à un certain nombre d'opérations importantes ce trimestre :
 - RBC a agi à titre de cochef de file dans le cadre de l'émission souscrite de titres de créance de 1 milliard de dollars US effectuée par Kreditanstalt für Wiederaufbau Bankengruppe, la plus importante agence de développement en Allemagne.
 - RBC a agi à titre de coagent de la documentation (opération bancaire) et de cochef de file (obligations), avec un engagement représentant 10 % d'un financement bancaire/obligataire de 8 milliards de dollars US effectué aux fins de l'acquisition, pour 11,3 milliards de dollars, de SunGard, un chef de file mondial en matière de logiciels et de solutions de traitement intégrés, par un consortium de fonds promoteurs.
 - RBC a agi à titre de coplaceur pour compte dans le cadre de l'émission de 200 millions de dollars US de billets subordonnés de premier rang, dont le produit servira à refinancer la facilité de crédit-relais subordonnée de premier rang de Dollarama, un chef de file en matière d'exploitation de magasins à 1 \$ au Canada.
- RBC Marchés des Capitaux a remporté plusieurs prix ce trimestre : deux prix d'excellence décernés par le magazine *Euromoney* (meilleur établissement prêteur de l'année au Canada et meilleur établissement de titres de capitaux propres de l'année au Canada), ainsi que dix prix de recherche canadiens décernés par StarMine et par le *National Post*. Six autres prix de recherche en Amérique du Nord avaient été décernés à RBC Marchés des Capitaux par StarMine et par le magazine *Forbes* au trimestre précédent.
- La Banque Royale du Canada et Dexia ont conclu un accord visant à associer leurs activités de services financiers aux investisseurs institutionnels dans une coentreprise en parts égales, RBC Dexia Investor Services, sous réserve de l'approbation des autorités de réglementation et des autres approbations requises. La coentreprise, qui regroupera environ 1,8 billion de dollars US d'actifs sous garde, se classera parmi les dix principales banques depositaires au monde et offrira une gamme complète de services aux investisseurs institutionnels partout dans le monde.

Services de soutien généraux

- RBC Groupe Financier a été une fois de plus reconnu par le magazine *CIO* (édition américaine) et inscrit à la liste CIO 100. Cette liste, qui est établie annuellement, reconnaît les 100 meilleures organisations du monde au chapitre de la technologie et de l'excellence organisationnelle. Nous avons été reconnus pour notre initiative ayant donné lieu à l'intégration de nos ressources et à la création subséquente de notre groupe Technologie et exploitation mondiales, l'an dernier. Ce groupe a été créé afin de nous aider à optimiser l'intégration de nos ressources en matière de systèmes d'information et d'exploitation, de manière à pouvoir continuer d'offrir des services améliorés, plus rapides et plus attentifs à nos clients. Le groupe Technologie et exploitation mondiales a également contribué au grand succès de l'option « Sans relevé papier » des services bancaires en ligne.

Mesures financières non définies par les PCGR

Le bénéfice et les ratios connexes pour le secteur Particuliers et entreprises – États-Unis et International, qui excluent l'incidence de la baisse du dollar américain et l'incidence fiscale liée à la cession de RBC Mortgage Company sont des mesures financières non définies par les PCGR. La direction est d'avis que ces mesures non définies par les PCGR permettent une compréhension plus poussée des activités poursuivies de notre secteur Particuliers et entreprises – États-Unis et International. De plus, le lecteur pourrait juger ces mesures, ainsi que d'autres mesures financières non définies par les PCGR, utiles pour l'analyse du rendement financier, compte non tenu de l'incidence de certains éléments qui pourraient masquer les tendances sous-jacentes.

Un rapprochement du bénéfice net pour le secteur Particuliers et entreprises – États-Unis et International est présenté dans le tableau qui suit :

Bénéfice net du secteur Particuliers et entreprises – États-Unis et International	31 juillet 2005	31 juillet 2004	Variation en dollars	Variation en pourcentage
Bénéfice net (en millions de dollars canadiens) Conversion en dollars américains	81 \$ (16)	81 \$ (21)	– \$ n.s.	– % n.s.
Bénéfice net Provision pour impôts liée aux activités abandonnées	65 \$ US 11	60 \$ US –	5 \$ US n.s.	8 % n.s.
Bénéfice net (mesure non définie par les PCGR)	76 \$ US	60 \$ US	16 \$ US	27 %

n.s. : non significatif

RAPPORT DE GESTION SUR LA SITUATION FINANCIÈRE ET LES RÉSULTATS D'EXPLOITATION DU TROISIÈME TRIMESTRE DE 2005

Le présent rapport de gestion, qui porte sur notre situation financière et nos résultats d'exploitation, a pour objectif de permettre au lecteur d'évaluer les changements importants survenus dans notre situation financière et nos résultats d'exploitation pour le trimestre et la période de neuf mois terminés le 31 juillet 2005, par rapport à la période correspondante de l'an dernier, l'accent étant mis sur les résultats trimestriels. Le présent aperçu met en évidence les données financières sommaires et pourrait ne pas comporter toutes les informations que le lecteur considère comme importantes. Afin d'acquiescer une compréhension approfondie des tendances, des événements, des incertitudes et de l'incidence des estimations comptables critiques sur nos résultats et notre situation financière, le présent rapport de gestion doit être lu attentivement en parallèle avec nos états financiers consolidés intermédiaires et notes complémentaires ainsi qu'avec notre rapport annuel 2004. Ce rapport de gestion est daté du 26 août 2005, il se base sur les états financiers dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada et, sauf indication contraire, tous les montants sont présentés en dollars canadiens.

Des renseignements additionnels relatifs à la Banque Royale du Canada sont disponibles gratuitement sur notre site Web à l'adresse *rbc.com*, sur le site Web des Autorités canadiennes en valeurs mobilières à l'adresse *sedar.com* et sur la section EDGAR du site Web de la Securities and Exchange Commission des États-Unis à l'adresse *sec.gov*.

APERÇU DE RBC

La BANQUE ROYALE DU CANADA (symbole du titre au téléscripteur des Bourses de Toronto et de New York : RY) utilise le préfixe RBC pour désigner ses secteurs d'exploitation et ses filiales, qui exercent leurs activités sous la marque RBC Groupe Financier. Notre banque est la plus importante banque du Canada en matière de capitalisation boursière et d'actifs, et elle est l'une des principales sociétés de services financiers diversifiés en Amérique du Nord. Nous offrons, à l'échelle mondiale, des services bancaires aux particuliers et aux entreprises, des services de gestion de patrimoine, des services d'assurance, des services à la grande entreprise et aux marchés des capitaux et des services de traitement des opérations. Notre société compte plus de 60 000 employés au service de plus de 14 millions de particuliers, d'entreprises et de clients du secteur public en Amérique du Nord et dans une trentaine de pays partout dans le monde.

Réalignment et initiative « Le client avant tout »

Avec prise d'effet le 1^{er} novembre 2004, nous avons réaligné notre structure organisationnelle, nos ressources et nos processus afin de répondre plus efficacement aux besoins financiers de nos clients dans tous nos secteurs d'exploitation. Dans le cadre du réalignement, nous avons réorganisé nos cinq secteurs d'exploitation en trois secteurs d'exploitation structurés en fonction des besoins des clients et des zones géographiques. Toutes les autres activités qui ne sont pas attribuées à ces trois secteurs d'exploitation sont présentées sous notre quatrième secteur, à savoir les Services de soutien généraux. La présentation de notre information sectorielle se fonde sur cette nouvelle structure de gestion. Des détails sur chacun de nos nouveaux secteurs d'exploitation et sur nos activités abandonnées sont fournis ci-après. Nous avons également mis en œuvre l'initiative « Le client avant tout », qui vise à trouver de nouveaux moyens de générer une croissance plus forte des revenus, ainsi qu'à rationaliser notre entreprise de manière à accélérer la prise de décisions et leur mise en œuvre et à améliorer la productivité.

Secteur particuliers et entreprises – Canada

Le secteur Particuliers et entreprises – Canada regroupe les services bancaires ainsi que les services de placements au Canada, de même que nos services d'assurances mondiaux. Ce secteur fournit des produits et services financiers à plus de 11 millions de particuliers et d'entreprises clientes au Canada, par l'entremise de divers réseaux de distribution comprenant notamment des succursales, des centres de services aux entreprises, des guichets automatiques, des services de courtage traditionnel, des réseaux d'agences, des services par téléphone et par Internet, et des services de distribution par l'entremise de tiers. Le secteur se compose des services suivants :

Les *Prêts aux particuliers* visent à répondre aux besoins des particuliers faisant partie de notre clientèle à toutes les étapes de leur vie, en leur offrant un vaste éventail de produits tels que du financement aux fins d'accession à la propriété, du financement personnel et des cartes de crédit.

Les *Paiements personnels et comptes clientèle* offrent aux particuliers des comptes de dépôt de base, des services de paiement transactionnels, des services de change et d'autres services connexes.

La *Gestion de placements* se compose de services de courtage traditionnel et d'escompte, de services de gestion d'actifs, de services fiduciaires et d'autres produits et services.

Les *Marchés des entreprises* offrent une vaste gamme de produits et services de prêt, de dépôt et de transaction aux petites et moyennes entreprises ainsi qu'aux clients commerciaux et aux clients du secteur de l'agriculture.

L'*Assurance mondiale* offre une vaste gamme de produits et de services d'assurance crédit et d'assurances vie, maladie, voyage, habitation et automobile aux particuliers et aux entreprises faisant partie de notre clientèle au Canada et aux États-Unis, ainsi que des services de réassurance à nos clients partout au monde.

Secteur particuliers et entreprises – États-Unis et International

Le secteur Particuliers et entreprises – États-Unis et International comprend les services bancaires et les services de courtage au détail aux États-Unis, les services bancaires dans les Antilles, ainsi que les services de gestion privée globale à l'échelle internationale. Ce secteur se compose des services suivants :

Les *services bancaires* regroupent les services bancaires aux États-Unis et dans les Antilles. Ces services se composent d'un vaste éventail de produits et de services à l'intention des particuliers et des entreprises dans leur marché respectif.

La *Gestion de patrimoine* regroupe certaines activités de RBC Dain Rauscher (à l'exception des services à revenu fixe qui font partie de l'ensemble des activités liées au marché de la dette présentées dans le secteur Marchés mondiaux des capitaux) et de la Gestion Privée Globale. Aux États-Unis, nous offrons des services de placement, des services-conseils et des services de gestion d'actifs aux particuliers, ainsi que des services de compensation et d'exécution aux courtiers en valeurs mobilières et aux institutions de petite taille et de taille moyenne. À l'échelle internationale, nous offrons des services de gestion privée, des services fiduciaires, des services de gestion de placements et des services-conseils en matière de placements à des clients qui disposent d'un avoir net élevé.

Marchés mondiaux des capitaux

Le secteur Marchés mondiaux des capitaux fournit un vaste choix de services de banque d'investissement, de services de vente et de négociation, de services de recherche et de produits et services connexes aux entreprises, aux gouvernements et aux institutions faisant partie de notre clientèle en Amérique du Nord, ainsi que des produits et services spécialisés à l'échelle mondiale. Ce secteur se compose des services suivants :

Les *Marchés mondiaux* comprennent l'ensemble de nos activités liées au marché de la dette (y compris les services à revenu fixe de RBC Dain Rauscher dont il est fait mention ci-dessus), au marché monétaire, aux opérations de change, aux dérivés, aux actifs diversifiés, aux placements privés de titres de créance et de participation, ainsi qu'aux activités de négociation pour compte propre.

Les *Services mondiaux de banque d'investissement et marchés boursiers* regroupent nos services à la grande entreprise et de banque d'investissement (y compris le portefeuille de prêts stratégiques), ainsi que les activités de vente et de négociation de titres de participation.

Les *Autres services* se composent des services de garde et d'administration des placements, des services de correspondance bancaire, des services bancaires aux entreprises, des services de recherche, du portefeuille de prêts non stratégiques ainsi que des services de gestion centralisés des portefeuilles de prêts du secteur. Au cours du trimestre, nous avons annoncé la conclusion d'un accord avec Dexia Banque Internationale à Luxembourg (Dexia), qui vise la création d'une coentreprise combinant nos services aux investisseurs institutionnels. La nouvelle coentreprise, RBC Dexia Investor Services, se classera parmi les dix principales banques dépositaires au monde et offrira une gamme complète de services aux investisseurs institutionnels partout dans le monde. Cette opération devrait être conclue d'ici le début de 2006.

Services de soutien généraux

Les Services de soutien généraux regroupent nos ressources en matière d'exploitation et de technologie de l'information, la trésorerie générale ainsi que d'autres unités fonctionnelles. Ces groupes et ces unités fonctionnelles engagent principalement des coûts qui sont attribués aux secteurs d'exploitation respectifs, selon des méthodes décrites à la rubrique « Résultats des secteurs d'exploitation liés aux activités poursuivies ». Les résultats déclarés de ce secteur reflètent en grande partie les ajustements de consolidation et les activités mises en œuvre au profit de l'organisation, et ils ne sont pas attribués aux secteurs d'exploitation. Ces activités peuvent comprendre des opérations liées à la gestion de la trésorerie, du capital ou des risques, ou encore des opérations à des fins stratégiques.

Activités abandonnées (RBC Mortgage Company)

Par suite de l'examen stratégique de nos activités aux États-Unis effectué plus tôt cette année, nous avons établi que RBC Mortgage Company ne constituait plus une entreprise principale qui fournirait un apport positif à nos activités américaines. Par conséquent, au cours du trimestre, nous avons désigné RBC Mortgage Company à titre d'activités abandonnées et, le 27 mai, nous avons annoncé une entente visant la vente de certains de ses actifs à Home123 Corporation, une filiale en propriété exclusive de New Century Mortgage Corporation. Cette vente est assujettie aux conditions habituelles et à l'approbation des organismes de réglementation. Se reporter à la note 3 des états financiers consolidés intermédiaires pour de plus amples détails à ce sujet.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS ET AUTRES FAITS SAILLANTS

	Pour le trimestre terminé le			Pour les neuf mois terminés le	
	31 juillet 2005	30 avril 2005	31 juillet 2004	31 juillet 2005	31 juillet 2004
(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)					
Activités poursuivies					
Total des revenus	4 938 \$	4 689 \$	4 508 \$	14 400 \$	13 232 \$
Frais autres que d'intérêt	2 741	2 664	2 675	8 059	8 099
Dotation à la provision pour pertes sur créances	128	116	125	352	249
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	681	622	575	1 885	1 535
Charges liées au réaligement de l'entreprise	1	2	–	5	–
Bénéfice net avant impôts	1 387	1 285	1 133	4 099	3 349
Bénéfice net tiré des activités poursuivies	1 001	916	771	2 894	2 336
Perte nette liée aux activités abandonnées	(22)	(9)	(28)	(29)	(47)
Bénéfice net	979 \$	907 \$	743 \$	2 865 \$	2 289 \$
Secteurs – bénéfice net					
Particuliers et entreprises – Canada	688 \$	531 \$	525 \$	1 822 \$	1 603 \$
Particuliers et entreprises – États-Unis et International	81	86	81	263	202
Marchés mondiaux des capitaux	249	286	187	792	593
Services de soutien généraux	(17)	13	(22)	17	(62)
Perte nette liée aux activités abandonnées	(22)	(9)	(28)	(29)	(47)
Bénéfice net	979 \$	907 \$	743 \$	2 865 \$	2 289 \$
Total des revenus tirés des activités poursuivies	4 938 \$	4 689 \$	4 508 \$	14 400 \$	13 232 \$
Majoration au montant imposable équivalent (1)	25	27	11	76	38
Total des revenus tirés des activités poursuivies (majoré au montant imposable équivalent) (1)	4 963 \$	4 716 \$	4 519 \$	14 476 \$	13 270 \$
Données financières sommaires					
Bénéfice par action – dilué	1,48 \$	1,37 \$	1,12 \$	4,35 \$	3,45 \$
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (2)	20,0 %	19,9 %	16,1 %	20,6 %	17,0 %
Rendement du capital de risque (2)	33,4 %	32,4 %	25,4 %	33,5 %	27,0 %
Cours de clôture des actions ordinaires (à la fin du trimestre)	77,40 \$	74,95 \$	61,50 \$	77,40 \$	61,50 \$
Données financières sommaires liées aux activités poursuivies					
Bénéfice par action – dilué	1,51 \$	1,38 \$	1,16 \$	4,40 \$	3,52 \$
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (2)	20,2 %	19,9 %	16,6 %	20,6 %	17,3 %
Rendement du capital de risque (2)	34,1 %	32,7 %	26,4 %	33,8 %	27,6 %
Marge nette d'intérêt (3)	1,44 %	1,56 %	1,52 %	1,52 %	1,52 %
Marge nette d'intérêt (majorée au montant imposable équivalent) (1), (3)	1,46 %	1,59 %	1,53 %	1,55 %	1,53 %
Ratios de capital (4)					
Ratio du capital de première catégorie (4)	9,7 %	9,5 %	9,1 %	9,7 %	9,1 %
Ratio du capital total (4)	13,4 %	12,8 %	12,7 %	13,4 %	12,7 %
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (2)	19 150 \$	18 400 \$	18 200 \$	18 350 \$	17 800 \$
Moyenne du capital de risque (2)	11 500 \$	11 350 \$	11 500 \$	11 300 \$	11 200 \$
Principales données figurant au bilan					
Total de l'actif	466 305 \$	434 873 \$	423 612 \$	466 305 \$	423 612 \$
Valeurs mobilières	155 682	139 585	136 579	155 682	136 579
Prêts aux particuliers	134 670	129 618	121 875	134 670	121 875
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	52 381	49 779	50 202	52 381	50 202
Dépôts	304 416	283 492	277 492	304 416	277 492
Autres données financières sommaires					
Biens administrés	1 732 800	1 718 300	1 593 900	1 732 800	1 593 900
Biens sous gestion	104 900	101 900	95 600	104 900	95 600
Renseignements opérationnels liés aux activités poursuivies					
Nombre d'employés (équivalent de travail à plein temps)	60 627	59 803	61 965	60 627	61 965
Nombre de succursales	1 411	1 408	1 421	1 411	1 421
Nombre de centres de services aux entreprises	65	65	65	65	65
Nombre de guichets automatiques	4 317	4 363	4 415	4 317	4 415
Moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains pour la période	0,810	0,811	0,745	0,816	0,752
Équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains à la fin de la période	0,817	0,795	0,752	0,817	0,752

(1) Ces mesures constituent des mesures financières hors PCGR. La majoration au montant imposable équivalent a trait au secteur Marchés mondiaux des capitaux uniquement. Se reporter à la rubrique « Mesures du rendement et mesures hors PCGR » pour une analyse plus détaillée.

(2) La moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires sont calculés à l'aide des soldes de fin de mois pour la période. La moyenne du capital de risque et le rendement du capital de risque constituent des mesures financières hors PCGR. Se reporter à la rubrique « Mesures du rendement et mesures hors PCGR » pour une analyse plus détaillée.

(3) La marge nette d'intérêt et la marge nette d'intérêt (majorée au montant imposable équivalent) représentent le revenu net d'intérêt et le revenu net d'intérêt (majoré au montant imposable équivalent), respectivement, divisé par la moyenne de l'actif. La moyenne de l'actif est calculée au moyen des soldes de fin de mois pour la période.

(4) Calculé en fonction des lignes directrices du Bureau du surintendant des institutions financières Canada (BSIF).

APERÇU FINANCIER

Nos résultats généraux ce trimestre tiennent à la solidité continue de l'économie nord américaine. Les faibles taux d'intérêt, les solides bilans des entreprises et des particuliers ainsi que les niveaux d'emploi élevés se sont traduits par un accroissement de la demande visant les prêts à la consommation et aux entreprises et les produits financiers connexes, ainsi que par le maintien des conditions de crédit favorables. La hausse des taux d'intérêt aux États-Unis et l'amélioration de la conjoncture durant la deuxième moitié du trimestre ont donné lieu à des conditions favorisant de nouvelles émissions de titres de participation.

Nous avons déclaré un bénéfice net de 979 millions de dollars au troisième trimestre terminé le 31 juillet 2005, soit un résultat en hausse de 236 millions ou 32 % par rapport à l'an dernier. Le bénéfice dilué par action s'est établi à 1,48 \$, en hausse de 0,36 \$ ou 32 %. Le rendement des capitaux propres s'est chiffré à 20,0 %, comparativement à 16,1 % il y a un an.

Le bénéfice net **tiré des activités poursuivies** s'est chiffré à 1 001 millions de dollars, en hausse de 230 millions ou 30 % par rapport à l'an dernier. Le bénéfice dilué par action s'est établi à 1,51 \$, en hausse de 0,35 \$ ou 30 %. Le rendement des capitaux propres s'est chiffré à 20,2 %, comparativement à 16,6 % l'an dernier. Les revenus ont progressé de 10 %, et les frais autres que d'intérêt se sont accrues de 3 %. La croissance des revenus de 10 % reflète en grande partie la hausse élevée des revenus du secteur Particuliers et entreprises – Canada, lequel a connu une augmentation des volumes de prêts et de dépôts et une hausse considérable des revenus tirés des activités d'assurance et de gestion de placements (services de courtage traditionnel, fonds communs de placement et gestion des placements). Les revenus tirés des activités de prise ferme du secteur Marchés mondiaux des capitaux se sont également accrues. La hausse de 3 % des frais autres que d'intérêt est principalement imputable aux coûts du règlement concernant la faillite d'Enron dont il est fait mention ci-après, ainsi qu'à l'augmentation des frais au titre de la rémunération variable et de la charge de rémunération à base d'actions, laquelle reflète en grande partie le rendement accru des activités. Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 3 millions de dollars ou 2 % par rapport à l'an dernier.

Le bénéfice net du secteur **Particuliers et entreprises – Canada** s'est établi à 688 millions de dollars, en hausse de 163 millions ou 31 % par rapport à l'an dernier, en raison principalement de la forte croissance des revenus tirés de tous nos secteurs d'exploitation. Les faibles taux d'intérêt, les niveaux d'emploi élevés et les valeurs à la hausse des biens immobiliers, de même que la confiance accrue des consommateurs envers les marchés financiers, continuent de soutenir ces résultats.

Le bénéfice net du secteur **Particuliers et entreprises – États-Unis et International** s'est établi à 81 millions de dollars. Il s'agit là d'un résultat qui est demeuré inchangé par rapport à l'an dernier, malgré la hausse des revenus et la diminution des frais autres que d'intérêt, car nous avons comptabilisé une charge d'impôts de 13 millions de dollars au titre de la cession de nos activités abandonnées et une réduction du bénéfice net de 9 millions imputable au raffermissement du dollar canadien par rapport au dollar américain, comparativement à la période correspondante de l'an dernier. La hausse des revenus ce trimestre découle des soldes accrues des prêts et des dépôts, de l'élargissement des marges et des revenus plus élevés tirés des services tarifés, tandis que les revenus constatés à la période correspondante de l'an dernier étaient attribuables aux gains favorables sur les valeurs mobilières, aucun gain de ce genre n'ayant été constaté ce trimestre. Les frais autres que d'intérêt ont diminué de 1 %, en partie en raison du recouvrement d'assurance de 9 millions de dollars constaté ce trimestre relativement à certains prêts hypothécaires qui auraient apparemment fait l'objet d'un montage frauduleux en 2001 et en 2002.

Le bénéfice net du secteur **Marchés mondiaux des capitaux** s'est établi à 249 millions de dollars, en hausse de 62 millions ou 33 % par rapport à l'an dernier. Ce résultat tient principalement à l'accroissement des revenus, au recouvrement de pertes sur créances découlant du règlement favorable d'un prêt classé précédemment comme un prêt douteux, ainsi qu'à la baisse du taux d'imposition effectif. L'accroissement des revenus est en grande partie attribuable à l'augmentation des activités de montage de titres de participation et de prêts, ainsi qu'aux rendements plus élevés des placements privés. Ces résultats ont été neutralisés en partie par la baisse des revenus tirés des contrats de change, par les coûts du règlement concernant la faillite d'Enron, ainsi que par l'accroissement des frais au titre de la rémunération variable découlant du rendement accru des activités.

La perte nette des **Services de soutien généraux** s'est établie à 17 millions de dollars ce trimestre, résultat qui reflète les pertes à la valeur de marché sur les dérivés découlant de certaines couvertures économiques, qui ont été neutralisées en partie par les remboursements d'intérêts reçus relativement aux nouvelles cotisations d'impôts concernant des exercices précédents.

Comparativement aux neuf premiers mois de 2004, le bénéfice net tiré des activités poursuivies a progressé de 558 millions de dollars ou 24 %. La hausse des revenus de 1 168 millions de dollars ou 9 %, qui a touché principalement le secteur Particuliers et entreprises – Canada, reflète le volume accru des activités d'assurance invalidité, qui englobent les activités au Canada de Provident Life and Accident Assurance Company (UnumProvident) depuis le 1^{er} mai 2004, ainsi que les volumes plus élevés de prêts et les revenus accrues tirés des fonds communs de placement et des services de gestion de placements. Les frais autres que d'intérêt ont diminué de 40 millions de dollars ou 1 % par rapport à l'an dernier, résultat qui reflète en grande partie l'incidence de la baisse du taux de change entre le dollar américain et le dollar canadien, contrebalancée en partie par la hausse des coûts liés au personnel responsable des ventes et du service ainsi que des frais de publicité à l'appui de la croissance de nos activités. La diminution reflète aussi les coûts de 74 millions de dollars engagés au premier trimestre de 2004 relativement au règlement d'un litige avec Cooperatieve Centrale Raiffeisen-Boerenleenbank, B.A. (Rabobank), déduction faite d'une réduction connexe au titre de la charge de rémunération et de la charge d'impôts. Cette diminution tient également à nos mesures de gestion des coûts pour 2005, qui ont donné lieu à une réduction du personnel de soutien. La dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 103 millions de dollars ou 41 % par rapport à la période correspondante de l'an dernier, résultat qui reflète essentiellement la contrepassation d'une tranche de 150 millions de la provision cumulative générale au premier trimestre de 2004.

Par rapport au deuxième trimestre de 2005, le bénéfice net tiré des activités poursuivies a progressé de 85 millions de dollars ou 9 %, en raison principalement de la hausse des revenus, neutralisée en partie par l'augmentation des charges. Les revenus ont augmenté de 249 millions de dollars ou 5 %, résultat qui a trait principalement au secteur Particuliers et entreprises – Canada et qui tient aux volumes plus élevés de prêts et de dépôts, à l'accroissement des revenus tirés des activités d'assurance et des frais de gestion des cartes de crédit, ainsi qu'au fait que le troisième trimestre comptait trois jours de plus que le deuxième trimestre. Les frais autres que d'intérêt se sont accrues de 77 millions de dollars ou 3 %, en raison principalement des coûts du règlement concernant la faillite d'Enron et de la hausse des coûts liés au personnel responsable des ventes et du service, qui tient en partie à l'augmentation saisonnière de l'effectif à temps partiel.

Les **activités abandonnées** ont entraîné une perte nette de 22 millions de dollars ce trimestre, comparativement à une perte nette de 28 millions l'an dernier. La perte ce trimestre reflète principalement les charges liées à la vente et à l'abandon progressif des activités, ainsi que les ajustements comptables concernant des périodes antérieures. Ces charges comprennent notamment les coûts liés à la fermeture de notre bureau de Chicago et de certaines succursales, ainsi qu'une réduction de valeur de l'écart d'acquisition et des actifs incorporels. La perte enregistrée l'an dernier se rapportait en grande partie à des pertes sur la vente de prêts hypothécaires. La perte nette pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2005 s'est établie à 29 millions de dollars, soit un résultat favorable comparativement à la perte nette de 47 millions constatée l'an dernier, les résultats à la hausse liés à la vente de prêts hypothécaires ayant été neutralisés en partie par la diminution des prêts hypothécaires destinés à la vente, des montages de prêts hypothécaires et des marges. Les pertes nettes ce trimestre se sont accrues de 13 millions de dollars par rapport à la perte de 9 millions constatée au dernier trimestre, résultat qui reflète principalement les charges liées à la vente et à l'abandon progressif des activités et les ajustements comptables concernant des périodes antérieures, lesquels ont été neutralisés en partie par la baisse des coûts liés à l'effectif.

Le bénéfice net tiré de nos **activités poursuivies aux États-Unis** s'est chiffré à 121 millions de dollars pour le trimestre, en hausse de 24 millions ou 25 % comparativement à la période précédente. Ce résultat est attribuable en grande partie aux activités accrues de montage de prêts et au recouvrement d'une perte sur créances découlant de la vente d'un compte du portefeuille de prêts aux grandes entreprises classé

précédemment à titre de prêt douteux, contrebalancés en partie par les coûts du règlement concernant la faillite d'Enron. Le bénéfice net pour les neuf premiers mois s'est établi à 338 millions de dollars, en hausse de 209 millions ou 162 %, résultat qui reflète surtout les coûts du règlement avec Rabobank constatés à la période correspondante de l'an dernier, ainsi que l'accroissement des activités de montage de prêts ce trimestre. Le bénéfice net tiré de nos activités aux États-Unis a reculé de 14 millions de dollars par rapport au deuxième trimestre de 2005, en raison principalement de la charge d'impôts de 13 millions constatée ce trimestre relativement à la cession de nos activités abandonnées.

Ratios de capital

Au 31 juillet 2005, le ratio du capital de première catégorie était de 9,7 %, comparativement à 9,1 % au troisième trimestre de l'an dernier, soit un résultat en hausse de 60 points de base. Le ratio du capital total s'est chiffré à 13,4 %, comparativement à 12,7 % il y a un an, soit une hausse de 70 points de base.

Incidence du taux de change entre le dollar américain et le dollar canadien

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)	Pour le trimestre terminé le		Pour les neuf mois terminés le
	T3 2005 par rapport au		T3 2005 par rapport au
	T2 2005	T3 2004	T3 2004
Total des revenus	2 \$	(125)\$	(340)\$
Frais autres que d'intérêt	–	70	185
Bénéfice net tiré des activités poursuivies	–	(25)	(70)
Bénéfice net	–	(23)	(68)
Bénéfice dilué par action tiré des activités poursuivies	– \$	(0,04)\$	(0,11)\$
Bénéfice dilué par action	– \$	(0,04)\$	(0,10)\$

Les fluctuations des taux de change entre le dollar américain et le dollar canadien influent sur nos résultats libellés en dollars américains. Au cours du trimestre, le taux de change moyen du dollar canadien s'est apprécié de 9 % comparativement au dollar américain par rapport à la période correspondante de l'an dernier, ce qui a entraîné une baisse de 23 millions de dollars du bénéfice net libellé en dollars américains et une réduction de 0,04 \$ du bénéfice dilué par action. Le taux de change moyen du dollar canadien par rapport au dollar américain est demeuré inchangé comparativement au

trimestre précédent, ce qui n'a donné lieu à aucune incidence sur le bénéfice net libellé en dollars américains pour le trimestre considéré.

PCGR des États-Unis

Selon les principes comptables généralement reconnus des États-Unis (PCGR des États-Unis), le bénéfice net s'est établi à 1 008 millions de dollars, en hausse de 240 millions ou 31 % par rapport à l'an dernier, et le bénéfice dilué par action s'est chiffré à 1,52 \$, en hausse de 0,37 \$ ou 32 %. Le bénéfice net selon les PCGR des États-Unis au troisième trimestre de 2005 est 29 millions de dollars plus élevé que celui en vertu des PCGR du Canada, résultat qui tient principalement aux différences concernant la comptabilisation des instruments dérivés ainsi que des activités de couverture et d'assurance entre ces PCGR. Pour de plus amples détails, se reporter à la note 13 des états financiers consolidés intermédiaires.

Litiges

Au cours du trimestre, nous avons annoncé la conclusion d'une entente de règlement concernant notre part de la poursuite (*MegaClaims*) intentée par Enron Corp. contre RBC et un certain nombre d'autres institutions financières. Nous avons convenu de verser à Enron un montant en espèces de 31 millions de dollars (25 millions de dollars US), qui a été passé en charges ce trimestre. Par ailleurs, nous avons convenu de payer un montant de 29 millions de dollars (24 millions de dollars US), qui a été constaté à titre de charge reportée, relativement à une demande de règlement de 140 millions de dollars (114 millions de dollars US) à l'encontre des biens en faillite d'Enron, dont une tranche de 61 millions (50 millions de dollars US) a été transférée précédemment à un tiers. L'entente est assujettie à la signature des documents de règlement définitifs et à l'approbation du tribunal de la faillite fédérale.

Nous demeurons un défendeur dans le cadre de plusieurs poursuites intentées par d'anciens investisseurs d'Enron contre nous et un certain nombre d'institutions financières, de cabinets d'avocats et de cabinets d'experts-comptables et certains dirigeants et administrateurs, anciens et actuels, d'Enron. Nous sommes également une tierce partie défenderesse dans le cadre de poursuites en vertu desquelles les comptables d'Enron ont introduit une mise en cause contre nous et contre d'autres parties et réclament un recours récursoire advenant le cas où ils seraient déclarés responsables. Nous comptons nous défendre vigoureusement dans le cadre de ces poursuites. Nous n'avons constitué aucune provision au titre de ces poursuites, car il nous est impossible de prévoir le moment et l'issue de ces recours collectifs, de même que notre exposition. Se reporter à la note 11 des états financiers consolidés intermédiaires.

RÉSULTATS CONSOLIDÉS LIÉS AUX ACTIVITÉS POURSUIVIES

Le texte qui suit comporte une analyse de nos résultats d'exploitation déclarés liés aux activités poursuivies. Les facteurs qui se rapportent principalement à un secteur donné font l'objet d'une analyse détaillée dans la section portant sur les résultats des secteurs d'exploitation. Outre l'analyse des résultats du trimestre considéré et du trimestre comparable de l'an dernier, nous fournissons également une analyse par rapport au trimestre précédent.

Se reporter à la rubrique « Aperçu financier » pour une analyse sur nos activités abandonnées.

Total des revenus

Le tableau suivant présente les revenus en fonction des produits et services clés :

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le			Pour les neuf mois terminés le	
	31 juillet	30 avril	31 juillet	31 juillet	31 juillet
	2005	2005	2004	2005	2004
Intérêts créditeurs (1)	4 237 \$	4 075 \$	3 461 \$	12 153 \$	10 153 \$
Intérêts débiteurs (1)	2 580	2 413	1 827	7 140	5 359
Revenu net d'intérêt	1 657 \$	1 662 \$	1 634 \$	5 013 \$	4 794 \$
Services de placements (<i>commissions de courtage, commissions de gestion de placements et revenus tirés de fonds communs de placement</i>)	832 \$	851 \$	765 \$	2 481 \$	2 399 \$
Activités d'assurance (<i>primes d'assurance, revenu de placement et revenu provenant des services tarifés</i>)	886	813	792	2 472	2 080
Services bancaires (<i>frais bancaires, revenus de change autres que ceux tirés des activités de négociation, frais de gestion des cartes et commissions de crédit</i>)	602	537	544	1 702	1 618
Activités de négociation	452	373	351	1 286	1 169
Commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils	251	266	214	793	701
Autres (<i>revenus autres que d'intérêt, gain/perte à la vente de titres et revenus tirés de la titrisation</i>)	258	187	208	653	471
Revenus autres que d'intérêt	3 281 \$	3 027 \$	2 874 \$	9 387 \$	8 438 \$
Total des revenus	4 938 \$	4 689 \$	4 508 \$	14 400 \$	13 232 \$

(1) Au cours du trimestre, nous avons reclassé les charges liées aux dividendes sur les titres empruntés du secteur Marchés mondiaux des capitaux, qui étaient inscrites dans les revenus autres que d'intérêt, et nous les avons inscrites dans le revenu net d'intérêt afin de mieux refléter leur nature. Les montants reclassés s'établissent comme suit : T3 2005 : 40 \$; T2 2005 : 113 \$; T1 2005 : 33 \$; T4 2004 : 84 \$ et T3 2004 : 20 \$.

Troisième trimestre de 2005 par rapport au troisième trimestre de 2004

Le total des revenus a augmenté de 430 millions de dollars ou 10 % par rapport à l'an dernier, en raison de la croissance des revenus de tous les secteurs d'exploitation découlant en partie de nos initiatives de croissance et des conditions favorables du marché des affaires nord-américain. Ces facteurs se sont traduits par une hausse des revenus tirés de nos activités de prêts, de dépôts et d'assurance et de nos activités de montage de titres de participation au Canada et de prêts aux États-Unis, et par des ventes élevées de fonds communs de placement. Cette hausse des revenus a été neutralisée en partie par une réduction de 125 millions de dollars imputable au raffermissement du dollar canadien par rapport au dollar américain.

Le *revenu net d'intérêt* a progressé de 23 millions de dollars ou 1 %, en raison principalement des volumes accrus de prêts et de dépôts au Canada et aux États-Unis, compensés en partie par des frais de financement plus élevés découlant de volumes à la hausse et les taux sur nos positions de financement liées aux activités de négociation de titres de participation.

Les revenus liés aux *activités de placement* se sont accrus de 67 millions de dollars ou 9 %, résultat qui reflète la hausse des revenus découlant des volumes plus élevés d'opérations et l'accroissement des actifs des clients des services de courtage traditionnel, ainsi que les ventes solides de fonds communs de placement.

Les revenus liés aux *activités d'assurance* ont progressé de 94 millions de dollars ou 12 % par rapport à l'an dernier, résultat qui tient aux volumes accrus de tous les secteurs. La perte de revenus tirés des services tarifés découlant de la vente de Liberty Insurance Services Corporation (Liberty Insurance Services) au premier trimestre de 2005 a été largement neutralisée par la hausse du revenu de placement sur les titres garantissant les dépôts liés aux contrats des titulaires de polices, ainsi que par les augmentations découlant du renouvellement de contrats de réassurance.

Les revenus tirés des *services bancaires* ont augmenté de 58 millions de dollars ou 11 %. Ce résultat reflète la hausse des volumes d'opérations et l'augmentation des frais bancaires.

Les revenus tirés des *activités de négociation* ont augmenté de 101 millions de dollars ou 29 %, en raison surtout des gains plus élevés réalisés sur nos activités à la hausse de négociation de titres de participation, compensés par une baisse des revenus tirés des titres à revenu fixe, des instruments du marché monétaire et des contrats de change.

Les *commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils* ont augmenté de 37 millions de dollars ou 17 %, résultat qui tient à l'accroissement des activités de montage de titres de participation au Canada et de prêts aux États Unis, ainsi qu'à l'amélioration de la conjoncture.

Les *autres* revenus se sont accrus de 50 millions de dollars ou 24 %. Ce résultat est principalement attribuable à l'effet cumulatif favorable de 37 millions de dollars de l'ajustement comptable effectué de manière à tenir compte de notre participation dans un placement. La hausse des revenus tirés de la titrisation et l'augmentation des gains sur les placements privés ont également contribué à l'accroissement des autres revenus, mais ces résultats ont été neutralisés en partie par les gains sur les valeurs mobilières constatés l'an dernier.

Troisième trimestre de 2005 par rapport au troisième trimestre de 2004 (résultats pour les neuf premiers mois)

Le total des revenus a augmenté de 1 168 millions de dollars ou 9 % par rapport à la période correspondante de l'an dernier. Les revenus liés à toutes les catégories d'activités ont augmenté, malgré la réduction de 340 millions de dollars des revenus imputable au raffermissement du dollar canadien par rapport au dollar américain.

Le *revenu net d'intérêt* s'est accru de 219 millions de dollars ou 5 %, en raison principalement des volumes accrus de prêts et de dépôts au Canada et aux États-Unis, compensés en partie par les frais de financement plus élevés découlant de volumes à la hausse et les taux sur nos positions de financement liées aux activités de négociation de titres de participation.

Les revenus liés aux *activités de placement* ont progressé de 82 millions de dollars ou 3 %, résultat qui tient surtout aux ventes élevées de fonds communs de placement et à l'appréciation du capital.

Les revenus liés aux *activités d'assurance* ont progressé de 392 millions de dollars ou 19 %, résultat qui est attribuable principalement à l'accroissement des activités d'assurance invalidité, lesquelles englobent UnumProvident depuis le 1^{er} mai 2004. Ce résultat a été neutralisé en partie par l'incidence de la vente de Liberty Insurance Services au premier trimestre de 2005.

Les revenus tirés des *services bancaires* ont augmenté de 84 millions de dollars ou 5 %. Ce résultat reflète les volumes plus élevés des opérations, l'augmentation des frais bancaires et l'accroissement des revenus de change.

Les revenus tirés des *activités de négociation* ont progressé de 117 millions de dollars ou 10 %, en raison surtout des activités accrues de négociation de titres de participation et de titres à revenu fixe, contrebalancées par la diminution de nos activités liées aux instruments du marché monétaire et aux contrats de change.

Les *commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils* ont progressé de 92 millions de dollars ou 13 %, en raison de l'accroissement des activités de montage de titres de participation au Canada et de prêts aux États-Unis.

Les *autres* revenus se sont accrus de 182 millions de dollars ou 39 %, en raison surtout de la hausse des revenus tirés de la titrisation, des gains plus élevés sur les placements privés et de l'effet cumulatif favorable de 37 millions de l'ajustement comptable dont il est fait mention précédemment.

Troisième trimestre de 2005 par rapport au deuxième trimestre de 2005

Les revenus ont augmenté de 249 millions de dollars ou 5 %, en raison principalement des volumes accrus des prêts et des dépôts ainsi que de l'augmentation des revenus tirés des activités d'assurance, des frais de gestion des cartes de crédit, et du fait que le troisième trimestre comptait trois jours de plus que le deuxième trimestre.

Le *revenu net d'intérêt* a reculé de 5 millions de dollars, en raison principalement de l'accroissement des frais de financement liés à des activités de négociation de titres de participation, et à des revenus de dividendes à la baisse provenant des titres de participation autres que nord-américains lesquels, principalement, versent des dividendes semestrielle. Ces éléments ont été largement compensés par les volumes accrus de prêts et de dépôts ainsi que par le fait que le troisième trimestre comptait trois jours de plus que le deuxième trimestre.

Les revenus liés aux *activités d'assurance* se sont accrus de 73 millions de dollars ou 9 %, en raison de la croissance enregistrée dans tous les secteurs. Les résultats reflètent également la hausse du revenu de placement des titres de participation garantissant les dépôts liés aux contrats des titulaires de polices et les augmentations découlant du renouvellement de conventions de réassurance.

Les revenus tirés des *services bancaires* se sont accrus de 65 millions de dollars ou 12 %, résultat qui tient aux volumes plus élevés d'opérations et à l'augmentation des revenus sur cartes de crédit qui est attribuable aux fluctuations saisonnières et au fait que le troisième trimestre comptait trois jours de plus que le deuxième trimestre.

Les revenus tirés des *activités de négociation* ont progressé de 79 millions de dollars ou 21 %, en raison principalement de l'accroissement des activités de négociation de titres de participation, qui a été neutralisé en partie par la baisse des revenus de change découlant de la volatilité réduite du dollar américain et de la réduction des volumes de clients.

Les *autres* revenus se sont accrus de 71 millions de dollars ou 38 %, en raison surtout de l'effet cumulatif favorable de 37 millions d'un ajustement comptable dont il est fait mention précédemment, ainsi que des gains à la vente de titres du portefeuille de placements privés.

Frais autres que d'intérêt

Le tableau suivant illustre les principales composantes des frais autres que d'intérêt.

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le			Pour les neuf mois terminés le	
	31 juillet	30 avril	31 juillet	31 juillet	31 juillet
	2005	2005	2004	2005	2004
Salaires	799 \$	768 \$	798 \$	2 373 \$	2 379 \$
Rémunération variable	587	562	566	1 729	1 726
Rémunération à base d'actions	65	80	35	173	76
Avantages sociaux et rémunération au titre de la conservation du personnel	273	289	276	846	826
Ressources humaines	1 724 \$	1 699 \$	1 675 \$	5 121 \$	5 007 \$
Matériel	247	240	228	715	665
Frais d'occupation	188	191	201	559	560
Communications	155	152	170	458	490
Services professionnels et autres services externes	205	191	191	582	552
Autres charges	206	175	194	573	772
Amortissement des actifs incorporels	16	16	16	51	53
Frais autres que d'intérêt	2 741 \$	2 664 \$	2 675 \$	8 059 \$	8 099 \$

Troisième trimestre de 2005 par rapport au troisième trimestre de 2004

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 66 millions de dollars ou 3 % par rapport à l'an dernier, principalement en raison des coûts du règlement concernant la faillite d'Enron, de la hausse de la rémunération variable et de la rémunération à base d'actions découlant du rendement accru des activités. La hausse des coûts liés à l'accroissement du personnel responsable des ventes et du service ainsi que l'augmentation des frais de publicité et des coûts liés à un nouveau programme à l'appui de la croissance des activités ont été neutralisées en grande partie par un recul de 70 millions de dollars des charges découlant de l'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain.

Troisième trimestre de 2005 par rapport au troisième trimestre de 2004 (résultats des neuf premiers mois)

Les frais autres que d'intérêt ont subi une baisse de 40 millions de dollars ou 1 % par rapport à l'an dernier, qui tient principalement à l'incidence de la réduction du taux de change entre le dollar américain et le dollar canadien. La baisse a été neutralisée en partie par la hausse des coûts

liés au personnel responsable des ventes et du service, ainsi que par l'accroissement des frais de publicité et des coûts liés à un programme engagés à l'appui de la croissance de nos activités. La baisse est également attribuable aux coûts du règlement avec Rabobank constatés au premier trimestre de 2004 ainsi qu'à nos mesures de gestion des coûts pour 2005, qui ont entraîné une réduction du personnel de soutien.

Troisième trimestre de 2005 par rapport au deuxième trimestre de 2005

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 77 millions de dollars ou 3 % par rapport au trimestre précédent, résultat qui reflète principalement les coûts du règlement concernant la faillite d'Enron constatés ce trimestre, la hausse de la charge de rémunération qui tient au fait que le troisième trimestre comptait trois jours de plus que le deuxième trimestre, l'augmentation saisonnière de l'effectif à temps partiel et la hausse des frais au titre de la rémunération variable reflétant le rendement accru des activités. Ces facteurs ont été compensés en partie par la baisse de la charge de rémunération à base d'actions.

Dotation à la provision pour pertes sur créances

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le			Pour les neuf mois terminés le	
	31 juillet	30 avril	31 juillet	31 juillet	31 juillet
	2005	2005	2004	2005	2004
Prêts aux particuliers	108 \$	124 \$	97 \$	334 \$	305 \$
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	26	(19)	28	(42)	94
Provisions spécifiques	134 \$	105 \$	125 \$	292 \$	399 \$
Provisions générales	(6)	11	–	60	(150)
Dotation à la provision pour pertes sur créances	128 \$	116 \$	125 \$	352 \$	249 \$

Troisième trimestre de 2005 par rapport au troisième trimestre de 2004

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 3 millions de dollars ou 2 % par rapport à l'an dernier. Cette augmentation est principalement imputable à la hausse des provisions au titre des prêts aux particuliers, neutralisée par la diminution de la provision cumulative générale.

La provision spécifique pour pertes sur créances au titre des prêts aux particuliers a augmenté de 11 millions de dollars ou 11 %. Cette augmentation est surtout imputable à la hausse des provisions liées aux marges de crédit personnelles et aux cartes de crédit, laquelle reflète la croissance de ces portefeuilles, neutralisée en partie par la baisse des pertes sur le portefeuille de prêts aux étudiants, que nous sommes en voie de liquider.

La provision spécifique au titre des prêts aux entreprises et aux gouvernements a reculé de 2 millions de dollars ou 7 %, résultat qui reflète le règlement favorable d'un compte du portefeuille de prêts aux grandes entreprises, contrebalancé par la hausse des provisions au titre du portefeuille de prêts commerciaux.

Le recouvrement de la provision générale ce trimestre reflète en grande partie l'amélioration de l'expérience au chapitre des pertes sur créances du portefeuille de prêts aux consommateurs aux États-Unis.

Troisième trimestre de 2005 par rapport au troisième trimestre de 2004 (résultats des neuf premiers mois)

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 103 millions de dollars ou 41 % par rapport à la période correspondante de l'an dernier. Cette augmentation reflète principalement la contrepassation d'une tranche de 150 millions de dollars de la provision cumulative générale au premier trimestre de 2004, ainsi que la hausse de la provision spécifique au titre de nos portefeuilles de cartes de crédit et de marges de crédit personnelles ce trimestre. Ces résultats ont été contrebalancés en partie par l'augmentation des recouvrements liés à notre portefeuille de prêts aux grandes entreprises, ainsi que par la diminution des pertes sur créances liées aux prêts aux étudiants.

La provision spécifique pour pertes sur créances au titre des prêts aux particuliers a augmenté de 29 millions de dollars ou 10 %, en raison de la hausse des provisions liées à nos portefeuilles canadiens de cartes de crédit et de marges de crédit personnelles, qui tient surtout à la croissance du portefeuille, compensée en partie par la diminution des pertes sur créances au titre des prêts aux étudiants.

La provision spécifique pour pertes sur créances au titre des prêts aux entreprises et aux gouvernements a reculé de 136 millions de dollars par rapport à la période correspondante de l'an dernier. Ce résultat reflète en grande partie les recouvrements plus élevés liés aux prêts consentis aux grandes entreprises ce trimestre, ainsi que la dotation d'une tranche

de 52 millions de dollars des provisions cumulatives spécifiques à la provision cumulative générale effectuée au premier trimestre de 2005. Cette dotation tient à l'harmonisation, à l'échelle de l'organisation, du traitement comptable des provisions cumulatives pour pertes sur créances.

La provision générale s'est accrue de 210 millions de dollars, résultat qui reflète principalement la contrepassation d'une tranche de 150 millions au premier trimestre de 2004. Cet accroissement tient aussi à la dotation d'une tranche de 52 millions de dollars des provisions cumulatives spécifiques à la provision cumulative générale au premier trimestre de 2005.

Troisième trimestre de 2005 par rapport au deuxième trimestre de 2005

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 12 millions de dollars ou 10 %.

Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance

Troisième trimestre de 2005 par rapport au troisième trimestre de 2004

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont progressé de 106 millions de dollars ou 18 % par rapport à l'an dernier, en raison de la hausse des revenus et des augmentations liées au renouvellement de conventions de réassurance. Les résultats de la période correspondante de l'an dernier reflètent également les recouvrements favorables liés à des sinistres invalidité qui ne se sont pas reproduits ce trimestre. Les réserves actuarielles au titre de l'assurance vie inscrites ce trimestre dans les indemnités liées aux polices d'assurance ont augmenté, résultat qui reflète la baisse des taux d'intérêt à long et à moyen terme, et elles ont été neutralisées par la diminution des réserves au titre de l'assurance invalidité découlant de la réduction des taux d'incidence de l'invalidité.

Troisième trimestre de 2005 par rapport au troisième trimestre de 2004 (résultats des neuf premiers mois)

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2005 ont progressé de 350 millions de dollars ou 23 %, comparativement à la période correspondante de l'an dernier, en raison de l'accroissement des volumes d'activités

La provision spécifique pour pertes sur créances au titre des prêts aux particuliers a diminué de 16 millions de dollars ou 13 %, en raison surtout de la diminution des provisions liées aux prêts aux étudiants découlant de fluctuations saisonnières, ainsi que de l'amélioration des provisions au titre d'autres portefeuilles de prêts aux particuliers.

L'augmentation de 45 millions de dollars de la provision spécifique pour pertes sur créances au titre des prêts aux entreprises et aux gouvernements reflète la diminution des recouvrements liés aux prêts consentis aux grandes entreprises, ainsi que la hausse des provisions au titre des prêts commerciaux constatée ce trimestre.

Le recouvrement de la provision générale ce trimestre reflète en grande partie l'amélioration de l'expérience au chapitre des pertes sur créances du portefeuille de prêts aux consommateurs aux États-Unis.

d'assurance invalidité, qui englobent UnumProvident depuis le 1^{er} mai 2004. De plus, les indemnités liées aux polices d'assurance pour l'exercice en cours reflètent la variation des réserves actuarielles au titre de l'assurance vie découlant de la baisse des taux d'intérêt à long et moyen terme et des ajustements concernant le traitement fiscal de certains actifs investis, résultats qui ont été neutralisés en grande partie par la réduction des réserves actuarielles, qui reflète l'amélioration des taux d'incidence de l'invalidité.

Troisième trimestre de 2005 par rapport au deuxième trimestre de 2005

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont augmenté de 59 millions de dollars ou 9 % par rapport au trimestre précédent. Ce résultat reflète en grande partie l'augmentation des coûts liés aux volumes accrus d'activités ainsi que les augmentations liées au renouvellement de conventions de réassurance. Des augmentations des réserves actuarielles au titre de l'assurance vie qui sont inscrites dans les indemnités liées aux polices d'assurance et qui reflètent la baisse des taux d'intérêt à long et moyen terme ont été neutralisées par la réduction des réserves au titre de l'assurance invalidité découlant de l'amélioration des taux d'incidence de l'invalidité.

Impôts sur les bénéfices

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le			Pour les neuf mois terminés le	
	31 juillet	30 avril	31 juillet	31 juillet	31 juillet
	2005	2005	2004	2005	2004
Bénéfice net tiré des activités poursuivies, avant impôts	1 387 \$	1 285 \$	1 133 \$	4 099 \$	3 349 \$
Charge d'impôts	392	353	358	1 188	1 005
Taux d'imposition effectif	28,3 %	27,5 %	31,6 %	29,0 %	30,0 %

Troisième trimestre de 2005 par rapport au troisième trimestre de 2004

La baisse de 3,3 % du taux d'imposition effectif par rapport à l'an dernier est en grande partie attribuable au bénéfice net plus élevé déclaré par nos filiales étrangères qui exercent leurs activités dans des pays où les taux d'imposition sont plus faibles.

Troisième trimestre de 2005 par rapport au troisième trimestre de 2004 (résultats des neuf premiers mois)

La réduction de 1,0 % du taux d'imposition effectif comparativement à l'an dernier est en grande partie attribuable au bénéfice net plus élevé

déclaré par nos filiales étrangères qui exercent leurs activités dans des pays où les taux d'imposition sont plus faibles.

Troisième trimestre de 2005 par rapport au deuxième trimestre de 2005

La hausse de 0,8 % du taux d'imposition effectif par rapport au trimestre précédent découle de la légère augmentation de la charge d'impôts liée aux ajustements découlant de vérifications fiscales.

Charges liées au réaligement de l'entreprise

Nous avons poursuivi la mise en œuvre de nos mesures de réduction des coûts liées au réaligement de l'entreprise, qui a pris effet le 1^{er} novembre 2004. Les charges de 1 million de dollars constatées ce trimestre

concernaient les services de reclassement externe. Nous avons constaté un montant de 2 millions de dollars au trimestre précédent, au titre de ces services.

(en millions de dollars canadiens)	Solde des charges		
	Au		
	31 juillet	30 avril	31 octobre
2005	2005	2004	
Charges liées aux employés	109 \$	130 \$	164 \$
Autres charges	1	1	13
Total des charges liées au réaligement de l'entreprise (activités poursuivies)	110 \$	131 \$	177 \$

Les charges liées au réaligement de l'entreprise ont diminué de 21 millions de dollars par rapport au deuxième trimestre de 2005, en raison principalement des paiements liés à d'anciens employés effectués au titre de la protection salariale. Nous prévoyons mener à terme la plupart

de nos activités de réaligement d'ici la fin de l'exercice 2005, mais certains paiements liés à la protection salariale se poursuivront par après. Se reporter à la note 2 des états financiers consolidés intermédiaires.

ANALYSE DES RESULTATS TRIMESTRIELS ET DES TENDANCES

Notre bénéfice, nos revenus et nos charges trimestriels sont touchés par un certain nombre de tendances et de facteurs récurrents, qui comprennent les fluctuations saisonnières et la conjoncture générale.

Fluctuations saisonnières

La saison estivale (particulièrement les mois de juillet et d'août) se caractérise par une baisse des activités sur les marchés financiers, qui a une incidence sur nos activités de courtage et de gestion de placements. Étant donné que le deuxième trimestre compte trois jours de moins que les autres trimestres, cela a un effet défavorable sur le revenu net d'intérêt.

Conjoncture générale

Le maintien de faibles taux d'intérêt, les niveaux d'emploi élevés, de même que l'accroissement des activités, la confiance accrue des consommateurs et la hausse des dépenses ont donné lieu à une augmentation des volumes de prêts et de dépôts ainsi qu'à des résultats à la hausse en ce qui concerne nos activités d'assurance et de gestion de placements, ce qui s'est traduit par une augmentation du bénéfice aux trois premiers trimestres de 2005.

Nos résultats pour les huit plus récents trimestres s'établissent comme suit :

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)	2005			2004				2003
	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1	T4
Revenu net d'intérêt (1)	1 657 \$	1 662 \$	1 694 \$	1 604 \$	1 634 \$	1 560 \$	1 600 \$	1 540 \$
Revenus autres que d'intérêt	3 281	3 027	3 079	2 966	2 874	2 882	2 682	2 765
Total des revenus	4 938 \$	4 689 \$	4 773 \$	4 570 \$	4 508 \$	4 442 \$	4 282 \$	4 305 \$
Frais autres que d'intérêt	(2 741)	(2 664)	(2 654)	(2 734)	(2 675)	(2 682)	(2 742)	(2 559)
Dotation à la provision pour pertes sur créances Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	(128)	(116)	(108)	(97)	(125)	(149)	25	(140)
Charges liées au réaligement de l'entreprise	(681)	(622)	(582)	(589)	(575)	(508)	(452)	(513)
	(1)	(2)	(2)	(177)	-	-	-	-
Bénéfice net avant impôts	1 387	1 285	1 427	973	1 133	1 103	1 113	1 093
Bénéfice net tiré des activités poursuivies	1 001	916	977	687	771	759	806	777
Bénéfice net (perte nette) lié(e) aux activités abandonnées	(22)	(9)	2	(173)	(28)	1	(20)	(35)
Bénéfice net	979 \$	907 \$	979 \$	514 \$	743 \$	760 \$	786 \$	742 \$
Bénéfice par action – de base	1,51 \$	1,40 \$	1,52 \$	0,79 \$	1,14 \$	1,16 \$	1,20 \$	1,12 \$
– dilué	1,48 \$	1,37 \$	1,50 \$	0,78 \$	1,12 \$	1,14 \$	1,18 \$	1,11 \$
Bénéfice par action tiré des activités poursuivies – de base	1,54 \$	1,41 \$	1,52 \$	1,06 \$	1,18 \$	1,16 \$	1,23 \$	1,17 \$
– dilué	1,51 \$	1,38 \$	1,50 \$	1,05 \$	1,16 \$	1,14 \$	1,21 \$	1,16 \$

(1) Au cours du trimestre, nous avons reclassé les charges liées aux dividendes sur les titres empruntés du secteur Marchés mondiaux des capitaux, qui étaient inscrites dans les revenus autres que d'intérêt, et nous les avons inscrites dans le revenu net d'intérêt afin de mieux refléter leur nature. Les montants reclassés s'établissent comme suit : T3 2005 : 40 \$; T2 2005 : 113 \$; T1 2005 : 33 \$; T4 2004 : 84 \$ et T3 2004 : 20 \$.

Analyse des tendances

Le revenu net d'intérêt est demeuré stable au cours des trois premiers trimestres de 2005, résultat qui reflète principalement la conjoncture générale dont il est fait mention précédemment. Les revenus autres que d'intérêt se sont accrus au cours des trois premiers trimestres de 2005, en raison surtout de l'accroissement de nos activités d'assurance et de gestion de placements dont il est fait mention ci-dessus. Les frais autres que d'intérêt sont demeurés inchangés aux deux premiers trimestres de 2005, résultat qui tient en grande partie à nos mesures de compression des coûts et à l'initiative « Le client avant tout » mise en œuvre au début de l'exercice 2005. La dotation à la provision pour pertes sur créances a progressé et s'élevait à 128 millions de dollars au troisième trimestre de 2005, résultat qui tient à l'accroissement des volumes de prêts et qui continue de refléter les conditions de crédit favorables. Le recul du bénéfice net au deuxième trimestre de 2005 est en grande partie imputable à la raison dont il est fait mention à la rubrique « Fluctuations saisonnières ».

Au cours des huit derniers trimestres, le revenu net d'intérêt a dans l'ensemble augmenté, en raison des volumes accrus de la plupart des gammes de produits, soutenus par la conjoncture économique actuelle et nos initiatives d'affaires. Les revenus autres que d'intérêt se sont accrus de 19 % comparativement à la période correspondante, résultat qui reflète principalement l'accroissement de nos activités d'assurance qui comprennent notre acquisition de UnumProvident le 1^{er} mai 2004, et de gestion de placements. Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 7 % par rapport à la période correspondante, résultat qui s'aligne sur la hausse des revenus. L'augmentation restreinte des frais autres que d'intérêt de 7 % tient en grande partie à l'initiative « Le client avant tout » mise en œuvre le 1^{er} novembre 2004. La dotation à la provision pour pertes sur créances constatée au cours des huit derniers trimestres continue de refléter les conditions de crédit favorables. Par ailleurs, l'affaiblissement du dollar américain a eu une incidence négative sur les revenus et sur le bénéfice net libellés en dollars américains au cours des deux dernières années, et il a donné lieu à une baisse des charges libellées en dollars américains.

CONVENTIONS COMPTABLES ET ESTIMATIONS

Conventions comptables critiques et estimations

Nos états financiers consolidés intermédiaires ont été dressés conformément aux PCGR du Canada. Nos principales conventions comptables sont présentées à la note 1 des états financiers consolidés intermédiaires, ainsi qu'à la note 1, à la page 79A de nos états financiers consolidés annuels de 2004. Certaines de ces conventions, ainsi que les estimations faites par la direction aux fins de l'application desdites conventions, constituent des conventions comptables critiques, car elles font en sorte

que la direction est tenue d'exercer des jugements particulièrement subjectifs ou complexes à propos de questions qui sont de par leur nature incertaines. Nos conventions comptables critiques et nos estimations concernent la provision cumulative pour pertes sur créances, la juste valeur des instruments financiers, les opérations de titrisation et les entités à détenteurs de droits variables, ainsi que les régimes de retraite. De plus amples détails à ce sujet sont fournis aux pages 26A à 28A de notre rapport annuel 2004.

Modifications des conventions comptables et des estimations

Au cours du trimestre, nous n'avons pas adopté de nouvelles conventions comptables importantes aux fins de la préparation de nos états financiers selon les PCGR du Canada. Par ailleurs, nous n'avons adopté aucune nouvelle convention comptable importante aux fins des PCGR des États-Unis.

Modifications futures des conventions comptables ou des estimations

Le 27 janvier 2005, l'Institut Canadien des Comptables Agréés a publié trois nouvelles normes comptables, intitulées *Instruments financiers – comptabilisation et évaluation*, *Couvertures et Résultat étendu*. Ces

normes fournissent des directives sur la comptabilisation et l'évaluation des actifs et passifs financiers et des dérivés non financiers, ainsi que des directives sur le classement des instruments financiers et des normes sur la comptabilité de couverture.

Ces normes, que nous devons adopter avec prise d'effet le 1^{er} novembre 2006, se traduiront par une plus grande harmonisation avec les normes comptables des États-Unis. Nous évaluons actuellement l'incidence de ces normes sur notre situation financière, nos résultats d'exploitation et nos flux de trésorerie.

RÉSULTATS DES SECTEURS D'EXPLOITATION LIÉS AUX ACTIVITÉS POURSUIVIES

Avec prise d'effet le 1^{er} novembre 2004, nous avons réaligné nos cinq secteurs d'exploitation (RBC Banque, RBC Assurances, RBC Investissements, RBC Marchés des Capitaux et RBC Services Internationaux) et les avons regroupés sous trois nouveaux secteurs (Particuliers et entreprises – Canada, Particuliers et entreprises – États-Unis et International, et Marchés mondiaux des capitaux). Le secteur Particuliers et entreprises – Canada regroupe les services bancaires ainsi que les services de placements au Canada, de même que les services d'assurances mondiaux. Le secteur Particuliers et entreprises – États-Unis et International comprend les services bancaires et les services de courtage de détail aux États-Unis, les services bancaires dans les Antilles, ainsi que les services de gestion privée à l'échelle internationale. Le secteur Marchés mondiaux des capitaux fournit un vaste choix de services de banque d'investissement, de services de vente et de négociation, de services de recherche et de produits et services connexes aux entreprises, gouvernements et institutions faisant partie de notre clientèle en Amérique du Nord, ainsi que des produits et services spécialisés à l'échelle mondiale. Les services à revenu fixe de RBC Dain Rauscher, qui étaient auparavant compris dans RBC Investissements, font maintenant partie des Marchés mondiaux des capitaux. Toutes les autres activités qui ne sont pas attribuées à ces trois secteurs d'exploitation sont présentées dans notre quatrième secteur, à savoir les Services de soutien généraux. Les ajustements de consolidation sont également présentés dans les Services de soutien généraux. Les résultats correspondants ont été retraités pour que leur présentation soit conforme à celle des résultats des nouveaux secteurs d'exploitation.

Nos processus d'information de gestion comprennent la mesure du rendement de nos secteurs d'exploitation fondée sur notre structure de gestion, et peuvent ne pas être comparables à des renseignements semblables présentés par d'autres sociétés de services financiers. Les revenus et les charges d'exploitation directement liés à un secteur d'exploitation sont inclus dans les résultats de ce secteur. Nous utilisons un modèle d'information de gestion qui comprend des hypothèses, des estimations et des méthodes aux fins de l'établissement des prix de cession interne des fonds, de l'attribution du capital et des transferts de coûts afin de mesurer les résultats des secteurs d'exploitation. Ces hypothèses et ces méthodes sont régulièrement revues par la direction afin d'assurer leur validité. L'établissement des prix de cession interne des fonds et des opérations entre les secteurs d'exploitation suit généralement les taux du marché. Les coûts et les frais indirects ainsi que le capital sont répartis entre les secteurs d'exploitation selon des méthodes de répartition basées sur le risque. Les méthodes d'attribution du capital, qui sont décrites en détail à la page 58A de notre rapport annuel 2004, nécessitent la formulation d'hypothèses et de jugements, elles sont révisées périodiquement, et elles ont une incidence directe sur d'autres mesures telles que le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et le rendement du capital de risque des secteurs d'exploitation.

Mesures du rendement et mesures non définies par les PCGR

La direction mesure et évalue le rendement de nos activités consolidées et de chacun de nos secteurs d'exploitation en fonction d'un certain nombre de différentes mesures, y compris le bénéfice net, le rendement de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et le rendement de la moyenne du capital de risque. La direction évalue également le rendement du secteur Marchés mondiaux des capitaux en fonction des revenus majorés au montant imposable équivalent. Bien que certaines de ces mesures soient conformes aux PCGR, certaines autres constituent des mesures non définies par les PCGR. Les mesures non définies par les PCGR n'ont aucune signification normalisée prescrite par les PCGR et ne sont pas nécessairement comparables aux mesures présentées par d'autres sociétés.

Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et rendement du capital de risque

La direction utilise le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et le rendement du capital de risque, tant sur une base consolidée que par secteurs, à titre de mesures du rendement du total du capital investi dans nos secteurs. Nos calculs trimestriels du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires sont fondés sur un bénéfice net trimestriel annualisé attribuable aux actionnaires ordinaires divisé par le total de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires pour la période. Pour chaque secteur, la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires attribués est basée sur le capital de risque attribué et les montants investis dans l'écart d'acquisition et les actifs incorporels (1). Au deuxième trimestre de 2005, l'écart d'acquisition a été attribué de nouveau conformément aux PCGR, en fonction des nouveaux secteurs d'exploitation dont il est fait mention précédemment. Aux fins de la présentation de l'information sectorielle, les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires non attribués sont présentés dans le secteur Services de soutien généraux.

Les PCGR ne prévoient pas de méthode d'attribution des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ou du capital de risque aux secteurs d'exploitation, ni de méthode de calcul du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ou du rendement du capital de risque par secteurs, et il n'existe pas de méthode généralement reconnue pour le faire.

Ces attributions supposent le recours à des hypothèses, à des jugements et à des méthodes qui sont régulièrement examinés et révisés par la direction. L'attribution du capital de risque est basée sur certains jugements, hypothèses et modèles qui quantifient les risques économiques comme il est décrit à la page 58A de notre rapport annuel 2004 et à la rubrique « Capital économique ». Des modifications de ces hypothèses, jugements et méthodes peuvent avoir une incidence importante sur le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et le rendement du capital de risque par secteurs que nous présentons. D'autres sociétés qui présentent des renseignements sur les mesures d'attribution et de rendement connexes semblables peuvent utiliser des hypothèses, jugements et méthodes qui diffèrent.

En 2005, la direction a commencé à utiliser le rendement du capital de risque tant sur une base consolidée que par secteurs, pour évaluer le rendement du capital investi nécessaire pour soutenir les risques liés aux activités poursuivies. Notre rendement trimestriel du capital de risque est basé sur le bénéfice net trimestriel annualisé attribuable aux actionnaires ordinaires divisé par la moyenne du capital de risque attribué (qui exclut l'écart d'acquisition et les actifs incorporels ainsi que les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires non attribués). La mesure du rendement des capitaux propres et du rendement du capital de risque par secteurs est considérée comme une mesure utile pour appuyer les prises de décisions relatives aux investissements et à l'attribution des ressources puisqu'elle permet d'effectuer des ajustements en fonction de certains éléments qui pourraient avoir une incidence sur la comparabilité entre nos secteurs d'exploitation et certains de nos concurrents. Le tableau suivant illustre le rapprochement du calcul du rendement de la moyenne du capital de risque.

(1) Aux fins d'attribution interne et d'évaluation, le total des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires attribués est réputé par la direction être composé des montants nécessaires pour soutenir les risques inhérents aux activités (capital de risque) et des montants liés aux investissements historiques (écart d'acquisition et actifs incorporels). Le total du capital de risque, de l'écart d'acquisition et des actifs incorporels est habituellement désigné sous le terme « capital attribué » ou « capital économique ». Aux fins de la présentation de l'information sectorielle, l'écart entre le total de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires attribués est classé comme étant non attribué et présenté dans le secteur Services de soutien généraux.

	Pour le trimestre terminé le					Pour le trimestre terminé le	
	31 juillet					30 avril	31 juillet
	2005					2005	2004
(en millions de dollars canadiens) (1)	Particuliers et entreprises – Canada	Particuliers et entreprises – É.-U. et International	Marchés mondiaux des capitaux	Services de soutien généraux	Total	Total	Total
Bénéfice net tiré des activités poursuivies	688 \$	81 \$	249 \$	(17) \$	1 001 \$	916 \$	771 \$
Perte nette liée aux activités abandonnées	–	–	–	–	(22)	(9)	(28)
Bénéfice net	688 \$	81 \$	249 \$	(17) \$	979 \$	907 \$	743 \$
Moins : Dividendes sur actions privilégiées	(5)	(2)	(2)	(2)	(11)	(12)	(9)
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	683 \$	79 \$	247 \$	(19) \$	968 \$	895 \$	734 \$
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	8 600 \$	3 300 \$	4 050 \$	3 200 \$	19 150 \$	18 400 \$	18 200 \$
Moins : Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires non attribués	–	–	–	2 700	2 700	2 050	900
Moins : Écart d'acquisition et actifs incorporels	2 650	1 300	1 000	–	4 950	5 000	5 800
Moyenne du capital de risque (2)	5 950 \$	2 000 \$	3 050 \$	500 \$	11 500 \$	11 350 \$	11 500 \$
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	31,6 %	9,5 %	24,1 %	(2,4) %	20,0 %	19,9 %	16,1 %
Rendement du capital de risque	45,4 %	15,8 %	31,8 %	s.o.	33,4 %	32,4 %	25,4 %

	Pour les neuf mois terminés le					Pour les neuf mois terminés le	
	31 juillet					31 juillet	
	2005					2004	
(en millions de dollars canadiens) (1)	Particuliers et entreprises – Canada	Particuliers et entreprises – É.-U. et International	Marchés mondiaux des capitaux	Services de soutien généraux	Total	Total	Total
Bénéfice net tiré des activités poursuivies	1 822 \$	263 \$	792 \$	17 \$	2 894 \$	2 336 \$	2 336 \$
Perte nette liée aux activités abandonnées	–	–	–	–	(29)	(47)	(47)
Bénéfice net	1 822 \$	263 \$	792 \$	17 \$	2 865 \$	2 289 \$	2 289 \$
Moins : Dividendes sur actions privilégiées	(15)	(5)	(7)	(4)	(31)	(24)	(24)
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	1 807 \$	258 \$	785 \$	13 \$	2 834 \$	2 265 \$	2 265 \$
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	8 350 \$	3 300 \$	4 100 \$	2 600 \$	18 350 \$	17 800 \$	17 800 \$
Moins : Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires non attribués	–	–	–	2 150	2 150	1 050	1 050
Moins : Écart d'acquisition et actifs incorporels	2 650	1 300	950	–	4 900	5 550	5 550
Moyenne du capital de risque (2)	5 700 \$	2 000 \$	3 150 \$	450 \$	11 300 \$	11 200 \$	11 200 \$
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	29,0 %	10,4 %	25,5 %	0,6 %	20,6 %	17,0 %	17,0 %
Rendement du capital de risque	42,3 %	17,4 %	33,5 %	s.o.	33,5 %	27,0 %	27,0 %

(1) Les chiffres ayant trait à la moyenne du capital de risque, à l'écart d'acquisition et aux actifs incorporels, à la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires attribués et à la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires indiqués ci-dessus et dans tout ce document sont arrondis. Ces montants sont calculés selon les soldes de fin de mois pour la période. Les calculs du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et du rendement du capital de risque indiqués ci-dessus et dans tout ce document sont fondés sur les soldes réels avant leur arrondissement.

(2) La moyenne du capital de risque comprend le capital de risque lié au risque de crédit, au risque de marché (activités de négociation et autres que de négociation), au risque d'assurance, au risque opérationnel, au risque commercial et au risque lié aux immobilisations corporelles.

Majoration au montant imposable équivalent

Avec prise d'effet au troisième trimestre de 2005, le revenu net d'intérêt, les revenus et le bénéfice net avant impôts qui sont présentés dans notre secteur Marchés mondiaux des capitaux sont majorés au montant imposable équivalent. Le total des revenus et la marge nette d'intérêt consolidés (1) sont également majorés au montant imposable équivalent. Ces montants et ratios majorés au montant imposable équivalent constituent des mesures hors PCGR. La majoration au montant imposable équivalent permet de calculer le montant brut du revenu net d'intérêt lié aux dividendes imposables canadiens majoré au montant imposable équivalent. La direction estime que cette majoration accroît la comparabilité des revenus et des ratios connexes concernant les sources imposables et celles qui présentent un avantage fiscal et qu'elle permet

d'effectuer une comparaison plus significative avec les résultats des autres institutions financières. Il y a toutefois lieu de noter que les sources de revenu bénéficiant d'avantages fiscaux ne sont pas majorées de façon similaire par les autres institutions financières, ce qui limite l'utilité de cette comparaison.

Le tableau suivant présente un rapprochement du total des revenus, du revenu net d'intérêt et du bénéfice net avant impôts sur les bénéfices du secteur Marchés mondiaux des capitaux majoré au montant imposable équivalent.

(1) Les mesures consolidées reflètent uniquement les majorations touchant le secteur Marchés mondiaux des capitaux, car les autres secteurs n'exercent pas d'activités auxquelles nous appliquons cette mesure.

Rapprochement des revenus du secteur **Marchés mondiaux des capitaux**

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le						Pour les neuf mois terminés le			
	31 juillet 2005		30 avril 2005		31 juillet 2004		31 juillet 2005		31 juillet 2004	
	PCGR	Montant imposable équivalent	PCGR	Montant imposable équivalent	PCGR	Montant imposable équivalent	PCGR	Montant imposable équivalent	PCGR	Montant imposable équivalent
Revenu net d'intérêt	45 \$	45 \$	140 \$	140 \$	206 \$	206 \$	361 \$	361 \$	604 \$	604 \$
Majoration au montant imposable équivalent	–	25	–	27	–	11	–	76	–	38
Revenu net d'intérêt	45 \$	70 \$	140 \$	167 \$	206 \$	217 \$	361 \$	437 \$	604 \$	642 \$
Revenus autres que d'intérêt	929	929	807	807	715	715	2 620	2 620	2 266	2 266
Total des revenus	974 \$	999 \$	947 \$	974 \$	921 \$	932 \$	2 981 \$	3 057 \$	2 870 \$	2 908 \$
Bénéfice net avant impôts	296 \$	296 \$	379 \$	379 \$	254 \$	254 \$	1 037 \$	1 037 \$	781 \$	781 \$
Majoration au montant imposable équivalent	–	25	–	27	–	11	–	76	–	38
Bénéfice net avant impôts	296 \$	321 \$	379 \$	406 \$	254 \$	265 \$	1 037 \$	1 113 \$	781 \$	819 \$

PARTICULIERS ET ENTREPRISES – CANADA

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le			Pour les neuf mois terminés le	
	31 juillet 2005	30 avril 2005	31 juillet 2004	31 juillet 2005	31 juillet 2004
Revenu net d'intérêt	1 383 \$	1 281 \$	1 221 \$	3 950 \$	3 627 \$
Revenus autres que d'intérêt	1 883	1 758	1 669	5 349	4 691
Total des revenus	3 266 \$	3 039 \$	2 890 \$	9 299 \$	8 318 \$
Frais autres que d'intérêt	1 454	1 492	1 436	4 361	4 142
Dotation à la provision pour pertes sur créances	143	158	108	404	296
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices	681	622	575	1 885	1 535
Charges liées au réaligement de l'entreprise	–	1	–	1	–
Bénéfice net avant impôts	988 \$	766 \$	771 \$	2 648 \$	2 345 \$
Bénéfice net	688 \$	531 \$	525 \$	1 822 \$	1 603 \$
Revenus par secteurs					
Prêts aux particuliers	750 \$	650 \$	649 \$	2 059 \$	1 869 \$
Paievements personnels et comptes clientèle	481	443	422	1 379	1 282
Gestion de placements	551	574	486	1 673	1 514
Assurance mondiale	886	830	792	2 504	2 080
Marchés des entreprises	598	542	541	1 684	1 573
Principaux ratios					
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (1)	31,6 %	25,9 %	24,4 %	29,0 %	26,1 %
Rendement du capital de risque (1)	45,4 %	37,8 %	37,8 %	42,3 %	39,9 %
Marge nette d'intérêt	3,25 %	3,20 %	3,14 %	3,21 %	3,22 %
Principales données figurant au bilan (soldes moyens)					
Total de l'actif	168 600 \$	164 200 \$	154 800 \$	164 800 \$	150 300 \$
Prêts aux particuliers garantis	88 500	86 200	79 100	86 300	77 000
Prêts aux particuliers non garantis	31 800	30 300	28 800	30 700	28 100
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	31 500	31 200	30 500	31 400	30 300
Dépôts	139 300	137 400	135 200	138 200	132 900
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (1)	8 600	8 350	8 450	8 350	8 150
Capital de risque (1)	5 950	5 700	5 450	5 700	5 300
Autres soldes choisis					
Biens administrés	175 800 \$	171 600 \$	158 600 \$	175 800 \$	158 600 \$
Biens sous gestion	61 900	57 700	51 200	61 900	51 200

(1) La moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et le rendement de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires sont calculés en fonction des soldes de fin de mois pour la période. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, la moyenne du capital de risque et le rendement du capital de risque des secteurs d'exploitation constituent des mesures financières hors PCGR. Se reporter à la rubrique « Mesures du rendement et mesures hors PCGR » pour une analyse plus détaillée.

Troisième trimestre de 2005 par rapport au troisième trimestre de 2004

Le bénéfice net a augmenté de 163 millions de dollars ou 31 % par rapport à l'an dernier, en raison principalement de la croissance élevée des revenus de tous les secteurs. Les faibles taux d'intérêt, les niveaux d'emploi élevés, les valeurs à la hausse des biens immobiliers et la confiance accrue des consommateurs envers les marchés financiers

continuent de soutenir ces résultats. Le rendement du capital de risque a progressé pour s'établir à 45,4 %, comparativement à 37,8 % l'an dernier, en raison de la hausse du bénéfice.

Le total des revenus s'est accru de 376 millions de dollars ou 13 % par rapport à l'an dernier, en raison surtout des volumes plus élevés de prêts et de dépôts et de la solide croissance de la plupart de nos activités

d'assurance et de gestion de placements. Nous avons également constaté l'effet cumulatif favorable de 37 millions de dollars de l'ajustement comptable effectué de manière à tenir compte de notre participation dans un placement.

Les revenus tirés des *Prêts aux particuliers* ont augmenté de 101 millions de dollars ou 16 %, en raison principalement de la hausse des volumes de marges de crédit, de prêts hypothécaires résidentiels et de cartes de crédit.

Les revenus tirés des *Paiements personnels et comptes clientèle* se sont accrus de 59 millions de dollars ou 14 %. Ce résultat reflète la hausse des frais bancaires et des marges.

Les revenus tirés de la *Gestion de placements* ont augmenté de 65 millions de dollars ou 13 %. Ce résultat reflète en grande partie l'accroissement des volumes d'opérations et la croissance des soldes des clients de nos services de courtage traditionnel, ainsi que les ventes nettes élevées et l'appréciation du capital des fonds communs de placement.

Les revenus tirés des *services d'Assurance mondiale* ont progressé de 94 millions de dollars ou 12 % par rapport à l'an dernier, en raison des volumes accrus de tous les secteurs. La perte de revenus tirés des services tarifés découlant de la vente de Liberty Insurance Services au premier trimestre de 2005 a été largement neutralisée par la hausse du revenu de placement sur les titres de participation garantissant les dépôts liés aux contrats des titulaires de polices, ainsi que par les augmentations découlant du renouvellement de contrats de réassurance.

Les revenus des *Marchés des entreprises* se sont accrus de 57 millions de dollars ou 11 % par rapport à l'an dernier, en raison des volumes accrus de la plupart des gammes de produits.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 18 millions de dollars ou 1 %, malgré la forte croissance des revenus. Ce résultat reflète principalement la hausse des frais au titre de la rémunération variable résultant du solide rendement de l'exploitation et l'augmentation de la charge de rémunération à base d'actions. Nous avons également engagé des frais de publicité et des coûts liés à un nouveau programme à la hausse, à l'appui de la croissance de nos activités. Ces facteurs ont été en grande partie neutralisés par la diminution des autres coûts liés aux services de soutien découlant de nos mesures de compression des coûts.

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 35 millions de dollars, en raison surtout des provisions constatées ce trimestre relativement à un prêt commercial douteux, des recouvrements au titre de plusieurs prêts commerciaux ayant été effectués à la période correspondante de l'an dernier. La hausse des provisions au titre des prêts aux particuliers et des cartes de crédit découlant de l'accroissement des volumes de prêts a été en grande partie neutralisée par la baisse des pertes sur les prêts aux étudiants, qui tient au fait que nous avons décidé de liquider ce portefeuille. La dotation à la provision pour pertes sur créances continue de refléter la qualité du crédit élevée de notre portefeuille ainsi que l'environnement de crédit favorable.

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont progressé de 106 millions de dollars ou 18 % par rapport à l'an dernier, en raison de l'accroissement des revenus et des augmentations découlant du renouvellement de conventions de réassurance. Les résultats de la période correspondante de l'an dernier reflètent également les recouvrements favorables liés à des sinistres invalidité qui ne se sont pas reproduits ce trimestre. Les réserves actuarielles au titre de l'assurance vie inscrites ce trimestre dans les indemnités liées aux polices d'assurance ont augmenté, résultat qui reflète la baisse des taux d'intérêt à long et à moyen terme, et elles ont été neutralisées par la diminution des réserves au titre de l'assurance invalidité découlant de la réduction des taux d'incidence de l'invalidité.

Troisième trimestre de 2005 par rapport au troisième trimestre de 2004 (résultats des neuf premiers mois)

Le bénéfice net pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2005 a augmenté de 219 millions de dollars ou 14 % par rapport à la période correspondante de l'an dernier, en raison principalement de la forte croissance des revenus de tous les secteurs, laquelle a été contrebalancée en partie par la hausse des coûts liés à la croissance des activités.

Le total des revenus a progressé de 981 millions de dollars ou 12 % comparativement à l'an dernier, en raison surtout des volumes accrus

d'activités d'assurance invalidité, qui englobent UnumProvident depuis le 1^{er} mai 2004, de la forte croissance des volumes de prêts, ainsi que des ventes élevées de fonds communs de placement. La hausse des commissions de courtage et des commissions de gestion de placements découle des volumes accrus de transactions effectuées par les clients et de l'augmentation des actifs.

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 219 millions de dollars ou 5 %, en raison principalement des niveaux de ventes plus élevés, de l'expansion du personnel responsable des ventes et du service de notre réseau de distribution, ainsi que de l'augmentation de la charge de rémunération à base d'actions et des frais au titre de la rémunération variable découlant du rendement solide des activités. La hausse des frais autres que d'intérêt est également imputable à l'augmentation des frais de publicité et aux coûts liés à un nouveau programme engagés à l'appui de la croissance de nos activités.

La hausse de 108 millions de dollars de la dotation à la provision pour pertes sur créances reflète principalement la contrepassation d'une tranche de 78 millions de la provision cumulative générale au premier trimestre de 2004. Cette hausse tient également aux provisions plus élevées reflétant principalement les volumes accrus de prêts aux consommateurs.

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2005 ont progressé de 350 millions de dollars ou 23 % par rapport à la période correspondante de l'an dernier, en raison de l'accroissement des volumes, et plus particulièrement des volumes d'activités d'assurance invalidité, qui englobent UnumProvident depuis le 1^{er} mai 2004. De plus, les indemnités liées aux polices d'assurance pour l'exercice en cours reflètent la variation des réserves actuarielles au titre de l'assurance vie découlant de la baisse des taux d'intérêt à long et moyen terme et des ajustements concernant le traitement fiscal de certains actifs investis, résultats qui ont été neutralisés en grande partie par la réduction des réserves actuarielles, qui reflète l'amélioration des taux d'incidence de l'invalidité.

Troisième trimestre de 2005 par rapport au deuxième trimestre de 2005

Le bénéfice net a progressé de 157 millions de dollars ou 30 % par rapport au trimestre précédent, résultat qui est attribuable à l'augmentation des revenus, à la baisse des frais au titre de la rémunération variable et de la charge de rémunération à base d'actions, ainsi qu'au recul de la dotation à la provision pour pertes sur créances.

Le total des revenus a progressé de 227 millions de dollars ou 7 %. Ce résultat reflète les volumes accrus de prêts, de dépôts, de cartes de crédit et d'activités d'assurance ce trimestre. Le fait que le troisième trimestre comptait trois jours de plus que le deuxième trimestre et l'effet cumulatif favorable de 37 millions de dollars de l'ajustement comptable lié à un placement dont il est fait mention ci-dessus ont également contribué à l'augmentation du total des revenus.

Les frais autres que d'intérêt ont diminué de 38 millions de dollars ou 3 %, résultat qui reflète principalement la baisse des frais au titre de la rémunération variable découlant du caractère cyclique des activités de placement, et la diminution de la rémunération à base d'actions. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse de la charge de rémunération tenant au fait que le troisième trimestre comptait trois jours de plus que le deuxième trimestre, ainsi que par l'augmentation des frais de publicité et de marketing à l'appui de la croissance de nos activités.

La baisse de 15 millions de dollars ou 9 % de la dotation à la provision pour pertes sur créances découle principalement de la diminution des provisions au titre des prêts aux étudiants reflétant le caractère saisonnier de ces prêts, ainsi que la contrepassation de provisions cumulatives par suite du règlement de certains prêts aux petites entreprises.

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont augmenté de 59 millions de dollars ou 9 % par rapport au trimestre précédent. Ce résultat reflète en grande partie l'augmentation des coûts liée aux volumes accrus d'activités ainsi que les augmentations découlant du renouvellement de conventions de réassurance. Des augmentations des réserves actuarielles au titre de l'assurance vie qui sont inscrites dans les indemnités liées aux polices d'assurance et qui reflètent la baisse des taux d'intérêt à long et moyen terme ont été neutralisées par la réduction des réserves au titre de l'assurance invalidité découlant de l'amélioration des taux d'incidence de l'invalidité.

PARTICULIERS ET ENTREPRISES – ÉTATS-UNIS ET INTERNATIONAL

Tous les montants présentés se rapportent uniquement aux activités poursuivies

(en millions de dollars canadiens)

	Pour le trimestre terminé le			Pour les neuf mois terminés le	
	31 juillet 2005	30 avril 2005	31 juillet 2004	31 juillet 2005	31 juillet 2004
Revenu net d'intérêt	287 \$	274 \$	269 \$	826 \$	761 \$
Revenus autres que d'intérêt	430	432	437	1 294	1 356
Total des revenus	717 \$	706 \$	706 \$	2 120 \$	2 117 \$
Frais autres que d'intérêt	569	575	577	1 690	1 782
Dotations à la provision pour pertes sur créances	18	15	22	47	61
Bénéfice net avant impôts	130 \$	116 \$	107 \$	383 \$	274 \$
Bénéfice net	81 \$	86 \$	81 \$	263 \$	202 \$
Revenus par secteurs					
Gestion de patrimoine	435 \$	428 \$	412 \$	1 282 \$	1 284 \$
Services bancaires	282	278	294	838	833
Principaux ratios					
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (1)	9,5 %	10,2 %	8,0 %	10,4 %	6,8 %
Rendement du capital de risque (1)	15,8 %	16,8 %	13,7 %	17,4 %	11,3 %
Principales données figurant au bilan (soldes moyens)					
Total de l'actif	39 600 \$	38 200 \$	39 100 \$	37 900 \$	37 500 \$
Prêts et acceptations	21 700	20 500	20 000	20 600	18 700
Dépôts	35 000	34 100	34 300	33 700	33 500
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (1)	3 300	3 400	3 950	3 300	3 900
Capital de risque (1)	2 000	2 050	2 300	2 000	2 300
Autres soldes choisis					
Biens administrés	246 900	252 200	251 900	246 900	251 900
Biens sous gestion	43 000	44 200	44 400	43 000	44 400

	Pour le trimestre terminé le		Pour les neuf mois terminés le
	T2 2005	T3 2004	T3 2004
Incidence de la conversion en dollars canadiens d'opérations libellées en dollars américains			
Total des revenus	– \$	(53) \$	(150) \$
Gestion de patrimoine	–	(32)	(90)
Services bancaires	–	(21)	(60)
Frais autres que d'intérêt	–	40	114
Bénéfice net	–	(9)	(26)

(1) La moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et le rendement de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires sont calculés en fonction des soldes de fin de mois pour la période. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, la moyenne du capital de risque et le rendement du capital de risque des secteurs d'exploitation constituent des mesures financières hors PCGR. Se reporter à la rubrique « Mesures du rendement et mesures hors PCGR » pour une analyse plus détaillée.

Troisième trimestre de 2005 par rapport au troisième trimestre de 2004

Le bénéfice net s'est établi à 81 millions de dollars, soit un résultat inchangé par rapport à l'an dernier, malgré une augmentation de 23 millions de dollars, ou 21 %, du bénéfice net avant impôts sur les bénéfices, reflétant une provision pour impôts de 13 millions liée à la cession de nos activités abandonnées et une réduction de 9 millions du bénéfice net découlant du raffermissement du dollar canadien par rapport au dollar américain par rapport à la période correspondante, ces éléments ayant contrebalancé des revenus à la hausse et des frais autres que d'intérêt moins élevés au cours du trimestre. La hausse des revenus découlant des soldes accrus de prêts et de dépôts, des marges plus élevées et de l'augmentation des revenus tirés des services tarifés a été neutralisée en partie par les gains sur les valeurs mobilières réalisés l'an dernier. Les frais autres que d'intérêt ont diminué de 1 %, en raison en partie d'un recouvrement d'assurance de 9 millions de dollars constaté ce trimestre relativement à certains prêts hypothécaires qui auraient apparemment fait l'objet d'un montant frauduleux en 2001 et en 2002. Le rendement du capital de risque s'est établi à 15,8 %, en hausse par rapport à l'an dernier, en raison de la diminution du capital de risque, qui reflète principalement l'incidence de la réduction du taux de change entre le dollar américain et le dollar canadien.

Les revenus ont progressé de 2 % (10 % en dollars américains). Les revenus tirés de la *Gestion de patrimoine* se sont accrus de 6 % (15 % en dollars américains), résultat qui tient principalement à la valeur de marché positive des dérivés et des valeurs mobilières détenus aux fins de la couverture économique du régime de rémunération à base d'actions de RBC Dain Rauscher, et à la hausse des commissions de gestion de placements. Les revenus tirés des services de gestion privée ont augmenté en raison de la croissance des volumes de prêts et de dépôts et de l'amélioration des marges. Les revenus tirés des *services bancaires* ont reculé de 4 % (hausse de 4 % en dollars américains), en raison du

raffermissement du dollar canadien par rapport au dollar américain et des gains sur les valeurs mobilières constatés l'an dernier. Ces facteurs ont été compensés en partie par la hausse des revenus découlant des volumes accrus de prêts et de l'amélioration des marges reflétant l'augmentation des taux d'intérêt à court terme aux États-Unis.

Les frais autres que d'intérêt ont diminué de 1 % (augmentation de 7 % en dollars américains), en partie en raison de l'incidence positive de 40 millions de dollars du taux de change entre le dollar américain et le dollar canadien et du recouvrement d'assurance de 9 millions constaté ce trimestre. Ces résultats ont été compensés en grande partie par l'augmentation de la charge de rémunération à base d'actions de RBC Dain Rauscher, par la hausse des charges à l'appui de la croissance des activités, ainsi que par un recouvrement d'assurance de 7 millions de dollars constaté l'an dernier.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 4 millions de dollars ou 18 % (11 % en dollars américains), en raison surtout de la réduction de la provision cumulative générale découlant de l'amélioration de l'expérience du portefeuille de prêts à la consommation, qui tient au maintien de l'environnement de crédit favorable.

Troisième trimestre de 2005 par rapport au troisième trimestre de 2004 (résultats des neuf premiers mois)

Le bénéfice net a augmenté de 61 millions de dollars ou 30 % comparativement à la période correspondante de l'an dernier, en raison principalement de la forte augmentation du bénéfice tiré des *services bancaires* et de la croissance solide du bénéfice la *Gestion de patrimoine*, et ce malgré le raffermissement du dollar canadien par rapport au dollar américain ayant entraîné la réduction de la valeur de conversion du bénéfice net de 26 millions de dollars et de la charge d'impôts de 13 millions dont il est fait mention ci-dessus.

Les revenus sont demeurés dans l'ensemble inchangés (hausse de 9 % en dollars américains) par rapport à l'an dernier. Les revenus tirés de la *Gestion de patrimoine* sont demeurés sensiblement les mêmes (augmentation de 8 % en dollars américains), en raison principalement de l'effet favorable de la valeur de marché positive des valeurs mobilières et des dérivés détenus aux fins de la couverture économique du régime de rémunération à base d'actions de RBC Dain Rauscher, de la hausse des commissions de gestion de placements et de l'augmentation du revenu net d'intérêt tiré des services de gestion privée, qui ont été contrebalancées par l'affaiblissement du dollar américain et par les volumes réduits de transactions effectuées par les clients. Les revenus tirés des *services bancaires* se sont améliorés de 1 % (9 % en dollars américains), car la hausse des volumes de prêts et de dépôts et les marges plus élevées ont été contrebalancées en grande partie par l'affaiblissement du dollar américain et par le gain de 35 millions de dollars à la vente de notre portefeuille d'acquisition de comptes de commerçants à Moneris, constaté au premier trimestre de 2004.

Les frais autres que d'intérêt ont reculé de 5 % (augmentation de 3 % en dollars américains), résultat qui reflète en grande partie l'incidence positive de la baisse du taux de change entre le dollar américain et le dollar canadien, ainsi que la provision pour moins-value de 33 millions de dollars constatée l'an dernier relativement à certains prêts hypothécaires qui auraient apparemment fait l'objet d'un montage frauduleux en 2001 et en 2002, provision eu égard à laquelle un recouvrement d'assurance de 9 millions a été constaté ce trimestre. Le recul des frais est également attribuable au maintien des mesures de compression des coûts. La diminution des frais autres que d'intérêt a été neutralisée en partie par la hausse

de la charge de rémunération à base d'actions dont il est fait mention ci-dessus, ainsi que par l'augmentation des frais au titre de la rémunération variable découlant du rendement amélioré de nos activités principales.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 14 millions de dollars ou 23 % (16 % en dollars américains), en raison surtout de la qualité améliorée du crédit de notre portefeuille de prêts.

Troisième trimestre de 2005 par rapport au deuxième trimestre de 2005

Le bénéfice net a reculé de 5 millions de dollars ou 6 %, résultat qui traduit la charge d'impôts de 13 millions de dollars liée à la cession de nos activités abandonnées.

Les revenus ont progressé de 2 % comparativement au trimestre précédent. Les revenus tirés de la *Gestion de patrimoine* se sont accrues de 2 %, résultat qui est principalement attribuable à la valeur de marché positive des dérivés et des valeurs mobilières détenus aux fins de la couverture économique du régime de rémunération à base d'actions de RBC Dain Rauscher. La hausse de 1 % des revenus tirés des *services bancaires* reflète la solide croissance des volumes de prêts et de dépôts.

Les frais autres que d'intérêt ont diminué de 1 %, car le recouvrement d'assurance dont il est fait mention précédemment a été compensé en grande partie par la hausse de la charge de rémunération à base d'actions mentionnée ci-dessus.

La dotation à la provision pour pertes sur créances s'est accrue de 3 millions de dollars ou 20 %, résultat qui reflète principalement la perte de valeur d'un compte du portefeuille de prêts aux grandes entreprises, laquelle a été neutralisée en grande partie par la variation de la provision cumulative générale.

MARCHÉS MONDIAUX DES CAPITAUX

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le			Pour les neuf mois terminés le	
	31 juillet 2005	30 avril 2005	31 juillet 2004	31 juillet 2005	31 juillet 2004
Revenu net d'intérêt (majoré au montant imposable équivalent) (1), (2)	70 \$	167 \$	217 \$	437 \$	642 \$
Revenus autres que d'intérêt	929	807	715	2 620	2 266
Total des revenus (majoré au montant imposable équivalent) (1), (2)	999 \$	974 \$	932 \$	3 057 \$	2 908 \$
Frais autres que d'intérêt	696	614	664	2 010	2 169
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	(18)	(46)	3	(66)	(80)
Bénéfice net avant impôts (majoré au montant imposable équivalent) (1)	321 \$	406 \$	265 \$	1 113 \$	819 \$
Bénéfice net	249 \$	286 \$	187 \$	792 \$	593 \$
Revenus (majorés au montant imposable équivalent) (1) par secteurs d'exploitation					
Marchés mondiaux	549 \$	541 \$	553 \$	1 725 \$	1 669 \$
Services mondiaux de banque d'investissement et marchés boursiers	246	237	207	736	717
Autres	204	196	172	596	522
Principaux ratios					
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (3)	24,1 %	28,2 %	17,1 %	25,5 %	18,7 %
Rendement du capital de risque (3)	31,8 %	37,1 %	23,1 %	33,5 %	25,3 %
Principales données figurant au bilan (soldes moyens)					
Total de l'actif	235 400 \$	222 200 \$	219 400 \$	224 400 \$	220 500 \$
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (3)	4 050	4 150	4 350	4 100	4 200
Capital de risque (3)	3 050	3 150	3 200	3 150	3 100
Autres soldes choisis					
Biens administrés	1 310 100 \$	1 294 500 \$	1 183 400 \$	1 310 100 \$	1 183 400 \$

(1) Le total des revenus (majoré au montant imposable équivalent), le revenu net d'intérêt (majoré au montant imposable équivalent) et le bénéfice net (majoré au montant imposable équivalent) avant impôts constituent des mesures financières hors PCGR. Se reporter à la rubrique « Mesures du rendement et mesures hors PCGR » pour une analyse plus détaillée.

(2) Au cours du trimestre, nous avons reclassé les charges liées aux dividendes sur les titres empruntés du secteur Marchés mondiaux des capitaux, qui étaient inscrites dans les revenus autres que d'intérêt, et nous les avons inscrites dans le revenu net d'intérêt afin de mieux refléter leur nature. Les montants reclassés s'établissent comme suit : T3 2005 : 40 \$; T2 2005 : 113 \$; T1 2005 : 33 \$; T4 2004 : 84 \$ et T3 2004 : 20 \$.

(3) La moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires sont calculés en fonction des soldes de fin de mois pour la période. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, la moyenne du capital de risque et le rendement du capital de risque des secteurs d'exploitation constituent des mesures financières hors PCGR. Se reporter à la rubrique « Mesures du rendement et mesures hors PCGR » pour une analyse plus détaillée.

Troisième trimestre de 2005 par rapport au troisième trimestre de 2004

Le bénéfice net a progressé de 62 millions de dollars ou 33 % par rapport à l'an dernier, malgré l'affaiblissement du dollar américain par rapport au dollar canadien. Ce résultat est en grande partie attribuable à la hausse des revenus découlant des volumes accrues d'activités d'émission de titres de participation et de montage de prêts. Cette hausse tient à l'amélioration de la conjoncture et au plus grand nombre de titres de créance de qualité inférieure émis. L'augmentation du bénéfice net est aussi attribuable aux gains plus élevés sur les placements privés, au recouvrement de pertes sur créances découlant en grande partie de la vente d'un prêt classé précédemment comme un prêt douteux, au maintien d'un environnement de crédit favorable, ainsi qu'à la diminution du taux d'imposition effectif. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par

les coûts du règlement concernant la faillite d'Enron dont il est fait mention précédemment. Le rendement du capital de risque a augmenté, passant de 23,1 % au troisième trimestre de l'an dernier à 31,8 %, en raison de la hausse du bénéfice et de la diminution de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires découlant du risque de crédit moins élevé qui reflète la qualité améliorée du crédit, laquelle tient en partie aux réductions touchant le portefeuille de prêts secondaires.

Les revenus (majorés au montant imposable équivalent) ont progressé de 67 millions de dollars ou 7 % comparativement à l'an dernier, en raison de l'accroissement des activités de montage de titres de participation au Canada et de l'augmentation des activités de montage de prêts aux États-Unis, ainsi que des gains plus élevés sur les placements privés. Ces résultats ont été compensés en partie par le rendement moindre des

activités de négociation ce trimestre, qui reflète les conditions difficiles du marché. La baisse du revenu net d'intérêt (majoré au montant imposable équivalent) est principalement imputable à l'accroissement des frais de financement découlant de volumes à la hausse et des taux sur les positions de financement liées à certaines activités de négociation de titres de participation. Le recul des revenus autres que d'intérêt découle en grande partie de l'augmentation des niveaux d'actifs de négociation.

Les revenus des *Marchés mondiaux* sont comparables à ceux constatés à la période correspondante de l'an dernier. La hausse des gains sur les placements privés et l'accroissement des activités de montage de prêts aux États-Unis ont été neutralisés par le recul des revenus tirés des activités de négociation, principalement en ce qui concerne les titres à revenu fixe, les instruments du marché monétaire et les contrats de change.

Les revenus des *Services mondiaux de banque d'investissement et marchés boursiers* se sont accrus de 39 millions de dollars ou 19 %, en raison de l'accroissement des activités de montage de titres de participation et de prêts et des activités de syndication de prêts. De plus, les résultats de la période correspondante de l'an dernier comprenaient une perte à la valeur de marché sur les actions liées au placement de titres de participation.

Les autres revenus ont progressé de 32 millions de dollars ou 19 %, résultat qui est en partie attribuable à la hausse des commissions liées aux activités de prêt de titres et au gain lié au transfert à un tiers d'une demande de règlement concernant Enron.

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 32 millions de dollars ou 5 %, résultat qui reflète principalement les coûts du règlement concernant la faillite d'Enron dont il est fait mention précédemment et la hausse des frais au titre de la rémunération variable, qui reflète le rendement accru des activités, neutralisés en partie par les frais constatés à la période correspondante de l'an dernier relativement au déménagement du bureau de RBC Marchés des Capitaux situé à Londres.

Le recouvrement de pertes sur créances de 18 millions de dollars est en grande partie attribuable à la vente, ce trimestre, d'un prêt à une société classé précédemment comme un prêt douteux. Aucun prêt n'a été classé comme un prêt douteux au cours du trimestre, résultat qui reflète le maintien d'un environnement de crédit favorable. À la période correspondante de l'an dernier, la dotation à la provision pour pertes sur créances s'est chiffrée à 3 millions de dollars, car les prêts classés comme des prêts douteux ont été neutralisés en grande partie par les recouvrements effectués.

Troisième trimestre de 2005 par rapport au troisième trimestre de 2004 (résultats des neuf premiers mois)

Le bénéfice net a augmenté de 199 millions de dollars ou 34 % comparativement à la période correspondante de l'an dernier, malgré l'affaiblissement du dollar américain par rapport au dollar canadien. Cette augmentation reflète principalement les coûts du règlement avec Rabobank constatés l'an dernier, la croissance des revenus de 149 millions de dollars ou 5 %, et la diminution du taux d'imposition effectif.

Les revenus (majorés au montant imposable équivalent) se sont accrus de 149 millions de dollars ou 5 %. Cet accroissement tient en grande partie à l'augmentation des activités de montage de titres de participation au Canada et des activités de montage de prêts aux États-Unis, ainsi qu'aux rendements plus élevés des placements privés. La croissance des revenus a été neutralisée en partie par les revenus totaux moins élevés tirés des activités de négociation, la conjoncture s'étant détériorée rapidement au deuxième trimestre de 2005, pour ensuite remonter au troisième trimestre. La diminution du revenu net d'intérêt (majoré au montant

imposable équivalent) est principalement imputable à l'accroissement des frais de financement liés à la négociation de titres de participation. La hausse des revenus autres que d'intérêt découle en grande partie de l'augmentation des niveaux d'actifs de négociation.

Les frais autres que d'intérêt ont reculé de 159 millions de dollars ou 7 %, résultat qui reflète principalement les coûts du règlement avec Rabobank, déduction faite d'une réduction connexe au titre de la charge de rémunération et de la charge d'impôts, constatés au premier trimestre de 2004. Ce recul est également attribuable à la diminution des frais au titre de la rémunération variable découlant des modifications apportées à la gamme des activités, laquelle a été contrebalancée en partie par les coûts du règlement concernant la faillite d'Enron et par la hausse des frais juridiques liés au litige en cours concernant Enron.

Les recouvrements de pertes sur créances se sont chiffrés à 66 millions de dollars, comparativement à 80 millions il y a un an, résultat qui reflète principalement la contrepassation d'une tranche de 74 millions de dollars de la provision cumulative générale l'an dernier.

Troisième trimestre de 2005 par rapport au deuxième trimestre de 2005

Le bénéfice net a reculé de 37 millions de dollars ou 13 %, en raison principalement de la hausse des coûts du règlement concernant la faillite d'Enron, de la hausse des frais au titre de la rémunération variable, ainsi que des recouvrements moins élevés de pertes sur créances, comparativement au trimestre précédent.

Les difficultés auxquelles la conjoncture a donné lieu au cours de la deuxième moitié du deuxième trimestre se sont poursuivies au troisième trimestre, mais la situation s'était toutefois améliorée à la fin du troisième trimestre. Les revenus (majorés au montant imposable équivalent) ont augmenté de 25 millions de dollars ou 3 %, résultat qui reflète l'accroissement des activités de montage de prêts et des activités de fusion et d'acquisition, la conjoncture s'étant légèrement améliorée et les marchés du crédit s'étant stabilisés. Les rendements des placements privés ont eux aussi augmenté, tandis que le total des revenus tirés de la négociation et des activités de montage de titres de participation a diminué. La diminution du revenu net d'intérêt (majoré au montant imposable équivalent) est principalement imputable à l'accroissement des frais de financement liés aux activités de négociation de titres de participation et à des revenus de dividendes moins élevés provenant des titres de participation autres que nord-américains lesquels, principalement, versent des dividendes semestriellement. La hausse des revenus autres que d'intérêt découle en grande partie de l'augmentation des niveaux d'actifs de négociation.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 82 millions de dollars ou 13 %. Ce résultat tient principalement à la hausse des frais au titre de la rémunération variable découlant du rendement accru des activités et des coûts du règlement concernant la faillite d'Enron. Par ailleurs, les résultats du deuxième trimestre comprenaient le produit d'assurance reçu au titre du règlement définitif de notre demande concernant les événements du 11 septembre, qui a servi à couvrir les charges additionnelles engagées pour procéder à la remise en état de nos bureaux de New York situés dans l'immeuble One Liberty Plaza.

Un recouvrement de pertes sur créances de 18 millions de dollars a été constaté ce trimestre, comparativement à un important recouvrement de 46 millions au trimestre précédent. Ces recouvrements reflètent dans les deux cas le règlement favorable de comptes du portefeuille de prêts aux grandes entreprises qui avaient été classés précédemment à titre de prêts douteux.

SERVICES DE SOUTIEN GÉNÉRAUX

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le			Pour les neuf mois terminés le	
	31 juillet 2005	30 avril 2005	31 juillet 2004	31 juillet 2005	31 juillet 2004
Revenu net d'intérêt	(58)\$	(33)\$	(62)\$	(124)\$	(198)\$
Revenus autres que d'intérêt	39	30	53	124	125
Total des revenus	(19)\$	(3)\$	(9)\$	– \$	(73)\$
Frais autres que d'intérêt	22	(17)	(2)	(2)	6
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	(15)	(11)	(8)	(33)	(28)
Charges liées au réaligement de l'entreprise	1	1	–	4	–
Bénéfice net (perte nette) avant impôts	(27)\$	24 \$	1 \$	31 \$	(51)\$
Bénéfice net (perte nette)	(17)\$	13 \$	(22)\$	17 \$	(62)\$
Principales données figurant au bilan (soldes moyens)					
Total de l'actif	11 100 \$	10 000 \$	10 100 \$	10 300 \$	9 400 \$
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (1)	3 200	2 500	1 450	2 600	1 550

(1) La moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires constitue une mesure financière non définie par les PCGR. Se reporter à la rubrique « Mesures du rendement et mesures non définies par les PCGR » pour une analyse plus détaillée.

Troisième trimestre de 2005 par rapport au troisième trimestre de 2004

La perte nette de 17 millions de dollars constatée ce trimestre est principalement imputable aux pertes à la valeur de marché sur les dérivés découlant de certaines couvertures économiques, contrebalancées en partie par les remboursements d'intérêts liés aux nouvelles cotisations d'impôts visant des exercices précédents, comme il est mentionné plus loin. La perte nette de la période correspondante de l'an dernier reflétait en grande partie des questions fiscales et les coûts liés à une interruption des activités de traitement.

Troisième trimestre de 2005 par rapport au troisième trimestre de 2004 (résultats des neuf premiers mois)

Le bénéfice net pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2005 a augmenté de 79 millions de dollars par rapport à la période correspondante de l'an dernier, en raison principalement d'un gain à la vente de titres adossés à des créances hypothécaires et d'un gain à l'aliénation de certains placements en actions constatés au premier trimestre de 2005, ainsi que des remboursements d'intérêts reçus aux deuxième et

troisième trimestres de 2005 relativement au règlement de questions fiscales visant les périodes d'imposition de 1993 à 1998. Ces résultats ont été neutralisés par les pertes à la valeur de marché constatées ce trimestre. Les résultats de la période correspondante de l'an dernier reflétaient des pertes de 26 millions de dollars sur des placements dans des sociétés en commandite, ainsi qu'une charge de 25 millions visant à éliminer des frais d'émission intersociétés.

Troisième trimestre de 2005 par rapport au deuxième trimestre de 2005

Une perte nette de 17 millions de dollars a été constatée ce trimestre, comparativement à un bénéfice net de 13 millions au trimestre précédent. Cet écart de 30 millions de dollars est principalement imputable aux remboursements d'intérêts de 10 millions reçus ce trimestre par suite de nouvelles cotisations d'impôts, des remboursements d'intérêts de 28 millions ayant été reçus au trimestre précédent. De plus, nous avons constaté des pertes à la valeur de marché plus élevées sur notre portefeuille d'instruments dérivés ce trimestre par rapport au trimestre précédent.

FAITS SAILLANTS DU BILAN

Principales données figurant au bilan (à la fin du trimestre)	31 juillet 2005	30 avril 2005	31 juillet 2004
(en millions de dollars canadiens)			
Titres du compte de négociation	117 545 \$	101 808 \$	90 902 \$
Titres du compte de placement et de substitut de prêt	38 137	37 777	45 677
Total des valeurs mobilières	155 682 \$	139 585 \$	136 579 \$
Biens acquis en vertu de conventions de revente et titres empruntés	44 471 \$	43 015 \$	44 321 \$
Prêts hypothécaires résidentiels	88 029	84 552	79 725
Prêts aux particuliers	40 628	39 275	35 843
Cartes de crédit	6 013	5 791	6 307
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	52 381	49 779	50 202
Total des prêts	187 051 \$	179 397 \$	172 077 \$
Autres actifs	68 907 \$	63 309 \$	60 790 \$
Total de l'actif	466 305 \$	434 873 \$	423 612 \$
Dépôts	304 416 \$	283 492 \$	277 492 \$
Autres passifs	130 301 \$	121 100 \$	116 253 \$
Capitaux propres	20 242 \$	19 806 \$	18 724 \$

Troisième trimestre de 2005 par rapport au troisième trimestre de 2004

Le *total de l'actif* a augmenté de 42,7 milliards de dollars ou 10 % par rapport à l'an dernier. Ce résultat est en grande partie attribuable à l'augmentation du *total des valeurs mobilières* et du *total des prêts*.

Le *total des valeurs mobilières* a progressé de 19,1 milliards de dollars ou 14 % par rapport à l'an dernier, en raison de la hausse liée à la croissance de nos activités de négociation visant à profiter des occasions se présentant sur le marché.

Le *total des prêts* a progressé de 15,0 milliards de dollars ou 9 % par rapport à la période correspondante de l'an dernier, en raison des augmentations des volumes de prêts hypothécaires résidentiels, de prêts aux particuliers et de prêts aux entreprises et aux gouvernements reflétant les faibles taux d'intérêt, de l'accroissement des activités, de la confiance accrue des consommateurs et des niveaux d'emploi plus élevés. Ces résultats ont été compensés par la réduction des prêts sur cartes de crédit.

Les prêts hypothécaires résidentiels ont augmenté de 8,3 milliards de dollars ou 10 % par rapport à l'an dernier. Cette augmentation tient toujours aux faibles taux d'intérêt et aux niveaux d'emploi élevés, ainsi qu'aux importantes activités de vente. L'augmentation s'est produite malgré la titrisation de prêts hypothécaires de 4,6 milliards de dollars au cours de l'exercice.

Les prêts aux particuliers ont progressé de 4,8 milliards de dollars ou 13 %. Cette hausse reflète la croissance continue des marges de crédit garanties et non garanties, laquelle est attribuable aux faibles taux d'intérêt, à la forte demande de la part des consommateurs et aux valeurs à la hausse des biens immobiliers.

Les soldes de cartes de crédit ont diminué de 294 millions de dollars ou 5 %. Cette diminution est imputable à la titrisation de soldes de cartes de crédit de 1,2 milliard de dollars ce trimestre, qui a été largement neutralisée par l'augmentation sur douze mois du volume de prêts sur cartes de crédit, par les nouvelles promotions en ce qui a trait aux cartes de crédit, par l'utilisation élevée de cartes de crédit et par l'augmentation de la moyenne des soldes de cartes de crédit des clients.

Les prêts aux entreprises et aux gouvernements se sont accrues de 2,2 milliards de dollars ou 4 %, résultat qui reflète les faibles taux

d'intérêt et la hausse des dépenses engagées par les entreprises à l'appui de l'augmentation des niveaux de stocks.

Les *dépôts* se sont accrues de 26,9 milliards de dollars ou 10 % par rapport à l'an dernier, principalement en raison de la croissance du volume des dépôts des entreprises, des gouvernements et des banques, qui reflète l'importance accordée au financement à l'appui de l'accroissement des activités de négociation de titres de participation.

Les *capitaux propres* ont augmenté de 1,5 milliard de dollars ou 8 % comparativement à l'an dernier, résultat qui tient à la forte croissance du bénéfice, qui a été compensée en partie par la hausse du ratio de distribution. L'augmentation des capitaux propres a permis de soutenir la croissance de nos activités et elle a contribué à l'amélioration de nos ratios de capital.

Troisième trimestre de 2005 par rapport au deuxième trimestre de 2005

Le *total de l'actif* a progressé de 31,4 milliards de dollars ou 7 % par rapport au trimestre précédent, en raison principalement de l'augmentation constatée au chapitre du *total des valeurs mobilières* et du *total des prêts*.

Le *total des valeurs mobilières* a augmenté de 16,1 milliards de dollars ou 12 %, résultat qui tient à l'accroissement des activités de négociation visant à tirer parti des occasions sur le marché.

Le *total des prêts* a progressé de 7,7 milliards de dollars ou 4 % comparativement au trimestre précédent, en raison de l'augmentation des volumes de tous les prêts, qui reflète les faibles taux d'intérêt, les dépenses plus élevées effectuées par les consommateurs et par les entreprises, ainsi que le caractère saisonnier de certains prêts.

Les *dépôts* se sont accrues de 20,9 milliards de dollars ou 7 %, résultat qui reflète principalement l'augmentation des dépôts des entreprises, des gouvernements et des banques à l'appui de la croissance des activités de négociation de titres de participation.

Les *capitaux propres* ont augmenté de 0,4 milliard de dollars ou 2 % comparativement au trimestre précédent, résultat qui tient à la forte croissance du bénéfice, laquelle a été compensée en partie par la hausse du ratio de distribution.

GESTION DU CAPITAL

Comme il est expliqué en détail à la page 63A de notre rapport annuel 2004, nous gérons activement notre capital afin d'équilibrer la volonté de maintenir de solides ratios de capital et le désir de conserver des cotes de crédit élevées ainsi que la ferme détermination de fournir des rendements élevés à nos actionnaires. Nous sommes résolus à maintenir un capital suffisant pour assumer toute perte et pour bénéficier de la souplesse requise pour élargir nos activités lorsque des occasions se présentent. Nous maintenons d'excellents ratios de capital en continuant de générer des capitaux à l'interne, en émettant des instruments de capital lorsque cela est approprié, et en assurant une croissance contrôlée de l'actif.

Capital réglementaire

Comme c'est le cas pour toutes les banques canadiennes, notre situation du capital et nos ratios de capital sont calculés en vertu des lignes directrices établies par le Bureau du surintendant des institutions financières Canada (BSIF).

(en millions de dollars canadiens)	31 juillet 2005	30 avril 2005	31 octobre 2004
Capital de première catégorie	18 590 \$	18 055 \$	16 272 \$
Capital total	25 509	24 390	22 733
Actif ajusté en fonction des risques et instruments financiers hors bilan	190 908	190 058	183 409
Ratios de capital			
Ratio du capital de première catégorie	9,7 %	9,5 %	8,9 %
Ratio du capital total	13,4 %	12,8 %	12,4 %

Troisième trimestre de 2005 par rapport au quatrième trimestre de 2004

Les ratios de capital de première catégorie et de capital total ont augmenté par rapport à la fin de l'exercice 2004, en raison du montant élevé de capitaux autogénérés, de la croissance contrôlée de l'actif ajusté en fonction des risques, de l'émission de 300 millions de dollars d'actions privilégiées au premier trimestre de 2005, et de l'émission de 800 millions de dollars de débentures subordonnées au troisième trimestre de 2005.

Troisième trimestre de 2005 par rapport au deuxième trimestre de 2005

Les ratios de capital de première catégorie et de capital total ont augmenté par rapport au dernier trimestre, en raison surtout du montant élevé de capitaux autogénérés, de la croissance contrôlée de l'actif ajusté en fonction des risques, et de l'émission de 800 millions de dollars de débentures subordonnées.

Principales activités de gestion du capital

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le	Pour les neuf mois terminés le
	31 juillet 2005	31 juillet 2005
Dividendes sur actions ordinaires et actions privilégiées	404 \$	1 129 \$
Émission d'actions privilégiées	–	300
Ventes nettes d'actions de trésorerie	12	133
Émission de débentures subordonnées	800	800
Rachat d'actions ordinaires – Offre publique de rachat dans le cours normal des activités du 24 juin 2004 au 23 juin 2005	–	64
du 24 juin 2005 au 23 juin 2006	–	–

Nous n'avons effectué aucun rachat ce trimestre en vertu de notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités qui a pris fin le 23 juin 2005. Du 1^{er} novembre 2004 au 23 juin 2005, nous avons racheté 1 million d'actions ordinaires pour un prix moyen de 63,24 \$ incluant les commissions.

Nous n'avons effectué aucun rachat ce trimestre en vertu de notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités qui a commencé le 24 juin 2005. Dans le cadre de cette offre, nous pouvons racheter un nombre maximal de 10 millions de nos actions ordinaires.

Durant le trimestre, nous avons émis 800 millions de dollars de débentures subordonnées par l'entremise de notre programme canadien de billets à moyen terme. Le 22 mars 2005, nous annonçons que nous pourrions à l'occasion racheter, à des fins d'annulation, une partie ou la totalité de nos débentures de 250 millions de dollars échéant en 2083 et de nos débentures en circulation de 300 millions de dollars US échéant en 2085. Ce trimestre, nous n'avons racheté aucune tranche de débentures en circulation échéant en 2083, et nous avons racheté une tranche de 17 millions de dollars (13 millions de dollars US) des débentures en circulation échéant en 2085. Au cours des neuf mois terminés le 31 juillet 2005, nous avons racheté une tranche de 3,5 millions de dollars des débentures en circulation échéant en 2083, et une tranche de 83 millions de dollars (68 millions de dollars US) des débentures en circulation échéant en 2085.

Le 12 avril 2005, nous annonçons notre intention de rembourser, le 15 août 2005, la totalité de nos débentures subordonnées à 6,40 % d'un capital de 700 millions de dollars échéant le 15 août 2010, pour un montant égal à 100 % de leur capital, majoré des intérêts courus.

Le 26 août 2005, nous annonçons notre intention de rembourser, le 7 octobre 2005, la totalité de nos 100 millions de dollars US d'actions privilégiées de premier rang à dividende non cumulatif de série P.

Capital économique

Le capital économique représente la quantification par la direction des capitaux propres requis pour soutenir tous les risques inhérents à nos activités, en fonction des normes de solvabilité et cotes de crédit désirées (AA). Le capital économique constitue une mesure hors PCGR et il est calculé au moyen de modèles internes et d'hypothèses eu égard au risque de crédit, au risque de marché (activités de négociation et autres que de négociation), au risque opérationnel, au risque commercial, au risque lié aux immobilisations corporelles, au risque d'assurance, ainsi qu'au risque lié à l'écart d'acquisition et aux actifs incorporels. Se reporter à la page 58A de notre rapport annuel 2004 pour une description complète de ces risques et de la méthode d'attribution du capital économique aux secteurs d'exploitation.

(soldes moyens en millions de dollars canadiens)	31 juillet 2005	30 avril 2005	31 octobre 2004
Risque de crédit	5 013 \$	4 983 \$	5 295 \$
Risque de marché (activités de négociation et autres que de négociation)	2 277	2 198	2 161
Risque opérationnel	2 328	2 360	2 189
Risque commercial et risque lié aux immobilisations corporelles	1 609	1 599	1 653
Risque d'assurance	274	187	173
Capital de risque	11 501 \$	11 327 \$	11 471 \$
Écart d'acquisition et actifs incorporels	4 916	4 963	5 306
Capital attribué (capital économique) (1)	16 417 \$	16 290 \$	16 777 \$
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires non attribués	2 733	2 110	1 123
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	19 150 \$	18 400 \$	17 900 \$

(1) Les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires en sus du capital économique sont présentés dans les Services de soutien généraux.

Troisième trimestre de 2005 par rapport au deuxième trimestre de 2005

Le capital économique attribué a augmenté de 127 millions de dollars par rapport au trimestre précédent, en raison principalement de l'accroissement du risque de marché et du risque d'assurance. L'accroissement du risque de marché est imputable aux positions accrues par rapport à la période précédente et aux positions relatives à la volatilité observée dans les marchés obligataires au cours du trimestre. L'augmentation tient également à une hausse du capital visant à soutenir le risque de taux d'intérêt lié à nos portefeuilles d'activités autres que de négociation. L'augmentation du risque d'assurance tient à l'accroissement des activités.

Troisième trimestre de 2005 par rapport au quatrième trimestre de 2004

Le capital économique attribué a diminué de 360 millions de dollars par rapport à la fin de l'exercice, en raison principalement de la réduction du risque lié à l'écart d'acquisition et aux actifs incorporels et du risque de crédit, contrebalancée en partie par la hausse du risque de marché et du risque opérationnel. Ces réductions tiennent en grande partie aux variations du taux de change entre le dollar américain et le dollar canadien, ainsi qu'au profil de risque amélioré de certains prêts.

Données concernant les actions

	Au 31 juillet 2005	
	Nombre d'actions (en milliers)	Montant
(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions)		
Actions privilégiées de premier rang		
À dividende non cumulatif, série N	12 000	300 \$
À dividende non cumulatif, série O	6 000	150
En dollars américains, à dividende non cumulatif, série P	4 000	132
À dividende non cumulatif, série S	10 000	250
À dividende non cumulatif, série W	12 000	300
		1 132 \$
Actions ordinaires en circulation	647 238	7 126 \$
Options sur actions		
Octroyées	19 751	
Pouvant être levées	15 935	
Actions de trésorerie	(3 519)	(215)\$

Au 18 août 2005, le nombre d'actions ordinaires et d'options sur actions en circulation se chiffrait à 647 717 000 et à 19 256 000, respectivement. Le nombre des autres titres présentés dans le tableau ci-dessus est demeuré inchangé.

Se reporter aux notes 13 et 14 qui figurent respectivement aux pages 93A et 94A de notre rapport annuel 2004.

GESTION DES LIQUIDITÉS

La gestion du risque d'illiquidité est essentielle pour protéger notre capital, maintenir la confiance du marché et garantir que nous pouvons profiter des possibilités d'expansion rentables qui se présentent. Notre cadre de gestion des liquidités est conçu de manière à s'assurer que nous avons accès à des sources de liquidités fiables et économiques afin de satisfaire à nos engagements actuels et prospectifs. Nos importants et stables dépôts de détail et dépôts commerciaux ainsi que nos nombreuses sources diversifiées de financement de gros constituent des composantes clés de nos stratégies de gestion du risque d'illiquidité.

Le risque d'illiquidité est géré de façon dynamique, et les risques sont périodiquement mesurés, surveillés et, le cas échéant, atténués. Deux exigences clés de notre cadre de gestion des liquidités sont i) le maintien de niveaux minimaux d'actifs liquides non grevés et distincts qui peuvent immédiatement être vendus ou donnés en nantissement

pour satisfaire aux demandes de financement extraordinaires et ii) l'établissement de limites prudentielles relativement aux sorties nettes de fonds maximales sur des horizons temporels définis à plus court terme. Au cours du trimestre, nous avons exercé nos activités dans des conditions normales et nous respectons ces exigences. Ces éléments ainsi que les autres éléments du cadre de gestion des liquidités font l'objet d'une analyse plus détaillée aux pages 66A et 67A de notre rapport annuel 2004. Nous n'avons apporté aucun changement important à notre cadre de gestion des liquidités ni aux niveaux de risque d'illiquidité depuis la publication de notre rapport annuel 2004.

Nous sommes d'avis que notre profil de liquidités est solide et qu'aucune tendance, demande, incertitude ni aucun engagement ou événement n'est actuellement susceptible d'avoir une incidence importante sur la situation actuelle de nos liquidités.

GESTION DU RISQUE DE CRÉDIT

La gestion du risque de crédit vise à s'assurer que la qualité et les taux de concentration de nos portefeuilles s'alignent sur notre goût du risque-rendement. Pour ce faire, nous avons régulièrement recours à des évaluations et à des contrôles indépendants du risque de crédit, ainsi

qu'au maintien d'une solide structure du crédit au sein de nos secteurs d'activité. Se reporter aux pages 58A et 59A de notre rapport annuel 2004 pour de plus amples détails sur la gestion du risque de crédit.

Rendement au chapitre de la qualité du crédit

(en millions de dollars canadiens)	31 juillet 2005	30 avril 2005	31 juillet 2004
Montant brut des prêts douteux			
Prêts aux particuliers	290 \$	305 \$	333 \$
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	576	615	1 089
Total du montant brut des prêts douteux	866 \$	920 \$	1 422 \$
Provision cumulative pour pertes sur créances			
Prêts aux particuliers	104 \$	113 \$	129 \$
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	248	271	473
Provision spécifique	352 \$	384 \$	602 \$
Provision générale	1 287	1 298	1 264
Total de la provision cumulative pour pertes sur créances	1 639 \$	1 682 \$	1 866 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances			
Prêts aux particuliers	108 \$	124 \$	97 \$
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	26	(19)	28
Provision spécifique	134 \$	105 \$	125 \$
Provision générale	(6)	11	–
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances	128 \$	116 \$	125 \$
Principaux ratios de qualité du crédit			
Prêts douteux en pourcentage du montant brut des prêts et des acceptations	0,45 %	0,49 %	0,80 %
Provision cumulative pour pertes sur créances en pourcentage des prêts douteux	189 %	183 %	131 %
Dotation à la provision pour pertes sur créances spécifique en pourcentage de la moyenne des prêts et des acceptations	0,28 %	0,24 %	0,28 %
Total des radiations nettes en pourcentage de la moyenne des prêts et des acceptations	0,31 %	0,33 %	0,42 %

Troisième trimestre de 2005 par rapport au troisième trimestre de 2004

Le montant brut des prêts douteux a diminué de 556 millions de dollars ou 39 % par rapport à l'an dernier, en raison des importantes mesures de recouvrement et du règlement favorable d'un certain nombre de prêts aux entreprises découlant des conditions du crédit au cours de la période.

Le montant brut des prêts aux particuliers classés comme des prêts douteux a reculé de 43 millions de dollars ou 13 %, en raison surtout de la réduction du nombre de prêts aux étudiants (portefeuille que nous sommes en train de liquider) et du caractère stable des autres portefeuilles de prêts, qui tient à l'environnement de crédit favorable.

Le montant brut des prêts aux entreprises et aux gouvernements classés comme des prêts douteux a diminué de 513 millions de dollars ou 47 %, en raison principalement du règlement favorable d'un certain nombre de prêts aux grandes entreprises du secteur Marchés mondiaux des capitaux. Cette diminution est le principal facteur qui a donné lieu à l'augmentation des recouvrements de pertes sur créances du secteur Marchés mondiaux des capitaux dont il est fait mention précédemment. Nous avons également enregistré une diminution des prêts des autres portefeuilles de prêts aux entreprises classés comme des prêts douteux.

La provision cumulative spécifique pour pertes sur créances a diminué de 250 millions de dollars ou 42 %, résultat qui est en grande partie attribuable aux diminutions enregistrées dans tous les portefeuilles de prêts aux entreprises et aux gouvernements, notamment le portefeuille de prêts aux grandes entreprises du secteur Marchés mondiaux des capitaux, diminutions qui reflètent principalement le nombre moins élevé

de prêts douteux dont il est fait mention ci-dessus. La diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts aux particuliers reflète principalement la réduction de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts aux étudiants.

Troisième trimestre de 2005 par rapport au deuxième trimestre de 2005

Le montant brut des prêts douteux a diminué de 54 millions de dollars ou 6 % par rapport au trimestre précédent, en raison principalement du règlement de certains comptes du portefeuille de prêts aux grandes entreprises inscrits dans le secteur Marchés mondiaux des capitaux, et du nombre moins élevé de prêts douteux des portefeuilles de prêts aux entreprises et de prêts aux étudiants du secteur Particuliers et entreprises – Canada.

Tendances liées au ratio de qualité du crédit

Les ratios concernant le montant brut des prêts douteux, la provision cumulative pour pertes sur créances et le total des radiations nettes se sont améliorés par rapport à l'an dernier, en raison des facteurs dont il est fait mention ci-dessus. La provision spécifique pour pertes sur créances exprimée en pourcentage de la moyenne des prêts et des acceptations s'est établie à 0,28 % ce trimestre, soit un résultat qui est stable par rapport au ratio obtenu l'an dernier et qui est en hausse de 4 points de base comparativement au trimestre précédent, en raison principalement des recouvrements moins élevés.

GESTION DU RISQUE DE MARCHÉ

Le risque de marché correspond au risque que les fluctuations des taux d'intérêt, des taux de change, des cours des actions et des cours des marchandises entraînent des pertes. Le niveau du risque de marché auquel nous sommes exposés varie selon la conjoncture du marché, les mouvements futurs prévus des cours et du marché et la composition

de notre portefeuille de négociation. Nous établissons, pour la gestion des risques, des politiques et des plafonds en fonction desquels nous surveillons et limitons l'exposition au risque de marché découlant de nos activités de négociation et de gestion de l'actif et du passif.

Activités de négociation

Nous avons établi des politiques et des plafonds relativement à nos activités de négociation, en fonction desquels nous surveillons et limitons l'exposition au risque de marché découlant de ces activités. Nous gérons le risque de marché lié aux activités de négociation au moyen de la valeur à risque (VAR) et d'autres mesures. Des informations détaillées

sur nos politiques et processus de gestion du risque de marché lié aux activités de négociation sont présentées aux pages 59A, 60A et 61A de notre rapport annuel 2004. Ces politiques, processus et méthodes n'ont pas changé de façon importante comparativement à ceux qui sont énoncés dans notre rapport annuel 2004.

VAR globale par catégorie de risque important

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le				Pour le trimestre terminé le				Pour le trimestre terminé le			
	31 juillet 2005				30 avril 2005				31 juillet 2004			
	Au	Haut	Moyenne	Bas	Au	Haut	Moyenne	Bas	Au	Haut	Moyenne	Bas
Actions	6 \$	9 \$	5 \$	4 \$	4 \$	8 \$	5 \$	4 \$	17 \$	20 \$	8 \$	5 \$
Change	2	5	2	1	2	5	2	1	2	5	2	1
Marchandises	1	2	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Taux d'intérêt (1)	10	16	12	9	12	13	10	8	12	14	10	8
Risque spécifique lié à la dette (2)	1	3	2	1	2	2	2	1	1	2	2	1
VAR globale	13 \$	17 \$	14 \$	10 \$	15 \$	15 \$	12 \$	9 \$	19 \$	25 \$	14 \$	10 \$

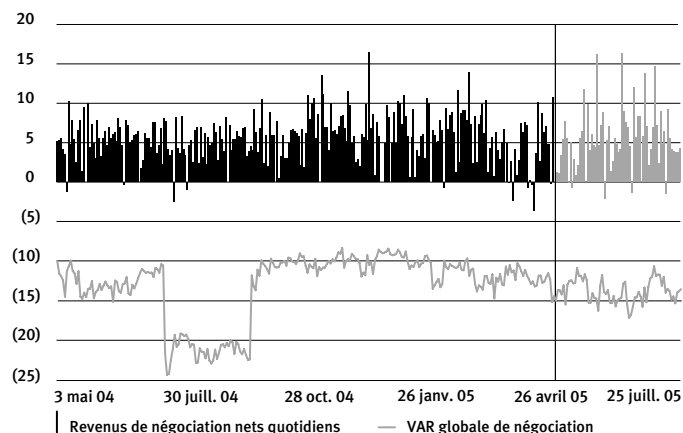
(en millions de dollars canadiens)	Pour les neuf mois terminés le				Pour les neuf mois terminés le			
	31 juillet 2005				31 juillet 2004			
	Au	Haut	Moyenne	Bas	Au	Haut	Moyenne	Bas
Actions	6 \$	9 \$	5 \$	4 \$	17 \$	20 \$	7 \$	4 \$
Change	2	5	2	1	2	5	2	1
Marchandises	1	2	1	—	—	—	—	—
Taux d'intérêt (1)	10	16	10	6	12	14	9	6
Risque spécifique lié à la dette (2)	1	3	2	1	1	2	2	1
VAR globale	13 \$	17 \$	12 \$	8 \$	19 \$	25 \$	12 \$	8 \$

- (1) La VAR liée aux marchandises reflète le risque de marché lié aux activités de négociation de produits du secteur de l'énergie tels que le pétrole brut, l'huile de chauffage et le gaz naturel. Avec prise d'effet en mai 2005, ces activités sont comprises dans nos modèles et présentées avec nos autres activités de négociation comportant un risque de marché. Auparavant, ces activités étaient présentées selon la méthode normalisée d'attribution du capital.
- (2) Comprend aussi le risque lié à l'écart de taux.
- (3) Avant le troisième trimestre de 2004, le risque de taux d'intérêt et le risque spécifique lié à la dette étaient présentés ensemble à titre de risque de taux d'intérêt.

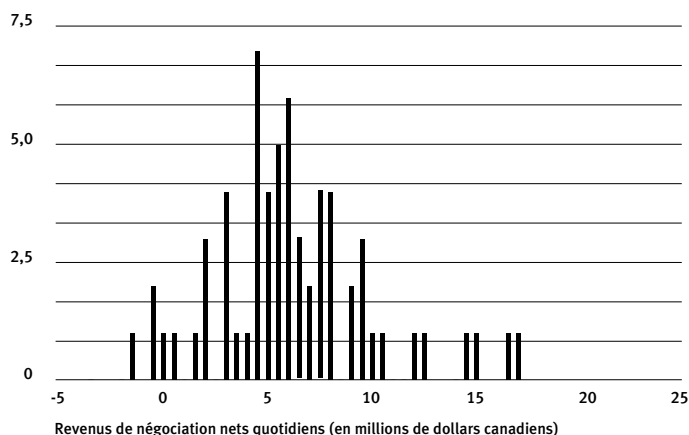
L'augmentation de la moyenne de la VAR globale par rapport au trimestre précédent découle principalement de l'augmentation de la VAR liée aux taux d'intérêt, laquelle est attribuable aux positions accrues par rapport aux périodes précédentes et aux positions relatives à la volatilité observée dans les marchés obligataires au cours du trimestre. La VAR globale est demeurée inchangée par rapport au troisième trimestre de l'an dernier et à la période de neuf mois.

Au cours du trimestre, nous avons connu quatre séances de négociation marquées par une perte nette. La perte la plus importante, qui s'est élevée à 1,65 million de dollars, n'a pas excédé les estimations de la VAR globale. L'étendue de nos activités de négociation vise à diversifier le risque de marché en fonction de toute stratégie donnée et à réduire la volatilité des revenus tirés des activités de négociation.

REVENUS DE NÉGOCIATION – VAR99 GLOBALE
(en millions de dollars canadiens)



REVENUS DE NÉGOCIATION POUR LE TRIMESTRE TERMINÉ LE 31 JUILLET 2005
(nombre de jours)



Activités autres que de négociation

Les activités bancaires traditionnelles autres que de négociation, telles que l'acceptation de dépôts et les prêts, nous exposent aux risques de marché, dont le risque de taux d'intérêt qui est la principale composante de ces risques. Nous avons établi des politiques qui nous permettent de surveiller, de contrôler et de gérer ce risque de taux d'intérêt au moyen de plafonds au titre du risque lié à la valeur économique de nos capitaux propres et du risque lié au revenu net d'intérêt, ainsi que d'autres mesures. De plus amples renseignements sur nos politiques et procédures concernant la gestion des risques de marché liés aux activités autres que de négociation sont fournis aux pages 65A et 66A de notre rapport annuel

2004. Ces politiques et ces procédures n'ont pas changé de façon importante par rapport à celles énoncées dans notre rapport annuel 2004.

Le tableau ci-dessous illustre l'incidence après impôts possible, fondée sur l'hypothèse selon laquelle aucune autre opération de couverture n'est effectuée, d'une augmentation et d'une diminution immédiates et soutenues de 100 points de base des taux d'intérêt sur le revenu net d'intérêt et la valeur économique des capitaux propres au titre de notre portefeuille autre que de négociation. Ces mesures du risque de taux d'intérêt se basent sur les risques de taux d'intérêt à des moments donnés et elles varient continuellement en raison des activités de nos secteurs et de nos mesures de gestion des risques.

(en millions de dollars canadiens)	31 juillet 2005	30 avril 2005	31 juillet 2004
Compte tenu de l'incidence fiscale d'une <i>augmentation</i> de 1 % des taux sur :			
Revenu net d'intérêt	40 \$	57 \$	55 \$
Valeur économique des capitaux propres	(322)	(255)	(286)
Compte tenu de l'incidence fiscale d'une <i>diminution</i> de 1 % des taux sur :			
Revenu net d'intérêt	(89)\$	(105)\$	(61)\$
Valeur économique des capitaux propres	228	156	177

ARRANGEMENTS HORS BILAN

Nous nous livrons, dans le cours normal de nos affaires, à diverses opérations financières qui, conformément aux PCGR, ne sont pas constatées dans notre bilan ou sont constatées au bilan selon des montants qui diffèrent des montants prévus aux contrats ou des capitaux nominaux. Nos opérations hors bilan incluent des instruments financiers dérivés, les opérations avec des entités ad hoc et l'émission de garanties. Une analyse de chacun de ces types d'arrangements, y compris leur nature, leur utilisation commerciale, leur importance et leur incidence financière importante, est présentée à la rubrique « Arrangements hors bilan », aux pages 68A à 71A de notre rapport annuel 2004.

Ce trimestre, nous avons titrisé des prêts hypothécaires résidentiels de 1 039 millions de dollars et nous n'avons titrisé aucun prêt sur cartes de crédit ni aucun prêt hypothécaire commercial. Se reporter à la note 6 des états financiers consolidés intermédiaires.

Un sommaire des principales garanties fournies à des tiers au 31 juillet 2005 est présenté à la note 11 des états financiers consolidés intermédiaires. Il n'existe aucune différence importante par rapport au trimestre précédent.

MISE EN GARDE AU SUJET DES DÉCLARATIONS PROSPECTIVES

À l'occasion, nous faisons des déclarations prospectives verbalement ou par écrit au sens de certaines lois sur les valeurs mobilières, y compris les règles d'exonération de la *Private Securities Litigation Reform Act of 1995* des États-Unis. Nous pouvons faire ces déclarations dans le présent communiqué, dans d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation canadiens ou de la Securities and Exchange Commission des États Unis, dans des rapports aux actionnaires et dans d'autres communications. Ces déclarations prospectives comprennent notamment des déclarations relatives à nos objectifs pour 2005 et à moyen et à long terme et des stratégies élaborées afin d'atteindre ces objectifs et ces buts, de même que des déclarations relatives à nos opinions, projets, objectifs, attentes, prévisions, estimations et intentions. Les mots « peuvent », « pourraient », « devraient », « soupçonner », « perspectives », « croire », « projeter », « prévoir », « estimer », « s'attendre », « se proposer » et l'emploi du conditionnel ainsi que les mots et expressions semblables visent à dénoter des déclarations prospectives.

De par leur nature même, les déclarations prospectives comportent des incertitudes et des risques inhérents, généraux et bien précis, et il est possible que les prédictions, prévisions, projections et autres déclarations prospectives ne se matérialisent pas. Nous déconseillons aux lecteurs de se fier indûment à ces déclarations étant donné que les résultats réels pourraient différer sensiblement des opinions, plans, objectifs, attentes, prévisions, estimations et intentions exprimés dans ces déclarations prospectives, en raison d'un certain nombre de facteurs importants. Ces facteurs comprennent notamment la solidité des économies canadienne et américaine et la solidité des économies des autres pays où nous exerçons nos activités; l'incidence des fluctuations du dollar canadien par rapport aux autres devises, notamment le dollar américain; l'incidence des modifications de la politique monétaire, notamment les modifications des politiques relatives aux taux d'intérêt de la Banque du Canada et du Board of Governors of the Federal Reserve System des États Unis; les effets de la concurrence dans les marchés où nous exerçons nos activités; l'incidence des modifications apportées aux lois et règlements qui régissent les services financiers (notamment les services bancaires, les assurances et les valeurs mobilières) et leur exécution; les jugements d'ordre judiciaire ou réglementaire et les procédures judiciaires; notre capacité d'obtenir des informations exactes et complètes de nos clients ou contreparties ou en leur nom; notre capacité de réaligner avec succès notre structure organisationnelle, nos ressources et nos processus; notre capacité de mener à bien des acquisitions stratégiques et d'intégrer les acquisitions avec succès; les modifications apportées aux conventions et méthodes comptables que nous utilisons aux fins de la présentation de notre situation financière, y compris les incertitudes liées aux hypothèses et aux estimations comptables critiques; les risques opérationnels et ceux liés à l'infrastructure ainsi que d'autres facteurs susceptibles d'influer sur les résultats futurs, notamment les modifications apportées aux politiques commerciales; la mise au point et le lancement, au moment opportun, de nouveaux produits et services; les modifications apportées à la législation fiscale; les changements technologiques; les changements imprévus dans les dépenses et les habitudes d'épargne des consommateurs; l'incidence possible, sur nos activités, de conflits internationaux et d'autres faits nouveaux, y compris ceux liés à la guerre contre le terrorisme, et la mesure dans laquelle nous prévoyons les risques inhérents aux facteurs qui précèdent et réussissons à les gérer.

Nous informons nos lecteurs que la liste susmentionnée de facteurs importants qui pourraient avoir une incidence sur nos résultats futurs n'est pas exhaustive. Les personnes, et notamment les investisseurs, qui se fient à des déclarations prospectives pour prendre des décisions ayant trait à la Banque doivent bien tenir compte de ces facteurs et d'autres faits et incertitudes. Nous ne nous engageons pas à mettre à jour quelque déclaration prospective que ce soit, verbale ou écrite, que nous pouvons faire ou qui peut être faite pour notre compte à l'occasion.

L'information fournie dans les sites Web mentionnés dans le présent communiqué de presse ou pouvant être obtenue par l'entremise de ces sites ne fait pas partie dudit communiqué. Tous les renvois à des sites Web contenus dans le présent communiqué de presse sont inactifs et ne sont indiqués qu'à titre informatif.

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES (non vérifié)**BILAN CONSOLIDÉ** (non vérifié)

(en millions de dollars canadiens)	31 juillet 2005	30 avril 2005	31 octobre 2004 (1)	31 juillet 2004 (1)
Actif				
Encaisse et montants à recevoir de banques	5 287 \$	4 136 \$	3 711 \$	6 199 \$
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	6 476	7 043	6 267	5 339
Valeurs mobilières				
Titres du compte de négociation (incluant des montants nantis de 20 747 \$; 20 515 \$; 16 281 \$ et 11 529 \$)	117 545	101 808	89 322	90 902
Titres du compte de placement	37 462	37 102	38 923	45 376
Titres de substitut de prêt	675	675	701	301
	155 682	139 585	128 946	136 579
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	44 471	43 015	45 846	44 321
Prêts				
Prêts hypothécaires résidentiels	88 029	84 552	81 998	79 725
Prêts aux particuliers	40 628	39 275	36 848	35 843
Prêts sur cartes de crédit	6 013	5 791	6 456	6 307
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	52 381	49 779	47 258	50 202
	187 051	179 397	172 560	172 077
Provision cumulative pour pertes sur prêts	(1 569)	(1 612)	(1 644)	(1 693)
	185 482	177 785	170 916	170 384
Autres				
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	7 005	6 654	6 184	6 499
Montants se rapportant aux produits dérivés	38 677	36 415	38 897	30 227
Locaux et matériel	1 722	1 753	1 738	1 738
Écart d'acquisition	4 278	4 412	4 280	4 610
Autres actifs incorporels	475	511	521	568
Actifs liés aux activités destinées à la vente	1 625	1 657	2 457	2 925
Autres actifs	15 125	11 907	16 459	14 223
	68 907	63 309	70 536	60 790
	466 305 \$	434 873 \$	426 222 \$	423 612 \$
Passif et capitaux propres				
Dépôts				
Particuliers	112 370 \$	114 308 \$	111 256 \$	113 298 \$
Entreprises et gouvernements	156 889	143 351	133 823	133 719
Banques	35 157	25 833	25 880	30 475
	304 416	283 492	270 959	277 492
Autres				
Acceptations	7 005	6 654	6 184	6 499
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	34 202	32 181	25 005	24 915
Engagements afférents aux biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	20 998	19 572	26 473	22 530
Montants se rapportant aux produits dérivés	42 391	41 229	42 201	32 845
Sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance	6 914	6 860	6 271	6 258
Passifs liés aux activités destinées à la vente	50	47	62	51
Autres passifs	18 741	14 557	20 389	23 155
	130 301	121 100	126 585	116 253
Débitures subordonnées	8 839	8 101	8 116	8 440
Titres de fiducie de capital	1 392	1 400	2 300	2 290
Passifs liés aux actions privilégiées	300	300	300	300
Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	815	674	58	113
Capitaux propres				
Actions privilégiées	832	832	532	532
Actions ordinaires (émises – 647 238 222; 646 400 522; 644 747 812 et 649 065 551)	7 126	7 091	6 988	7 023
Capital d'apport additionnel	254	242	169	167
Bénéfices non répartis	13 748	13 173	12 065	12 128
Actions de trésorerie (détenues – 3 518 691; 3 681 858; 4 862 782 et 4 708 748)	(215)	(227)	(294)	(284)
Écart de conversion	(1 503)	(1 305)	(1 556)	(842)
	20 242	19 806	17 904	18 724
	466 305 \$	434 873 \$	426 222 \$	423 612 \$

(1) Chiffres retraités par suite de la redéfinition des passifs et des capitaux propres. Se reporter à la note 1.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS (non vérifié)

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le			Pour la période de neuf mois terminée le	
	31 juillet 2005	30 avril 2005	31 juillet 2004 (1)	31 juillet 2005	31 juillet 2004 (1)
Revenu d'intérêt					
Prêts	2 769 \$	2 607 \$	2 429 \$	7 939 \$	7 121 \$
Valeurs mobilières	1 038	1 110	854	3 133	2 504
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	375	296	145	911	468
Dépôts à des banques	55	62	33	170	60
	4 237	4 075	3 461	12 153	10 153
Frais d'intérêt					
Dépôts	1 829	1 638	1 273	4 961	3 777
Autres passifs	637	664	444	1 846	1 264
Débitures subordonnées	114	111	110	333	318
	2 580	2 413	1 827	7 140	5 359
Revenu net d'intérêt	1 657	1 662	1 634	5 013	4 794
Revenus autres que d'intérêt					
Primes d'assurance, revenu de placement et revenu provenant de services tarifés	886	813	792	2 472	2 080
Revenus tirés des activités de négociation	452	373	351	1 286	1 169
Commissions de gestion de placements et de services de garde	313	311	287	915	861
Commissions de courtage en valeurs mobilières	274	307	262	863	906
Frais bancaires	289	281	271	847	813
Commissions de prise ferme et autres honoraires tirés de services-conseils	251	266	214	793	701
Revenus tirés des fonds communs de placement	245	233	216	703	632
Revenus sur cartes	158	127	150	427	400
Revenus de change, autres que ceux tirés des activités de négociation	109	88	72	289	257
Revenus tirés de la titrisation	65	51	24	202	146
Commissions de crédit	46	41	51	139	148
Gain à la vente de titres du compte de placement	59	23	31	103	49
Autres	134	113	153	348	276
Revenus autres que d'intérêt	3 281	3 027	2 874	9 387	8 438
Total des revenus	4 938	4 689	4 508	14 400	13 232
Dotation à la provision pour pertes sur créances	128	116	125	352	249
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	681	622	575	1 885	1 535
Frais autres que d'intérêt					
Ressources humaines	1 724	1 699	1 675	5 121	5 007
Matériel	247	240	228	715	665
Frais d'occupation	188	191	201	559	560
Communications	155	152	170	458	490
Honoraires	132	113	117	359	330
Impartition de services de traitement	73	78	74	223	222
Amortissement des autres actifs incorporels	16	16	16	51	53
Autres	206	175	194	573	772
	2 741	2 664	2 675	8 059	8 099
Charges liées au réaligement de l'entreprise	1	2	-	5	-
Bénéfice lié aux activités poursuivies avant impôts	1 387	1 285	1 133	4 099	3 349
Charge d'impôts	392	353	358	1 188	1 005
Bénéfice net avant part des actionnaires sans contrôle	995	932	775	2 911	2 344
Part des actionnaires sans contrôle dans le bénéfice net des filiales	(6)	16	4	17	8
Bénéfice net lié aux activités poursuivies	1 001	916	771	2 894	2 336
Perte nette liée aux activités abandonnées	(22)	(9)	(28)	(29)	(47)
Bénéfice net	979 \$	907 \$	743 \$	2 865 \$	2 289 \$
Dividendes sur actions privilégiées	11	12	9	31	24
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	968 \$	895 \$	734 \$	2 834 \$	2 265 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires (en milliers)	643 102	640 842	646 019	640 874	647 545
Bénéfice de base par action (en dollars)	1,51 \$	1,40 \$	1,14 \$	4,42 \$	3,50 \$
Bénéfice de base par action lié aux activités poursuivies (en dollars)	1,54 \$	1,41 \$	1,18 \$	4,47 \$	3,57 \$
Bénéfice de base par action lié aux activités abandonnées (en dollars)	(0,03)\$	(0,01)\$	(0,04)\$	(0,05)\$	(0,07)\$
Nombre moyen d'actions ordinaires (en milliers)	653 023	651 800	654 275	651 522	656 730
Bénéfice dilué par action (en dollars)	1,48 \$	1,37 \$	1,12 \$	4,35 \$	3,45 \$
Bénéfice dilué par action lié aux activités poursuivies (en dollars)	1,51 \$	1,38 \$	1,16 \$	4,40 \$	3,52 \$
Bénéfice dilué par action lié aux activités abandonnées (en dollars)	(0,03)\$	(0,01)\$	(0,04)\$	(0,05)\$	(0,07)\$
Dividendes par action (en dollars)	0,61 \$	0,55 \$	0,52 \$	1,71 \$	1,50 \$

(1) Chiffres retraités par suite de la redéfinition des passifs et des capitaux propres. Se reporter à la note 1.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES CAPITAUX PROPRES (non vérifié)

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le			Pour la période de neuf mois terminée le	
	31 juillet 2005	30 avril 2005	31 juillet 2004 (1)	31 juillet 2005	31 juillet 2004 (1)
Actions privilégiées					
Solde au début	832 \$	832 \$	532 \$	532 \$	532 \$
Émises	–	–	–	300	–
Solde à la fin	832	832	532	832	532
Actions ordinaires					
Solde au début	7 091	7 021	7 058	6 988	7 018
Émises	35	70	14	149	110
Achetées aux fins d'annulation	–	–	(49)	(11)	(105)
Solde à la fin	7 126	7 091	7 023	7 126	7 023
Capital d'apport additionnel					
Solde au début	242	210	140	169	85
Renonciation aux droits à la plus-value des actions, déduction faite des impôts connexes	–	(2)	–	(2)	(1)
Attributions de rémunération à base d'actions	13	12	15	12	42
Montants reclassés	–	–	–	–	34
Incidence initiale de l'adoption de la NOC-15, <i>Consolidation des entités à détenteurs de droits variables</i>	–	–	–	54	–
Autres	(1)	22	12	21	7
Solde à la fin	254	242	167	254	167
Bénéfices non répartis					
Solde au début	13 173	12 628	11 953	12 065	11 333
Bénéfice net	979	907	743	2 865	2 289
Dividendes sur actions privilégiées	(11)	(12)	(9)	(31)	(24)
Dividendes sur actions ordinaires	(393)	(353)	(336)	(1 098)	(970)
Prime versée sur les actions ordinaires achetées aux fins d'annulation	–	–	(223)	(53)	(498)
Frais d'émission, déduction faite des impôts connexes	–	3	–	–	–
Incidence cumulative de l'adoption de la NOC-17, <i>Contrats de dépôts indexés sur actions</i> , déduction faite des impôts connexes	–	–	–	–	(2)
Solde à la fin	13 748	13 173	12 128	13 748	12 128
Actions de trésorerie					
Solde au début	(227)	(312)	(257)	(294)	–
Montants reclassés	–	–	–	–	(304)
Ventes nettes (achats nets)	12	85	(27)	133	20
Incidence initiale de l'adoption de la NOC-15, <i>Consolidation des entités à détenteurs de droits variables</i>	–	–	–	(54)	–
Solde à la fin	(215)	(227)	(284)	(215)	(284)
Écart de conversion, déduction faite des impôts connexes					
Solde au début	(1 305)	(1 426)	(570)	(1 556)	(893)
Variation des gains et des pertes de change non réalisés	(713)	325	(586)	31	302
Incidence de la couverture des gains et des pertes de change non réalisés	515	(204)	314	22	(251)
Solde à la fin	(1 503)	(1 305)	(842)	(1 503)	(842)
Capitaux propres à la fin	20 242 \$	19 806 \$	18 724 \$	20 242 \$	18 724 \$

(1) Chiffres retraités par suite de la redéfinition des passifs et des capitaux propres. Se reporter à la note 1.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE (non vérifié)

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le			Pour la période de neuf mois terminée le	
	31 juillet 2005	30 avril 2005	31 juillet 2004 (1)	31 juillet 2005	31 juillet 2004 (1)
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation					
Bénéfice net lié aux activités poursuivies	1 001 \$	916 \$	771 \$	2 894 \$	2 336 \$
Ajustements visant à déterminer les flux de trésorerie nets (affectés aux) provenant des activités d'exploitation					
Dotation à la provision pour pertes sur créances	128	116	125	352	249
Amortissement	104	104	100	311	285
Charges liées au réaligement de l'entreprise	—	(5)	—	(3)	—
Paievements liés au réaligement de l'entreprise	(20)	(30)	—	(64)	—
Impôts reportés	(62)	(122)	(42)	(195)	(79)
Amortissement des autres actifs incorporels	16	16	16	51	53
Réduction de valeur de frais d'émission reportés	—	—	—	—	25
Gain à la vente de locaux et de matériel	(6)	(5)	(9)	(15)	(45)
Gain sur la titrisation de prêts	(15)	(9)	6	(72)	(20)
Perte liée au placement dans certaines sociétés affiliées	—	—	—	—	9
Gain à la vente de titres du compte de placement	(59)	(23)	(31)	(103)	(49)
Variation de l'actif et du passif d'exploitation					
Sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance	54	132	(368)	643	(112)
Variation nette des intérêts courus à recevoir et à payer	(76)	—	89	(159)	(107)
Impôts exigibles	336	(201)	380	(57)	(1 134)
Actifs se rapportant aux produits dérivés	(2 262)	487	4 053	220	5 389
Passifs se rapportant aux produits dérivés	1 162	(19)	(4 667)	190	(4 930)
Titres du compte de négociation	(15 737)	(2 560)	1 104	(28 223)	(3 545)
Variation nette des montants à payer ou à recevoir de courtiers	(615)	75	(516)	244	(84)
Autres	1 150	2 206	2 853	1 226	4 430
Flux de trésorerie nets (affectés aux) provenant des activités d'exploitation liées aux activités poursuivies	(14 901)	1 078	3 864	(22 760)	2 671
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'exploitation liées aux activités abandonnées	11	(16)	28	23	179
Flux de trésorerie nets (affectés aux) provenant des activités d'exploitation	(14 890)	1 062	3 892	(22 737)	2 850
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement					
Variation des dépôts productifs d'intérêts à des banques	567	(229)	(2 028)	(209)	(3 392)
Variation des prêts, déduction faite de la titrisation de prêts	(8 355)	(4 800)	(5 812)	(19 423)	(13 536)
Produit tiré de la titrisation de prêts	637	1 381	887	3 315	2 785
Produit tiré de la vente de titres du compte de placement	1 130	11 582	4 128	21 925	13 031
Produit tiré de l'arrivée à échéance de titres du compte de placement	2 829	4 630	7 163	13 091	21 355
Acquisition de titres du compte de placement	(4 200)	(15 446)	(11 626)	(31 837)	(35 732)
Variation des titres de substitut de prêt	—	—	3	26	24
Acquisitions nettes de locaux et de matériel	(72)	(90)	(74)	(295)	(339)
Variation des biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	(1 456)	(7 392)	1 465	1 375	(3 139)
Flux de trésorerie nets (affectés à) provenant de l'acquisition de filiales	—	—	(9)	—	438
Flux de trésorerie nets affectés aux activités d'investissement liées aux activités poursuivies	(8 920)	(10 364)	(5 903)	(12 032)	(18 505)
Flux de trésorerie nets provenant des activités d'investissement liées aux activités abandonnées	2	142	809	768	538
Flux de trésorerie nets affectés aux activités d'investissement	(8 918)	(10 222)	(5 094)	(11 264)	(17 967)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement					
Variation des dépôts	20 924	3 472	5 907	32 557	18 347
Émission de débentures subordonnées	800	—	600	800	3 100
Remboursement de débentures subordonnées	(16)	(69)	(524)	(85)	(841)
Émission d'actions privilégiées	—	—	—	300	—
Frais d'émission	—	—	—	(3)	—
Émission d'actions ordinaires	33	64	13	138	103
Actions ordinaires achetées aux fins d'annulation	—	—	(272)	(64)	(603)
Ventes nettes d'actions de trésorerie	11	109	(27)	126	20
Dividendes versés	(365)	(360)	(344)	(1 065)	(955)
Dividendes/distributions versés par les filiales aux actionnaires sans contrôle	(4)	(2)	(1)	(7)	(5)
Variation des engagements afférents aux biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	1 426	2 770	(5 934)	(5 475)	(1 966)
Variation des engagements afférents à des titres vendus à découvert	2 021	3 327	4 139	9 197	2 060
Variation des emprunts à court terme des filiales	175	(340)	(353)	(818)	(833)
Flux de trésorerie nets provenant des activités de financement liées aux activités poursuivies	25 005	8 971	3 204	35 601	18 427
Flux de trésorerie nets provenant des activités de financement	25 005	8 971	3 204	35 601	18 427
Incidence de la variation des taux de change sur l'encaisse et les montants à recevoir de banques	(46)	16	(11)	(24)	2
Variation nette de l'encaisse et des montants à recevoir de banques	1 151	(173)	1 991	1 576	3 312
Encaisse et montants à recevoir de banques au début	4 136	4 309	4 208	3 711	2 887
Encaisse et montants à recevoir de banques à la fin	5 287 \$	4 136 \$	6 199 \$	5 287 \$	6 199 \$
Présentation d'informations supplémentaires relatives aux flux de trésorerie					
Intérêts versés durant la période	2 587 \$	2 063 \$	1 537 \$	7 121 \$	5 162 \$
Impôts sur les bénéfices payés durant la période	324 \$	446 \$	138 \$	1 410 \$	2 046 \$

(1) Chiffres retraités par suite de la redéfinition des passifs et des capitaux propres. Se reporter à la note 1.

Notes complémentaires (non vérifié) (tous les montants des tableaux sont en millions de dollars canadiens, sauf les montants liés aux actions)

Ces états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada (PCGR du Canada) et en fonction des mêmes conventions et méthodes comptables que celles décrites dans les états financiers consolidés vérifiés de l'exercice terminé le 31 octobre 2004, à l'exception des renseignements ci-après. En vertu des PCGR du Canada, des renseignements supplémentaires sont exigés dans les états financiers annuels et, par conséquent, ces états financiers intermédiaires doivent être lus en parallèle avec les états financiers consolidés vérifiés et les notes complémentaires de l'exercice terminé le 31 octobre 2004 figurant aux pages 79A à 114A du rapport annuel 2004. Certains chiffres correspondants ont été reclassés afin que leur présentation soit conforme à celle de la période courante.

Note 1 : Principales conventions comptables

Consolidation des entités à détenteurs de droits variables

Le 1^{er} novembre 2004, nous avons adopté la note d'orientation concernant la comptabilité n° 15, intitulée *Consolidation des entités à détenteurs de droits variables* (NOC-15), publiée par l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA). La NOC-15 fournit des directives sur l'application des principes prévus par le chapitre 1590 du *Manuel de l'ICCA*, intitulé *Filiales*, à certaines entités définies comme des entités à détenteurs de droits variables (EDDV) et plus fréquemment appelées « entités ad hoc ». Aucune incidence importante sur notre bilan consolidé ou notre état consolidé des résultats n'a découlé de cette adoption.

Le tableau qui suit présente des renseignements sur les EDDV non consolidées dans lesquelles nous détenons des droits variables importants et les EDDV que nous consolidons en vertu de la NOC-15. En outre, nous avons procédé à la déconsolidation d'une fiducie de capital utilisée aux fins de l'émission d'un type innovateur de capital de première catégorie de 900 millions de dollars à compter du 1^{er} novembre 2004 par suite de l'adoption de la NOC-15. Pour les périodes antérieures présentées, ce montant de 900 millions de dollars est reflété à titre de passif dans les titres de fiducie de capital conformément à l'application rétroactive de certaines révisions apportées au chapitre 3860 du *Manuel de l'ICCA*, intitulé *Instruments financiers – Informations à fournir et présentation*, présentées dans le paragraphe intitulé « Passif et capitaux propres » de la présente note. Par suite de cette déconsolidation, le billet de dépôt de premier rang du même montant que nous avons émis à la fiducie de capital n'est plus considéré comme un billet intersociétés et est reflété au poste Dépôts de notre bilan consolidé depuis le 1^{er} novembre 2004. Les distributions du rendement de 13 millions de dollars et de 39 millions pour le trimestre et la période de neuf mois terminés le 31 juillet 2005, respectivement, (13 millions et 26 millions pour le trimestre et le semestre terminés le 30 avril 2005) à payer aux détenteurs de ces instruments ne sont plus incluses dans la part des actionnaires sans contrôle dans le bénéfice net des filiales. Un montant équivalent est plutôt constaté à titre de frais d'intérêt relatifs au billet de dépôt de premier rang. Ces instruments continuent d'être admissibles à titre de capital de première catégorie par suite d'un avis du Bureau du surintendant des institutions financières Canada (BSIF) qui cautionne ce traitement de manière rétroactive pour les instruments existants. Les fonds multicédants que nous administrons ont été restructurés en 2004 et nous ne les avons pas consolidés au moment de l'adoption de la NOC-15. Veuillez vous reporter aux pages 83A et 84A de notre rapport annuel 2004 pour de plus amples détails.

Passif et capitaux propres

Le 1^{er} novembre 2004, nous avons adopté les révisions du chapitre 3860 du *Manuel de l'ICCA*, intitulé *Instruments financiers – Informations à fournir et présentation*, avec retraitement rétroactif des périodes comparatives. Nous avons reclassé à titre de passifs, dans notre bilan consolidé, les instruments financiers qui seront réglés par un nombre variable de nos actions ordinaires au moment de la conversion par

Bilan consolidé

	31 juillet 2005	30 avril 2005	31 octobre 2004	31 juillet 2004
Augmentation des autres passifs	8 \$	34 \$	51 \$	13 \$
Augmentation des titres de fiducie de capital	1 392	1 400	2 300	2 290
Augmentation des passifs liés aux actions privilégiées	300	300	300	300
Diminution de la part des actionnaires sans contrôle dans les titres de fiducie de capital de filiales	1 400	1 434	2 351	2 303
Diminution des capitaux propres – actions privilégiées	300	300	300	300

État consolidé des résultats

	Pour le trimestre terminé le			Pour la période de neuf mois terminée le	
	31 juillet 2005	30 avril 2005	31 juillet 2004	31 juillet 2005	31 juillet 2004
Augmentation des frais d'intérêt	29 \$	29 \$	42 \$	86 \$	124 \$
Diminution de la part des actionnaires sans contrôle dans le bénéfice net des filiales	26	25	39	76	114
Diminution des dividendes sur actions privilégiées	3	4	3	10	10

Le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires et le bénéfice par action n'ont pas subi l'incidence de ces reclassements. Ces instruments continuent d'être admissibles à titre de capital de première catégorie en vertu d'un avis du BSIF qui cautionne ce traitement de manière rétroactive pour les instruments existants.

Comptabilisation à la date de transaction

Au cours du premier trimestre de 2004, par suite de la publication du chapitre 1100 du *Manuel de l'ICCA* intitulé *Principes comptables généralement reconnus*, nous avons modifié le mode de comptabilisation des valeurs mobilières, auparavant comptabilisées à la date de règlement, pour les comptabiliser à la date de transaction. Nous avons réexaminé cette décision au cours du quatrième trimestre de 2004 et avons décidé d'appliquer à notre bilan consolidé la comptabilisation à la date de règlement, comme nous l'avions fait avant le 1^{er} novembre 2003. Cette décision a été prise en partie par suite de la publication du deuxième exposé-sondage relatif

	Total de l'actif au 31 juillet 2005	Risque de perte maximal au 31 juillet 2005
EDDV dans lesquelles nous détenons des droits variables importants (1) :		
Fonds multicédants que nous administrons (2)	29 341 \$	29 586 \$
Fonds de tiers	2 590	856
Fonds de placement	2 427	451
EDDV de financement structuré	1 915	1 410
Obligations garanties par des créances	1 104	19
Autres	920	58
EDDV consolidées (3), (4) :		
Fonds de placement	1 314 \$	
EDDV de réorganisation	807	
EDDV de financement structuré	503	
Structures de rémunération	296	
Autres	518	

- Le risque de perte maximal découlant de nos droits variables importants détenus dans ces EDDV représente principalement les placements dans ces entités, les prêts et les concours de trésorerie qui leur ont été consentis ainsi que la juste valeur des produits dérivés conclus avec elles. Une tranche de 2 371 millions de dollars de ce risque est comptabilisée dans notre bilan consolidé au 31 juillet 2005 (2 842 millions au 30 avril 2005).
- Le total de l'actif représente le montant maximal des actifs qui pourraient devoir être acquis par les fonds en vertu d'engagements d'acquisition en cours au 31 juillet 2005. L'actif réel détenu par ces fonds au 31 juillet 2005 se chiffrait à 18 929 millions de dollars (21 731 millions au 30 avril 2005).
- Avant l'adoption de la NOC-15, nous consolidions en totalité ou proportionnellement la plupart de ces entités ayant des actifs de 1 552 millions de dollars au 31 juillet 2005 (1 699 millions au 30 avril 2005, montant révisé afin de refléter le droit de compensation entre un actif financier et un passif financier dans une de nos EDDV).
- Les actifs qui soutiennent les obligations de ces EDDV consolidées au 31 juillet 2005 sont les suivants : dépôts auprès de banques de 185 millions de dollars (148 millions au 30 avril 2005), valeurs mobilières de 2 408 millions (2 734 millions au 30 avril 2005), prêts de 375 millions (néant au 30 avril 2005, montant révisé afin de refléter le droit de compensation entre un actif financier et un passif financier dans une de nos EDDV) et autres actifs de 290 millions (246 millions au 30 avril 2005). Les structures de rémunération détiennent pour un montant de 180 millions de dollars de nos actions ordinaires au 31 juillet 2005 (180 millions au 30 avril 2005).

le détenteur, de même que les rendements en cours à payer. Les dividendes et les distributions du rendement sur ces instruments ont été reclassés dans les frais d'intérêt dans notre état consolidé des résultats. L'incidence de cette modification de convention comptable sur la période courante et les périodes antérieures est la suivante :

au chapitre 3855 du *Manuel de l'ICCA*, intitulé *Instruments financiers – constatation et mesure*, qui a été finalisé en janvier 2005 comme il est mentionné plus loin, et qui permet l'une ou l'autre des méthodes de comptabilisation. Les chiffres correspondants présentés dans ces états financiers pour le troisième trimestre de 2004 ont été retraités afin de refléter cette modification. L'adoption du mode de comptabilisation à la date de règlement a entraîné la diminution des valeurs mobilières de 199 millions de dollars, la diminution des autres actifs de 7 278 millions et la diminution des autres passifs de 7 477 millions au 31 juillet 2004.

Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

Le 1^{er} novembre 2004, nous avons adopté le chapitre 3110 du *Manuel de l'ICCA*, intitulé *Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations*. Cette norme exige qu'un passif, ainsi qu'un actif correspondant, au titre d'une obligation liée à la mise hors service d'un actif à long terme soit constaté à sa juste valeur au cours de la période où il est engagé et où il peut faire l'objet d'une estimation raisonnable. L'augmentation de l'actif à long terme connexe est amortie sur la durée de vie utile résiduelle de l'actif. L'adoption de cette norme n'a pas eu d'incidence importante sur notre bilan consolidé ni sur notre état consolidé des résultats.

Modification de la présentation des états financiers

Au cours du trimestre, nous avons reclassé des charges liées aux dividendes reçus sur les titres empruntés, auparavant classées au poste Revenus autres que d'intérêt – Revenus tirés des activités de négociation, dans le poste Frais d'intérêt – Autres passifs, afin de mieux refléter la nature de cet élément. L'incidence de ce reclassement sur les périodes antérieures s'est traduite par une augmentation correspondante des Frais d'intérêt – Autres passifs et des Revenus autres que d'intérêt – Revenus tirés des activités de négociation. Pour les trimestres terminés le 31 juillet 2005, le 30 avril 2005 et le 31 juillet 2004, des montants de 40 millions de dollars, de 113 millions et de 20 millions, respectivement, ont été reclassés. Pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2005, un montant de 186 millions de dollars a été reclassé et pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2004, ce montant s'est établi à 20 millions.

Modifications comptables futures**Instruments financiers**

Le 27 janvier 2005, l'ICCA a publié trois nouvelles normes comptables : le chapitre 1530, intitulé *Résultat étendu*, le chapitre 3855, intitulé *Instruments financiers – Comptabilisation et évaluation*, et le chapitre 3865, intitulé *Couvertures*. Ces normes entreront en vigueur pour nous le 1^{er} novembre 2006. L'incidence de ces nouvelles normes sur nos états financiers ne peut être établie en ce moment et sera tributaire de nos positions en cours et de leur juste valeur au moment de la transition.

Résultat étendu

Par suite de l'adoption de ces normes, une nouvelle rubrique, Autres éléments du résultat étendu cumulés, sera ajoutée aux capitaux propres dans le bilan consolidé. Les principales composantes de cette rubrique comprendront les gains et pertes sur les actifs financiers susceptibles de vente, les montants non réalisés liés à la conversion des devises, déduction faite des opérations de couverture, découlant des établissements étrangers autonomes et la variation de la tranche efficace des instruments de couverture des flux de trésorerie.

Instruments financiers – Comptabilisation et évaluation

En vertu de la nouvelle norme, tous les instruments financiers seront classés dans l'une ou l'autre des catégories suivantes : Placements détenus jusqu'à l'échéance, Prêts et créances, Instruments détenus à des fins de négociation ou Actifs financiers susceptibles de vente. Les actifs et passifs financiers détenus à des fins de négociation seront évalués à leur juste valeur et les gains et pertes seront comptabilisés dans le bénéfice net. Les actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance, les prêts et créances et les passifs financiers autres que ceux détenus à des fins de négociation seront évalués au coût non amorti. Les instruments susceptibles de vente seront évalués à leur juste valeur et les gains et pertes, comptabilisés dans les autres éléments du résultat étendu. La norme permet aussi le classement dans les instruments détenus à des fins de négociation pour tout instrument financier au moment de sa constatation initiale.

Couvertures

Les couvertures de la juste valeur, les couvertures des flux de trésorerie et les couvertures d'un investissement net dans un établissement étranger sont traitées dans le nouveau chapitre portant sur les couvertures. Dans une relation de couverture de la juste valeur, la valeur comptable de l'élément couvert est ajustée selon les gains ou les pertes attribuables au risque couvert et inscrite dans le revenu net. Cette variation de la juste valeur de l'élément couvert, dans la mesure où la relation de couverture est efficace, est contrebalancée par la variation de la juste valeur du dérivé. Dans une relation de couverture des flux de trésorerie, la tranche efficace de la variation de la juste valeur du dérivé de couverture sera comptabilisée dans les autres éléments du résultat étendu. La tranche inefficace sera comptabilisée dans le bénéfice net. Les montants comptabilisés dans les autres éléments du résultat étendu cumulés seront reclassés dans le bénéfice net

Note 3 : Activités abandonnées

Par suite de l'examen stratégique de nos activités aux États-Unis plus tôt au cours du présent exercice, nous avons établi que RBC Mortgage Company (la « société ») ne constitue plus une entreprise principale qui fournira un apport positif à nos activités américaines. Le 27 mai 2005, nous avons signé une convention d'acquisition et de prise en charge avec New Century Mortgage Corporation et Home123 Corporation (Home123) en vertu de laquelle Home123 fera l'acquisition de certains des actifs de la société, y compris ses succursales, et embauchera la presque totalité de ses employés. La clôture de l'opération est prévue pour le 31 août 2005, sous réserve des modalités habituelles de clôture et des approbations des organismes de réglementation. En vertu des modalités de l'entente, nous devons exploiter la société selon le cours normal de ses activités afin de préserver la valeur de l'actif et des relations d'affaires avec la clientèle et les employés. La valeur comptable de l'actif net visé par cette opération, au 31 juillet 2005, s'établissait à environ 11 millions de dollars (9 millions de dollars US). Également, la société procède

au cours des périodes où le bénéfice net subira l'incidence de la variation des flux de trésorerie de l'élément couvert. Dans le cas de la couverture d'un investissement net à l'étranger, les gains et pertes de change des instruments de couverture seront comptabilisés dans les autres éléments du résultat étendu.

Note 2 : Charges liées au réaligement de l'entreprise

Au cours du trimestre, nous avons poursuivi la mise en œuvre des mesures de réduction des coûts approuvées par le Conseil d'administration le 9 septembre 2004 relativement au réaligement de notre entreprise. Nous prévoyons que la plupart de ces mesures ayant trait au réaligement seront finalisées au cours de l'exercice 2005 bien que les paiements de protection du revenu aux employés licenciés et certaines obligations liées à des baux comportent une échéance plus éloignée. Les modifications apportées aux charges liées aux employés et aux locaux ainsi qu'aux autres charges depuis le 30 avril 2005 sont présentées dans le tableau qui suit.

	Charges liées aux employés	Charges liées aux locaux	Autres charges	Total des charges
Solde au 30 avril 2005 – activités poursuivies	130 \$	– \$	1 \$	131 \$
Ajustements	–	–	–	–
Versements en espèces	(20)	–	–	(20)
Écart de conversion	(1)	–	–	(1)
Solde au 31 juillet 2005	109	–	1	110
Solde au 30 avril 2005 – activités abandonnées	1 \$	11 \$	– \$	12 \$
Ajustements	–	9	–	9
Versements en espèces	–	(4)	–	(4)
Solde au 31 juillet 2005	1	16	–	17
Total	110 \$	16 \$	1 \$	127 \$

Nos charges liées au réaligement de l'entreprise comprennent la juste valeur des obligations futures restantes en vertu de baux, déduction faite des revenus de sous-location prévus, relativement aux locaux que nous avons quittés mais dont nous demeurons le locataire. Nous avons aussi passé en charges les paiements relatifs à l'annulation de baux pour les locaux à l'égard desquels nous avons légalement mis fin à notre obligation en vertu des baux. La valeur comptable des actifs hors exploitation des locaux fermés a été incluse dans les charges liées aux locaux. Le total des charges liées au réaligement de l'entreprise pour chacun des secteurs est présenté à la note 12.

Au cours du trimestre terminé le 30 avril 2005, nous avons désigné RBC Mortgage Company à titre d'activité abandonnée (voir la note 3). Nous avons procédé à la fermeture de 16 de ses succursales au cours du trimestre (10 succursales au cours du trimestre terminé le 30 avril 2005) et nous avons comptabilisé un montant d'environ 6 millions de dollars relativement au siège social de Chicago que nous avons quitté au dernier trimestre mais que nous n'avons pas passé en charges puisque nous prévoyons que New Century Mortgage Corporation prendra ce montant en charge. La tranche résiduelle de 17 millions de dollars devant être payée au cours des périodes futures et qui ne sera pas prise en charge par New Century Mortgage Corporation est comptabilisée dans le bilan consolidé, au poste Passifs liés aux activités destinées à la vente.

Au 31 juillet 2005, les charges liées au réaligement de l'entreprise devant être payées au cours de périodes futures, excluant les charges ayant trait à RBC Mortgage Company, s'établissaient à 110 millions de dollars (131 millions au 30 avril 2005); ce montant est comptabilisé dans le bilan consolidé, au poste Autres passifs. Au cours du trimestre, nous avons engagé un montant d'environ 1 million de dollars relativement à des services de remplacement d'employés (2 millions pour le trimestre terminé le 30 avril 2005).

Environ 1 660 postes avaient initialement été ciblés pour suppression au 31 octobre 2004. Au dernier trimestre, nous avons ajusté ce nombre à 1 590, principalement pour refléter les employés de Liberty Insurance Services Corporation qui a été vendue à IBM Corporation (voir la note 4), pour lesquels le montant à payer a été contrepassé au premier trimestre. Au 31 juillet 2005, environ 1 235 employés avaient été licenciés.

actuellement à la cession des actifs et des obligations qui ne seront pas transférés à Home123 à la clôture.

Les résultats d'exploitation de la société, qui fait partie du secteur Particuliers et entreprises – États-Unis et International, ont été reclassés à titre d'activités abandonnées pour toutes les périodes présentées dans l'état consolidé des résultats. Les charges liées au réaligement de l'entreprise de la société ont aussi été reclassées dans les activités abandonnées et les résultats de la période courante comprennent une charge pour perte de valeur de l'écart d'acquisition de 4 millions de dollars expliquée à la note 5. L'actif et le passif de la société sont présentés distinctement au bilan consolidé dans le poste Actifs liés aux activités destinées à la vente et Passifs liés aux activités destinées à la vente, respectivement, et dans l'état consolidé des flux de trésorerie au poste Flux de trésorerie nets (affectés aux) provenant des activités abandonnées.

Le tableau qui suit présente un sommaire des résultats d'exploitation de la société :

	Pour le trimestre terminé le			Pour la période de neuf mois terminée le	
	31 juillet 2005	30 avril 2005	31 juillet 2004	31 juillet 2005	31 juillet 2004
Revenu net d'intérêt	6 \$	7 \$	32 \$	25 \$	76 \$
Revenus autres que d'intérêt	40	38	(10)	121	47
Total des revenus	46	45	22	146	123
Frais autres que d'intérêt	64	57	68	174	198
Charges liées au réalignement de l'entreprise	9	2	–	11	–
Charge pour perte de valeur de l'écart d'acquisition	4	–	–	4	–
Perte nette avant impôts	(31)	(14)	(46)	(43)	(75)
Perte nette liée aux activités abandonnées	(22)\$	(9)\$	(28)\$	(29)\$	(47)\$

Les principales catégories d'actif et de passif liés aux activités de la société destinées à la vente sont les suivantes :

Actif

	31 juillet 2005	30 avril 2005	31 octobre 2004	31 juillet 2004
Prêts hypothécaires résidentiels	1 402 \$	1 401 \$	2 172 \$	2 484 \$
Locaux et matériel	15	19	18	20
Autres actifs	208	237	267	421
Total de l'actif lié aux activités destinées à la vente	1 625 \$	1 657 \$	2 457 \$	2 925 \$

Passif

	31 juillet 2005	30 avril 2005	31 octobre 2004	31 juillet 2004
Total du passif lié aux activités destinées à la vente	50 \$	47 \$	62 \$	51 \$

Les prêts hypothécaires de la société destinés à la vente sont financés au moyen de facilités de crédit fournies par d'autres entités de RBC Groupe Financier. Ce financement interne n'est pas inclus dans le passif présenté plus haut.

Note 4 : Cession

Le 31 décembre 2004, nous avons finalisé la vente de notre filiale, Liberty Insurance Services Corporation, à IBM Corporation contre espèces. Le gain sur la vente a été présenté dans le secteur Particuliers et entreprises – Canada.

Note 5 : Écart d'acquisition

Le réalignement d'entreprise qui a pris effet le 1^{er} novembre 2004, comme il est mentionné à la note 12, a entraîné le réalignement de certaines unités d'exploitation et, par conséquent, nous avons dû procéder à la réattribution de notre écart d'acquisition aux nouvelles unités d'exploitation. Puisque toutes nos unités, y compris RBC Dain Rauscher Corporation et RBC Centura Bank, étaient réputées être intégrées dans le cadre de l'application des PCGR, la totalité de l'écart d'acquisition a été réattribuée à l'aide de la méthode fondée sur la juste valeur relative.

Relativement à notre décision de mettre fin aux activités de RBC Mortgage Company, nous avons procédé à un test de dépréciation de l'écart d'acquisition connexe à l'aide d'une méthode fondée sur l'actualisation des flux de trésorerie et nous avons conclu que l'écart d'acquisition avait subi une perte de valeur d'environ 4 millions de dollars. Cette charge a été comptabilisée dans la perte nette liée aux activités abandonnées pour la période courante.

Note 6 : Titrisations

Activités de titrisation pour le trimestre terminé le

	31 juillet 2005 (1)		30 avril 2005		31 juillet 2004 (4)	
	Prêts hypothécaires résidentiels (2)	Prêts sur cartes de crédit (3)	Prêts hypothécaires commerciaux	Prêts hypothécaires résidentiels (2)	Prêts hypothécaires commerciaux	Prêts hypothécaires résidentiels (2)
Prêts titrisés et vendus	641 \$	1 200 \$	176 \$	– \$	111 \$	799 \$
Produit net en espèces reçu	637	600	181	–	112	775
Titres adossés à des créances mobilières acquis	–	596	–	–	–	–
Droits conservés relatifs aux intérêts futurs excédentaires	19	8	–	–	–	17
Gain (perte) à la vente avant impôts	15	4	5	–	1	(7)
Titres créés et conservés comme des titres du compte de placement	398	–	–	1 008	–	280

Activités de titrisation pour la période de neuf mois terminée le

	31 juillet 2005			31 juillet 2004 (4)	
	Prêts sur cartes de crédit (3)	Prêts hypothécaires commerciaux	Prêts hypothécaires résidentiels (2)	Prêts hypothécaires commerciaux	Prêts hypothécaires résidentiels (2)
Prêts titrisés et vendus	1 200 \$	176 \$	1 941 \$	244 \$	2 574 \$
Produit net en espèces reçu	600	181	1 934	247	2 538
Titres adossés à des créances mobilières acquis	596	–	–	–	–
Droits conservés relatifs aux intérêts futurs excédentaires	8	–	70	–	66
Gain à la vente avant impôts	4	5	63	3	30
Titres créés et conservés comme des titres du compte de placement	–	–	1 953	–	1 377

Les hypothèses clés utilisées pour déterminer la valeur des droits conservés à la date de titrisation pour les activités du trimestre terminé le 31 juillet 2005 s'établissent comme suit. Tous les taux sont annualisés.

	Prêts hypothécaires résidentiels	
	Taux variables	Taux fixes
Taux de remboursement anticipé	10,00 %	12,00 %
Marge excédentaire, déduction faite des pertes sur créances	0,27	1,38
Pertes sur créances prévues	s.o.	s.o.
Taux d'actualisation	3,50	3,50

- (1) Nous n'avons titrisé aucun prêt hypothécaire commercial ni aucun prêt sur carte de crédit au cours de la période courante.
- (2) Tous les prêts hypothécaires résidentiels titrisés sont garantis par le gouvernement.
- (3) En ce qui a trait à la titrisation de prêts sur cartes de crédit au cours du trimestre terminé le 30 avril 2005 et de la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2005, le produit net en espèces reçu représente un produit brut en espèces de 1,2 milliard de dollars, moins les fonds affectés à l'acquisition de billets émis par la fiducie d'une valeur en capital de 600 millions.
- (4) Nous n'avons titrisé aucun prêt sur carte de crédit au cours du trimestre ou de la période de neuf mois terminés le 31 juillet 2004.

Note 7 : Rémunération à base d'actions

Nous avons adopté prospectivement la méthode de la juste valeur recommandée par le chapitre 3870 du *Manuel de l'ICCA, Rémunérations et autres paiements à base d'actions*, eu égard aux nouvelles attributions octroyées après le 1^{er} novembre 2002. Le tableau suivant présente l'information pro forma qui reflète l'incidence de la méthode de la juste valeur sur les attributions octroyées avant le 1^{er} novembre 2002 :

Bénéfice net et bénéfice par action pro forma

	Pour le trimestre terminé le			Pour la période de neuf mois terminée le	
	31 juillet	30 avril	31 juillet	31 juillet	31 juillet
	2005	2005	2004	2005	2004
Tel que déclaré :					
Bénéfice net lié aux activités poursuivies (1)	1 001 \$	916 \$	771 \$	2 894 \$	2 336 \$
Bénéfice net (1)	979	907	743	2 865	2 289
Bénéfice de base par action lié aux activités poursuivies	1,54	1,41	1,18	4,47	3,57
Bénéfice de base par action	1,51	1,40	1,14	4,42	3,50
Bénéfice dilué par action lié aux activités poursuivies	1,51	1,38	1,16	4,40	3,52
Bénéfice dilué par action	1,48	1,37	1,12	4,35	3,45
Pro forma :					
Bénéfice net lié aux activités poursuivies (1)	998 \$	913 \$	764 \$	2 883 \$	2 312 \$
Bénéfice net (1)	976	904	736	2 854	2 265
Bénéfice de base par action lié aux activités poursuivies	1,53	1,40	1,17	4,45	3,53
Bénéfice de base par action	1,50	1,39	1,13	4,40	3,46
Bénéfice dilué par action lié aux activités poursuivies	1,51	1,38	1,15	4,39	3,48
Bénéfice dilué par action	1,48	1,37	1,11	4,34	3,41

- (1) Le bénéfice net pour le trimestre et la période de neuf mois terminés le 31 juillet 2004 a été retraité par suite de la redéfinition des passifs et des capitaux propres. Se reporter à la note 1.

Note 8 : Prestations de retraite et autres avantages postérieurs au départ à la retraite

	Pour le trimestre terminé le			Pour la période de neuf mois terminée le	
	31 juillet	30 avril	31 juillet	31 juillet	31 juillet
	2005	2005	2004	2005	2004
Charge au titre des prestations constituées	81 \$	87 \$	83 \$	257 \$	251 \$
Charge au titre des autres avantages postérieurs au départ à la retraite	46 \$	47 \$	48 \$	139 \$	142 \$

Note 9 : Opérations importantes portant sur les capitaux propres

Le 20 juillet 2005, nous avons émis des titres secondaires de série 9 d'un montant de 300 millions de dollars portant intérêt à 3,70 % par année, payable semestriellement jusqu'au 24 juin 2010, et au taux des acceptations bancaires pour trois mois majoré de 1,00 % par la suite jusqu'à leur échéance le 24 juin 2015, payable trimestriellement. Le prix d'émission a été fixé à 99,552 \$ plus les intérêts courus pour un rendement jusqu'au 24 juin 2010 de 3,80 %.

Le 24 juin 2005, nous avons émis des titres secondaires de série 9 d'un montant de 500 millions de dollars portant intérêt à 3,70 % par année, payable semestriellement jusqu'au 24 juin 2010, et au taux des acceptations bancaires pour trois mois majoré de 1,00 % par la suite jusqu'à leur échéance le 24 juin 2015, payable trimestriellement. Le prix d'émission a été fixé à 99,982 \$ pour un rendement jusqu'au 24 juin 2010 de 3,704 %.

Le 20 juin 2005, nous avons annoncé le renouvellement de notre offre publique de rachat dans le cours normal de nos activités en vue de racheter, aux fins d'annulation, jusqu'à 10 millions de nos actions ordinaires par l'intermédiaire de la Bourse de Toronto. En vertu de cette offre, les achats peuvent être effectués pendant une période de un an, à compter du 24 juin 2005. En vertu de l'offre publique de rachat dans le cours normal de nos activités précédente qui est venue à échéance le 23 juin 2005, nous avons racheté 7 418 367 actions ordinaires à un prix moyen de 60,92 \$. Au cours du trimestre, nous n'avons racheté aucune action ordinaire (aucune pour le trimestre terminé le 30 avril 2005) en vertu des offres publiques de rachat dans le cours normal de nos activités précédente et actuelle.

Le 12 avril 2005, nous avons annoncé notre intention de rembourser la totalité de nos débetures subordonnées de 700 millions de dollars à 6,40 % à payer, échéant le 15 août 2010, contre la totalité de leur montant en capital plus les intérêts courus. Le remboursement aura lieu le 15 août 2005. Nous financerons le remboursement à même les fonds généraux de l'entreprise.

Le 22 mars 2005, nous avons annoncé que nous pourrions racheter, aux fins d'annulation, de temps à autre, une partie ou la totalité de nos débetures à taux variable de 250 millions de dollars à payer, échéant en 2083, et de nos débetures à taux variable de 300 millions de dollars US échéant en 2085. Le moment, le prix et les autres modalités seront déterminés à notre entière discrétion. Au cours du trimestre courant, nous avons racheté des débetures à taux variable de 13,5 millions de dollars US (17 millions de dollars) échéant en 2085. Au 31 juillet 2005, nous avons racheté des débetures à taux variable de 3,5 millions de dollars échéant en 2083 et des débetures à taux variable de 68 millions de dollars US (83 millions de dollars) échéant en 2085.

Le 31 janvier 2005, nous avons émis pour 300 millions de dollars d'actions privilégiées de premier rang à dividende non cumulatif de série W au prix de 25 \$ par action. Les détenteurs ont le droit de recevoir des dividendes trimestriels privilégiés non cumulatifs d'un montant de 0,30625 \$ par action, pour un rendement de 4,90 % par année. Sous réserve de l'approbation des organismes de réglementation, à compter du 24 février 2010, nous pourrions racheter ces actions en totalité ou en partie contre une prime dégressive. Ces actions seront en outre convertibles en actions ordinaires de la Banque Royale à notre gré à compter du 24 février 2010 contre 95 % du cours moyen pondéré de nos actions ordinaires.

Note 10 : Bénéfice par action

	Pour le trimestre terminé le			Pour la période de neuf mois terminée le	
	31 juillet 2005	30 avril 2005	31 juillet 2004	31 juillet 2005	31 juillet 2004
Bénéfice de base par action					
Bénéfice net lié aux activités poursuivies (1)	1 001 \$	916 \$	771 \$	2 894 \$	2 336 \$
Perte nette liée aux activités abandonnées (2)	(22)	(9)	(28)	(29)	(47)
Bénéfice net	979	907	743	2 865	2 289
Dividendes sur actions privilégiées	(11)	(12)	(9)	(31)	(24)
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	968 \$	895 \$	734 \$	2 834 \$	2 265 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires (en milliers)	643 102	640 842	646 019	640 874	647 545
Bénéfice (perte) de base par action					
Activités poursuivies	1,54 \$	1,41 \$	1,18 \$	4,47 \$	3,57 \$
Activités abandonnées	(0,03)	(0,01)	(0,04)	(0,05)	(0,07)
Total	1,51 \$	1,40 \$	1,14 \$	4,42 \$	3,50 \$
Bénéfice dilué par action					
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	968 \$	895 \$	734 \$	2 834 \$	2 265 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires (en milliers)	643 102	640 842	646 019	640 874	647 545
Options sur actions (3)	7 093	6 793	5 418	6 676	6 258
Actions pouvant être émises en vertu d'autres régimes de rémunération à base d'actions	2 828	4 165	2 838	3 972	2 927
Nombre moyen d'actions ordinaires, après dilution (en milliers)	653 023	651 800	654 275	651 522	656 730
Bénéfice (perte) dilué(e) par action					
Activités poursuivies	1,51 \$	1,38 \$	1,16 \$	4,40 \$	3,52 \$
Activités abandonnées	(0,03)	(0,01)	(0,04)	(0,05)	(0,07)
Total	1,48 \$	1,37 \$	1,12 \$	4,35 \$	3,45 \$

(1) Le bénéfice net lié aux activités poursuivies pour le trimestre et la période de neuf mois terminés le 31 juillet 2004 a été retraité par suite de la redéfinition des passifs et des capitaux propres.

Se reporter à la note 1.

(2) Se reporter à la note 3.

(3) L'incidence de la dilution liée aux options sur actions a été établie au moyen de la méthode du rachat d'actions. Cette méthode permet de calculer le nombre supplémentaire d'actions i) en présumant que les options sur actions en cours sont levées puis ii) en déduisant le nombre présumé d'actions qui seraient rachetées au moyen du produit de l'émission et compte tenu du cours moyen du marché de nos actions ordinaires pour la période. Pour les trimestres terminés le 31 juillet 2005 et le 30 avril 2005 et la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2005, il n'y avait aucun nombre moyen d'options en cours dont le prix de levée excédait le cours moyen du marché de nos actions ordinaires. Pour le trimestre et la période de neuf mois terminés le 31 juillet 2004, le calcul du bénéfice dilué par action exclut un nombre moyen de 1 183 192 options en cours ayant un prix de levée de 62,63 \$, car le prix de levée de ces options excédait le cours moyen du marché de nos actions ordinaires.

Note 11 : Garanties et éventualités

Garanties

Dans le cours normal de nos activités, nous concluons de nombreuses ententes qui peuvent comporter des éléments répondant à la définition de « garantie » aux termes de la note d'orientation concernant la comptabilité n° 14 de l'ICCA, intitulée *Garanties* (NOC-14).

Au cours du trimestre terminé le 31 janvier 2005, nous avons procédé à la réévaluation de nos opérations de prêt de titres et nous avons conclu que certaines ententes de prêt de titres prévoyant une indemnité à l'égard du prêteur de titres répondaient à la définition d'une garantie aux termes de la NOC-14. Dans les opérations de prêt de titres, nous agissons à titre de mandataire pour le détenteur d'une valeur mobilière qui accepte de prêter la valeur mobilière à un emprunteur moyennant une commission en vertu des modalités d'un contrat préétabli. L'emprunteur doit, en tout temps, nantir intégralement le prêt de titres. Dans le cadre de ces activités de garde, une garantie d'indemnisation peut être fournie aux clients prêteurs de titres qui vise à assurer que la juste valeur des titres prêtés sera remboursée dans le cas où l'emprunteur ne retournerait pas les titres empruntés et où la valeur du nantissement ne suffirait pas à couvrir la juste valeur de ces titres. Ces garanties d'indemnisation arrivent habituellement à échéance sans avoir été utilisées. Le montant maximal potentiel des paiements futurs correspond au montant contractuel compte non tenu de la possibilité d'un recouvrement au moyen de la réalisation du nantissement; par conséquent, le montant contractuel n'est pas une indication des exigences en espèces futures. Les échéances de ces garanties d'indemnisation varient puisque les titres prêtés comportent un droit de retour sur demande.

Le tableau qui suit résume les garanties importantes que nous avons accordées à des tiers au 31 juillet 2005. Le montant maximal potentiel des paiements futurs représente le risque de perte maximal en cas de défaut complet des parties aux garanties, compte non tenu des recouvrements possibles qui pourraient être effectués en vertu de dispositions de recours ou de polices d'assurance, ou en raison de biens détenus ou reçus en gage.

	Montant maximal potentiel des paiements futurs
Facilités de garantie de liquidités	29 556 \$
Prêts de titres	28 086
Dérivés de crédit et options vendues (1)	26 865
Lettres de crédit de soutien financier/garanties d'exécution	13 639
Produits à valeur stable (1)	12 800
Rehaussements de crédit	3 423
Prêts hypothécaires vendus avec garantie (2)	350

(1) Le montant théorique d'un contrat correspond approximativement au montant maximal potentiel des paiements futurs.

(2) Un montant d'environ 185 millions de dollars a trait aux activités abandonnées. Voir la note 3.

La juste valeur des dérivés de crédit et des options vendues au 31 juillet 2005 était de 359 millions de dollars et ce montant était inclus dans le poste Autres – Montants se rapportant aux produits dérivés, dans notre bilan consolidé (339 millions au 30 avril 2005, 109 millions au 31 octobre 2004 et 211 millions au 31 juillet 2004).

Veillez vous reporter à la note 20 de notre rapport annuel 2004 pour de plus amples renseignements relatifs aux garanties susmentionnées et pour une description de nos obligations relatives à certaines ententes d'indemnisation.

Litige lié à Enron

Le 27 juillet 2005, la Banque Royale du Canada a conclu un accord sur le règlement de sa part de la poursuite « MegaClaims » intentée par Enron Corp. (Enron) devant le tribunal de district des États-Unis, district sud de New York, contre la Banque Royale du Canada et un certain nombre d'autres institutions financières. En vertu de cet accord, la Banque Royale du Canada versera à Enron la somme de 31 millions de dollars (25 millions de dollars US) en espèces afin de régler les réclamations faites par Enron contre la Banque et certaines entités apparentées. Enron reconnaît également des demandes présentées par la Banque contre les biens en faillite d'Enron d'un montant de 140 millions de dollars (114 millions de dollars US), y compris une réclamation de 61 millions de dollars (50 millions de dollars US) antérieurement transférée par la Banque et faisant l'objet d'une procédure distincte devant la Bankruptcy Court, en contrepartie d'un paiement en espèces à Enron d'un montant de 29 millions de dollars (24 millions de dollars US). L'accord, qui est assujéti à la signature des documents de règlement finaux et à l'approbation de la Bankruptcy Court, règle toutes les réclamations entre la Banque et Enron relativement à l'affaire de la faillite d'Enron. Le paiement de 31 millions de dollars a été comptabilisé à titre de charge dans la période courante. Le montant de 29 millions de dollars a été comptabilisé à titre de charge reportée et sera imputé au produit de la cession de la réclamation de 79 millions de dollars (64 millions de dollars US).

Une catégorie d'acquéreurs présumés de titres de participation et d'emprunt d'Enron émis dans le public entre le 9 janvier 1999 et le 27 novembre 2001 ont nommé la Banque Royale du Canada et certaines entités apparentées à titre de défenderesses dans le cadre d'une poursuite intitulée *Regents of the University of California v. Royal Bank of Canada* devant le tribunal de district des États-Unis, district sud du Texas (division de Houston). Ce litige a été fusionné avec la poursuite principale intitulée *Newby v. Enron Corp.*, soit le recours collectif consolidé principal présumé des actionnaires d'Enron, dans le cadre duquel des réclamations similaires ont été faites contre de nombreuses autres institutions financières, des cabinets d'avocats, des cabinets d'experts-comptables et certains cadres et administrateurs actuels et anciens d'Enron. En outre, la Banque Royale du Canada et certaines entités apparentées ont été nommées à titre de défenderesses dans le cadre de six poursuites liées à Enron qui ont été intentées devant divers tribunaux des États-Unis et dans le cadre desquelles des réclamations similaires ont été faites par des acquéreurs de titres d'Enron. La Banque Royale du Canada est aussi défenderesse mise en cause dans le cadre d'une poursuite intentée par le cabinet d'experts-comptables

d'Enron, Arthur Andersen LLP, qui a fait des réclamations à de nombreuses parties mises en cause afin d'obtenir un recours contre elles dans le cas où la responsabilité d'Arthur Andersen LLP à l'égard des demanderesse serait établie dans le cadre de cette poursuite.

Nous surveillons le déroulement de ces poursuites sur une base continue et nous exercerons notre meilleur jugement afin de les régler dans ce que nous déterminerons être notre intérêt. Dans chacune de ces affaires, nous nous défendrons vigoureusement. Comme pour tout litige, il existe des incertitudes importantes quant à la durée et à l'issue. Ces incertitudes sont accrues en raison du grand nombre de poursuites et des nombreuses défenderesses nommées dans plusieurs d'entre elles, des questions inédites soulevées, du contexte judiciaire actuel difficile ainsi que des règlements récemment rendus publics par certaines parties défenderesses. Il est donc impossible de déterminer l'issue ultime de ces poursuites, le moment de

leur règlement et notre exposition au risque. Par conséquent, aucune provision pour perte n'a été inscrite dans les présents états financiers consolidés intermédiaires ni dans ceux d'une période antérieure. Nous croyons que la résolution définitive de ces poursuites et d'autres procédures, qui ne devrait pas avoir une incidence négative importante sur notre situation financière consolidée, pourrait avoir une incidence importante sur nos résultats d'exploitation de la période au cours de laquelle un règlement pourrait avoir lieu.

Autres

Nous faisons l'objet de diverses poursuites judiciaires qui contestent le bien-fondé de certaines de nos pratiques ou mesures. Nous jugeons que le montant global du passif éventuel lié à ces poursuites ne sera pas important eu égard à notre situation financière et à nos résultats d'exploitation.

Note 12 : Résultats par secteurs d'exploitation

Bénéfice trimestriel

	Particuliers et entreprises – Canada			Particuliers et entreprises – États-Unis et International			Marchés mondiaux des capitaux		
	T3/05	T2/05	T3/04	T3/05	T2/05	T3/04	T3/05	T2/05	T3/04
Revenu net d'intérêt	1 383 \$	1 281 \$	1 221 \$	287 \$	274 \$	269 \$	45 \$	140 \$	206 \$
Revenus autres que d'intérêt	1 883	1 758	1 669	430	432	437	929	807	715
Total des revenus	3 266	3 039	2 890	717	706	706	974	947	921
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	143	158	108	18	15	22	(18)	(46)	3
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	681	622	575	–	–	–	–	–	–
Frais autres que d'intérêt	1 454	1 492	1 436	569	575	577	696	614	664
Charges liées au réalignement de l'entreprise	–	1	–	–	–	–	–	–	–
Charge d'impôts et part des actionnaires sans contrôle	300	235	246	49	30	26	47	93	67
Bénéfice net (perte nette) lié(e) aux activités poursuivies	688	531	525	81	86	81	249	286	187
Perte nette liée aux activités abandonnées	–	–	–	(22)	(9)	(28)	–	–	–
Bénéfice net (perte nette)	688 \$	531 \$	525 \$	59 \$	77 \$	53 \$	249 \$	286 \$	187 \$

	Services de soutien généraux			Total		
	T3/05	T2/05	T3/04	T3/05	T2/05	T3/04
Revenu net d'intérêt	(58)\$	(33)\$	(62)\$	1 657 \$	1 662 \$	1 634 \$
Revenus autres que d'intérêt	39	30	53	3 281	3 027	2 874
Total des revenus	(19)	(3)	(9)	4 938	4 689	4 508
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	(15)	(11)	(8)	128	116	125
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	–	–	–	681	622	575
Frais autres que d'intérêt	22	(17)	(2)	2 741	2 664	2 675
Charges liées au réalignement de l'entreprise	1	1	–	1	2	–
Charge d'impôts et part des actionnaires sans contrôle	(10)	11	23	386	369	362
Bénéfice net (perte nette) lié(e) aux activités poursuivies	(17)	13	(22)	1 001	916	771
Perte nette liée aux activités abandonnées	–	–	–	(22)	(9)	(28)
Bénéfice net (perte nette)	(17)\$	13 \$	(22)\$	979 \$	907 \$	743 \$

Bénéfice pour la période de neuf mois

	Particuliers et entreprises – Canada		Particuliers et entreprises – États-Unis et International		Marchés mondiaux des capitaux	
	2005	2004	2005	2004	2005	2004
Revenu net d'intérêt	3 950 \$	3 627 \$	826 \$	761 \$	361 \$	604 \$
Revenus autres que d'intérêt	5 349	4 691	1 294	1 356	2 620	2 266
Total des revenus	9 299	8 318	2 120	2 117	2 981	2 870
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	404	296	47	61	(66)	(80)
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	1 885	1 535	–	–	–	–
Frais autres que d'intérêt	4 361	4 142	1 690	1 782	2 010	2 169
Charges liées au réalignement de l'entreprise	1	–	–	–	–	–
Charge d'impôts et part des actionnaires sans contrôle	826	742	120	72	245	188
Bénéfice net (perte nette) lié(e) aux activités poursuivies	1 822	1 603	263	202	792	593
Perte nette liée aux activités abandonnées	–	–	(29)	(47)	–	–
Bénéfice net (perte nette)	1 822 \$	1 603 \$	234 \$	155 \$	792 \$	593 \$

	Services de soutien généraux		Total	
	2005	2004	2005	2004
Revenu net d'intérêt	(124)\$	(198)\$	5 013 \$	4 794 \$
Revenus autres que d'intérêt	124	125	9 387	8 438
Total des revenus	–	(73)	14 400	13 232
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	(33)	(28)	352	249
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	–	–	1 885	1 535
Frais autres que d'intérêt	(2)	6	8 059	8 099
Charges liées au réalignement de l'entreprise	4	–	5	–
Charge d'impôts et part des actionnaires sans contrôle	14	11	1 205	1 013
Bénéfice net (perte nette) lié(e) aux activités poursuivies	17	(62)	2 894	2 336
Perte nette liée aux activités abandonnées	–	–	(29)	(47)
Bénéfice net (perte nette)	17 \$	(62)\$	2 865 \$	2 289 \$

Avec prise d'effet le 1^{er} novembre 2004, nous avons procédé à la réorganisation de nos cinq secteurs d'exploitation précédents (RBC Banque, RBC Assurances, RBC Investissements, RBC Marchés des Capitaux et RBC Services Internationaux) en trois secteurs (Particuliers et entreprises – Canada, Particuliers et entreprises – États-Unis et International et Marchés mondiaux des capitaux). Le secteur Particuliers et entreprises – Canada comprend nos activités canadiennes de services bancaires et de placement et nos activités d'assurances à l'échelle mondiale. Le secteur Particuliers et entreprises – États-Unis et International comprend nos services bancaires et de courtage de détail aux États-Unis, les services bancaires dans les Antilles et les services de gestion privée à l'échelle internationale. Le secteur Marchés mondiaux des capitaux comprend les services bancaires pour les grandes entreprises et les clients commerciaux, les services de banque d'investissement, les services de garde de titres et le traitement des opérations. La division des titres à revenu fixe de RBC Dain Rauscher Corporation, qui était auparavant présentée dans RBC Investissements, est maintenant présentée dans le secteur Marchés mondiaux des capitaux. Toutes les autres activités ayant trait à l'entreprise qui ne sont pas attribuées à ces trois secteurs d'exploitation sont présentées dans un quatrième secteur, le secteur Services de soutien généraux. Les ajustements relatifs à la consolidation sont aussi inclus dans le secteur Services de soutien généraux. Les chiffres correspondants ont été retraités afin que leur présentation soit conforme à celle de notre nouvelle structure sectorielle.

Notre processus d'information de gestion comprend la mesure du rendement de nos secteurs d'exploitation fondée sur notre structure de gestion, et notre information peut ne pas être comparable à des renseignements semblables présentés par d'autres sociétés de services financiers. Nous utilisons un modèle d'information de gestion qui comprend des méthodologies pour l'établissement des prix de cession interne des fonds, l'attribution du capital économique et les transferts de coûts afin de mesurer les résultats des secteurs d'exploitation. Les revenus et les charges d'exploitation directement liés à un secteur d'exploitation sont inclus dans les résultats de ce secteur. L'établissement des prix de cession interne des fonds et des opérations entre les secteurs d'exploitation suit généralement les taux du marché. Les coûts et les frais indirects ainsi que le capital sont répartis entre les secteurs d'exploitation selon des méthodes de répartition basées sur le risque. Les méthodes d'attribution du capital comportent la formulation d'un certain nombre d'hypothèses et de jugements qui ont une incidence directe sur les autres mesures, comme le rendement des capitaux propres et le rendement du capital de risque. Nous avons révisé certaines méthodes avec prise d'effet le 1^{er} novembre 2004, parallèlement à notre nouveau modèle de présentation de l'information de gestion. Toutes les méthodes sont assujetties à un examen périodique afin d'assurer leur validité.

Note 13 : Rapprochement de l'application des principes comptables généralement reconnus du Canada et des États-Unis

Les états financiers consolidés ont été dressés conformément au paragraphe 308 de la *Loi sur les banques* (Canada), qui prévoit qu'à moins d'indication contraire du BSIF, les états financiers doivent être dressés selon les PCGR du Canada. Les différences importantes entre les PCGR du Canada et ceux des États-Unis sont quantifiées ci-après.

Bilan consolidé condensé

	Au 31 juillet 2005			Au 31 octobre 2004			Au 31 juillet 2004		
	PCGR du Canada	Différences	PCGR des États-Unis	PCGR du Canada	Différences	PCGR des États-Unis	PCGR du Canada	Différences	PCGR des États-Unis
Actif									
Encaisse et montants à recevoir de banques	5 287 \$	– \$	5 287 \$	3 711 \$	– \$	3 711 \$	6 199 \$	– \$	6 199 \$
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	6 476	(32)	6 444	6 267	16	6 283	5 339	26	5 365
Valeurs mobilières									
Titres du compte de négociation	117 545	1 196	118 741	89 322	(1 687)	87 635	90 902	(107)	90 795
Titres du compte de placement	37 462	(37 462)	–	38 923	(38 923)	–	45 376	(45 376)	–
Titres de substitut de prêt	675	(675)	–	701	(701)	–	301	(301)	–
Titres susceptibles de vente	–	38 439	38 439	–	39 861	39 861	–	45 673	45 673
	155 682	1 498	157 180	128 946	(1 450)	127 496	136 579	(111)	136 468
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	44 471	–	44 471	45 846	–	45 846	44 321	–	44 321
Prêts (déduction faite de la provision cumulative pour pertes sur prêts)	185 482	971	186 453	170 916	967	171 883	170 384	8 804	179 188
Autres									
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	7 005	–	7 005	6 184	–	6 184	6 499	–	6 499
Montants se rapportant aux produits dérivés	38 677	1 314	39 991	38 897	1 198	40 095	30 227	987	31 214
Locaux et matériel	1 722	(30)	1 692	1 738	(25)	1 713	1 738	(23)	1 715
Écart d'acquisition	4 278	45	4 323	4 280	47	4 327	4 610	45	4 655
Autres actifs incorporels	475	–	475	521	–	521	568	–	568
Montants à recouvrer au titre de la réassurance	–	1 208	1 208	–	1 701	1 701	–	1 756	1 756
Actif lié aux comptes distincts	–	110	110	–	120	120	–	122	122
Actifs liés aux activités destinées à la vente	1 625	(3)	1 622	2 457	(5)	2 452	2 925	–	2 925
Autres actifs	15 125	26 049	41 174	16 459	16 484	32 943	14 223	15 614	29 837
	68 907	28 693	97 600	70 536	19 520	90 056	60 790	18 501	79 291
	466 305 \$	31 130 \$	497 435 \$	426 222 \$	19 053 \$	445 275 \$	423 612 \$	27 220 \$	450 832 \$
Passifs et capitaux propres									
Dépôts	304 416 \$	84 \$	304 500 \$	270 959 \$	616 \$	271 575 \$	277 492 \$	607 \$	278 099 \$
Autres									
Acceptations	7 005	–	7 005	6 184	–	6 184	6 499	–	6 499
Engagements afférents aux titres vendus à découvert	34 202	(287)	33 915	25 005	(1 190)	23 815	24 915	146	25 061
Engagements afférents aux biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	20 998	–	20 998	26 473	–	26 473	22 530	–	22 530
Montants se rapportant aux produits dérivés	42 391	790	43 181	42 201	669	42 870	32 845	601	33 446
Sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance	6 914	2 602	9 516	6 271	3 081	9 352	6 258	3 073	9 331
Passif lié aux comptes distincts	–	110	110	–	120	120	–	122	122
Passifs liés aux activités destinées à la vente	50	–	50	62	–	62	51	–	51
Autres passifs	18 741	27 124	45 865	20 389	16 014	36 403	23 155	23 534	46 689
	130 301	30 339	160 640	126 585	18 694	145 279	116 253	27 476	143 729
Débitures subordonnées	8 839	450	9 289	8 116	406	8 522	8 440	290	8 730
Titres de fiducie de capital	1 392	(1 392)	–	2 300	(2 300)	–	2 290	(2 290)	–
Passif lié aux actions privilégiées	300	(300)	–	300	(300)	–	300	(300)	–
Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	815	1 400	2 215	58	1 466	1 524	113	1 456	1 569
Capitaux propres	20 242	549	20 791	17 904	471	18 375	18 724	(19)	18 705
	466 305 \$	31 130 \$	497 435 \$	426 222 \$	19 053 \$	445 275 \$	423 612 \$	27 220 \$	450 832 \$

État consolidé condensé des résultats

	Pour le trimestre terminé le			Pour la période de neuf mois terminée le	
	31 juillet	30 avril	31 juillet	31 juillet	31 juillet
	2005	2005	2004	2005	2004
Bénéfice net lié aux activités poursuivies selon les PCGR du Canada (1)	1 001 \$	916 \$	771 \$	2 894 \$	2 336 \$
Différences :					
Revenu net d'intérêt					
Produits dérivés et opérations de couverture	12	12	2	28	5
Entités à détenteurs de droits variables	–	–	2	–	(16)
Passif et capitaux propres	29	29	42	86	124
Revenus autres que d'intérêt					
Comptabilisation des activités d'assurance	(157)	(138)	(160)	(461)	(434)
Produits dérivés et opérations de couverture	10	(7)	23	7	33
Reclassement de valeurs mobilières	–	–	–	–	7
Entités à détenteurs de droits variables	–	–	(2)	–	–
Sociétés en commandite	(2)	(2)	5	(6)	(15)
Coentreprises	(39)	(48)	(40)	(124)	(107)
Autres	–	–	3	(4)	–
Dotation à la provision pour pertes sur créances					
Reclassement de valeurs mobilières	–	–	–	–	(1)
Coentreprises	1	17	–	18	–
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance					
Comptabilisation des activités d'assurance	155	144	145	533	416
Frais autres que d'intérêt					
Droits à la plus-value des actions	3	15	–	18	(5)
Comptabilisation des activités d'assurance	20	16	15	53	37
Coentreprises	27	29	31	85	84
Entités à détenteurs de droits variables	–	–	(15)	–	(25)
Charge d'impôts et variation nette de la charge d'impôts découlant des éléments ci-dessus	(4)	(12)	(2)	(39)	18
Part des actionnaires sans contrôle dans le bénéfice net des filiales					
Entités à détenteurs de droits variables	–	–	15	–	39
Passif et capitaux propres	(26)	(25)	(39)	(76)	(114)
Bénéfice net lié aux activités poursuivies selon les PCGR des États-Unis	1 030 \$	946 \$	796 \$	3 012 \$	2 382 \$
Perte nette liée aux activités abandonnées selon les PCGR du Canada	(22)\$	(9)\$	(28)\$	(29)\$	(47)\$
Écart – Autres éléments	–	(1)	–	2	–
Perte nette liée aux activités abandonnées selon les PCGR des États-Unis	(22)\$	(10)\$	(28)\$	(27)\$	(47)\$
Bénéfice net selon les PCGR des États-Unis	1 008 \$	936 \$	768 \$	2 985 \$	2 335 \$
Bénéfice de base par action (2)					
PCGR du Canada	1,51 \$	1,40 \$	1,14 \$	4,42 \$	3,50 \$
PCGR des États-Unis	1,54 \$	1,43 \$	1,17 \$	4,57 \$	3,55 \$
Bénéfice de base par action lié aux activités poursuivies					
PCGR du Canada	1,54 \$	1,41 \$	1,18 \$	4,47 \$	3,57 \$
PCGR des États-Unis	1,57 \$	1,45 \$	1,21 \$	4,61 \$	3,62 \$
Bénéfice de base par action lié aux activités abandonnées					
PCGR du Canada	(0,03)\$	(0,01)\$	(0,04)\$	(0,05)\$	(0,07)\$
PCGR des États-Unis	(0,03)\$	(0,02)\$	(0,04)\$	(0,04)\$	(0,07)\$
Bénéfice dilué par action (2)					
PCGR du Canada	1,48 \$	1,37 \$	1,12 \$	4,35 \$	3,45 \$
PCGR des États-Unis	1,52 \$	1,41 \$	1,15 \$	4,50 \$	3,49 \$
Bénéfice dilué par action lié aux activités poursuivies					
PCGR du Canada	1,51 \$	1,38 \$	1,16 \$	4,40 \$	3,52 \$
PCGR des États-Unis	1,55 \$	1,43 \$	1,19 \$	4,54 \$	3,56 \$
Bénéfice dilué par action lié aux activités abandonnées					
PCGR du Canada	(0,03)\$	(0,01)\$	(0,04)\$	(0,05)\$	(0,07)\$
PCGR des États-Unis	(0,03)\$	(0,02)\$	(0,04)\$	(0,04)\$	(0,07)\$

- (1) Le bénéfice net lié aux activités poursuivies en vertu des PCGR du Canada pour le trimestre et la période de neuf mois terminés le 31 juillet 2004 a été retraité par suite de la redéfinition du passif et des capitaux propres. Se reporter à la note 1.
- (2) Méthode des deux catégories pour le calcul du bénéfice par action : l'application des PCGR des États-Unis au calcul du bénéfice par action exige que nous reflétions certaines valeurs mobilières ou certains autres instruments ou contrats qui confèrent à leur détenteur un droit de participation dans les bénéfices non répartis lorsque ce droit est obligatoire et peut être déterminé de façon objective. L'incidence de ce calcul a réduit le bénéfice de base par action en vertu des PCGR des États-Unis de moins de un cent pour le trimestre terminé le 31 juillet 2005 et de deux cents pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2005. Le bénéfice dilué par action en vertu des PCGR des États-Unis a aussi été réduit pour le trimestre et la période de neuf mois terminés le 31 juillet 2005 de moins de un cent et de un cent, respectivement.

État consolidé du résultat étendu

	Pour la période de neuf mois terminée le	
	31 juillet	31 juillet
	2005	2004
Bénéfice net selon les PCGR des États-Unis	2 985 \$	2 335 \$
Autres éléments du résultat étendu		
Variation des gains et pertes non réalisés sur les titres susceptibles de vente	54	(53)
Variation des gains et pertes de change non réalisés	31	306
Incidence de la couverture des gains et pertes de change non réalisés	22	(251)
Variation des gains et pertes sur les produits dérivés désignés comme couverture des flux de trésorerie	(164)	(78)
Reclassement aux résultats de gains et de pertes liés à la couverture des flux de trésorerie	80	40
Obligation additionnelle au titre de la charge de retraite	–	(13)
Total du résultat étendu	3 008 \$	2 286 \$

Éléments importants du rapprochement pour le bilan

Les tableaux suivants présentent les augmentations (diminutions) des actifs, des passifs et des capitaux propres par élément important du rapprochement entre les PCGR des États-Unis et du Canada. Pour une analyse plus détaillée des différences entre les PCGR des États-Unis et ceux du Canada, voir la note 26 aux pages 111A à 114A de notre rapport annuel 2004.

	Produits dérivés et activités de couverture	Entités à débiteurs de droits variables	Coentreprises	Comptabilisation des activités d'assurance	Reclassement de valeurs mobilières	Sociétés en commandite	Droits à la plus-value des actions	Passif et capitaux propres	Obligation additionnelle au titre des prestations constituées	Comptabilisation à la date de transaction	Garanties autres qu'en espèces	Droit de compensation (1)	Garanties, engagements de prêt et autres éléments secondaires	Total
Au 31 juillet 2005														
Actif														
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	(32)\$	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	(32)\$
Valeurs mobilières	- \$	-	-	-	468	(135)	-	-	-	1 196	-	-	(31)	1 498 \$
Prêts	42 \$	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	929	-	971 \$
Autres actifs	1 067 \$	-	(84)	3 476	(166)	124	(15)	-	35	7 501	16 636	-	119 (2)	28 693 \$
Passif et capitaux propres														
Dépôts	84 \$	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	84 \$
Autres passifs	712 \$	-	(84)	3 315	-	-	(42)	(8)	102	8 697	16 636	929	82	30 339 \$
Débiteures subordonnées	450 \$	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	450 \$
Titres de fiducie de capital	- \$	-	-	-	-	-	-	(1 392)	-	-	-	-	-	(1 392)\$
Passifs liés aux actions privilégiées	- \$	-	-	-	-	-	-	(300)	-	-	-	-	-	(300)\$
Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	- \$	-	-	-	-	-	-	1 400	-	-	-	-	-	1 400 \$
Capitaux propres	(169)\$	-	-	161	302	(11)	27	300	(67)	-	-	-	6	549 \$

Au 31 octobre 2004

Actif														
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	(33)\$	49	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	16 \$
Valeurs mobilières	- \$	(624)	-	-	374	(102)	-	-	-	(1 250)	-	189	(37)	(1 450)\$
Prêts	43 \$	924	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	967 \$
Autres actifs	910 \$	44	(80)	2 615	(140)	95	(10)	-	35	8 567	7 363	3	118 (3)	19 520 \$
Passif et capitaux propres														
Dépôts	158 \$	266	-	-	-	-	-	-	-	-	-	192	-	616 \$
Autres passifs	464 \$	1 012	(80)	2 516	-	-	(27)	(51)	102	7 317	7 363	-	78	18 694 \$
Débiteures subordonnées	406 \$	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	406 \$
Titres de fiducie de capital	- \$	-	-	-	-	-	-	(2 300)	-	-	-	-	-	(2 300)\$
Passifs liés aux actions privilégiées	- \$	-	-	-	-	-	-	(300)	-	-	-	-	-	(300)\$
Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	- \$	(885)	-	-	-	-	-	2 351	-	-	-	-	-	1 466 \$
Capitaux propres	(108)\$	-	-	99	234	(7)	17	300	(67)	-	-	-	3	471 \$

Au 31 juillet 2004

Actif														
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	(33)\$	59	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	26 \$
Valeurs mobilières	- \$	(494)	-	-	84	(102)	-	-	-	199	-	198	4	(111)\$
Prêts	43 \$	8 761	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	8 804 \$
Autres actifs	731 \$	53	(65)	3 241	(46)	92	(9)	-	267	7 279	6 837	9	112	18 501 \$
Passif et capitaux propres														
Dépôts	22 \$	378	-	-	-	-	-	-	-	-	-	207	-	607 \$
Autres passifs	439 \$	8 848	(65)	3 124	-	-	(26)	(13)	770	7 478	6 837	-	84	27 476 \$
Débiteures subordonnées	290 \$	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	290 \$
Titres de fiducie de capital	- \$	-	-	-	-	-	-	(2 290)	-	-	-	-	-	(2 290)\$
Passifs liés aux actions privilégiées	- \$	-	-	-	-	-	-	(300)	-	-	-	-	-	(300)\$
Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	- \$	(847)	-	-	-	-	-	2 303	-	-	-	-	-	1 456 \$
Capitaux propres	(10)\$	-	-	117	38	(10)	17	300	(503)	-	-	-	32	(19)\$

(1) Droit de compensation : les PCGR du Canada exigent la présentation de l'actif et du passif nets qui sont assujettis à un droit de compensation légal lorsque nous avons l'intention de régler ces actifs et ces passifs sur une base nette ou simultanément. En plus de ces critères, en vertu des PCGR des États-Unis, les actifs et les passifs doivent se rapporter à la même partie.

(2) Comprend un montant de (3) millions de dollars ayant trait aux activités abandonnées.

(3) Comprend un montant de (5) millions de dollars ayant trait aux activités abandonnées.

Modification des principales conventions comptables touchant les différences entre les PCGR du Canada et des États-Unis

Entités à débiteurs de droits variables : Avec l'adoption de la note d'orientation concernant la comptabilité n° 15, *Consolidation des entités à débiteurs de droits variables*, le 1^{er} novembre 2004, le traitement des EDDV est conforme, à tous les égards importants, au Financial Accounting Standards Board (FASB) n° 46 (révisé en décembre 2003), *Consolidation of Variable Interest Entities* (FIN 46R), en vertu des PCGR des États-Unis.

Droits variables implicites : En mars 2005, le FASB a publié le bulletin d'interprétation FIN 46(R)-5, intitulé *Implicit Variable Interests Under FASB Interpretation No. 46 (revised December 2003)*, *Consolidation of Variable Interest Entities*. Ce bulletin d'interprétation indique que les droits variables implicites constituent des intérêts financiers implicites dans une entité qui varient en fonction des variations de la juste valeur de son actif net, compte non tenu des droits variables. Un droit variable implicite est semblable à un droit variable explicite sauf qu'il absorbe la variabilité ou en bénéficie indirectement. La détermination d'un droit variable implicite est une question de jugement tribunaire de faits et de circonstances pertinentes. Pour les entités ayant déjà adopté le FIN 46R, ce bulletin d'interprétation est en vigueur pour la première période de présentation ouverte après le 3 mars 2005. Nous avons adopté le bulletin d'interprétation en œuvre avec prise d'effet au troisième trimestre de l'exercice 2005. Cette adoption n'a pas eu d'incidence importante sur nos résultats financiers.

Passif et capitaux propres : Comme il est mentionné à la note 1, nous avons adopté les modifications apportées au chapitre 3860 du *Manuel de l'ICCA* intitulé *Instruments financiers – Informations à fournir et présentation* le 1^{er} novembre 2004, en vertu des PCGR du Canada, avec retraitement rétroactif des périodes comparatives. Les modifications exigent que soient reclassés à titre de passifs les instruments financiers qui peuvent être réglés par un nombre variable de nos actions ordinaires au moment de la conversion par le détenteur. Par conséquent, nous avons reclassé à titre de passifs certaines actions privilégiées et une tranche de la part des actionnaires sans contrôle dans les filiales. Les dividendes et les distributions du rendement sur ces instruments ont été reclassés dans les frais d'intérêt dans notre état consolidé des résultats. Il n'y a eu aucune modification correspondante dans les PCGR des États-Unis, en vertu desquels ces instruments continuent d'être présentés à titre d'actions privilégiées dans les capitaux propres et à titre de part des actionnaires sans contrôle dans les filiales.

Contrats non traditionnels de longue durée et comptes distincts : L'énoncé de principe 03-1, intitulé *Accounting and Reporting by Insurance Enterprises for Certain Nontraditional Long-Duration Contracts and for Separate Accounts* (SOP 03-1), publié par l'American Institute of Certified Public Accountants, a pris effet pour nous le 1^{er} novembre 2004 en vertu des PCGR des États-Unis. Les exigences les plus importantes du SOP 03-1 ont trait à la présentation et à l'évaluation des actifs et des passifs des comptes distincts lorsque les critères précisés ne sont pas respectés, au classement et à l'évaluation de certains passifs liés à des contrats non traditionnels de longue durée et à la capitalisation et à l'amortissement des incitatifs de vente. La mise en œuvre du SOP 03-1 n'a pas eu d'incidence importante sur nos états financiers.

Modifications comptables futures

Rémunération à base d'actions : En décembre 2004, le FASB a publié le FASB Statement No. 123 (révisé en 2004), intitulé *Share-Based Payment* (FAS 123R). Le FAS 123R exige que la charge de rémunération ayant trait aux paiements à base d'actions soit mesurée selon la juste valeur des instruments de capitaux propres ou d'emprunt émis et constatée dans les états financiers. En mars 2005, la Securities and Exchange Commission (SEC) a publié le Staff Accounting Bulletin No. 107, intitulé *Share-Based Payment*, qui énonce l'opinion du personnel de la SEC relative au FAS 123R et qui prend effet au moment de l'adoption du FAS 123R. Par suite de l'annonce de la SEC, en avril 2005, les entreprises sont autorisées à mettre en œuvre la norme au début du prochain exercice, plutôt qu'à la prochaine période, ouvert après le 15 juin 2005. Nous procéderons à la mise en œuvre de ces exigences le 1^{er} novembre 2005.

Note 14 : Événement postérieur à la date du bilan

Le 26 août 2005, nous avons annoncé que nous rachèterons la totalité des 4 000 000 d'actions privilégiées de premier rang à dividende non cumulatif de série P émises et en circulation (actions de série P) représentant un capital de 100 millions de dollars US le 7 octobre 2005 contre espèces à un prix de rachat de 25,75 dollars US par action. Nous avons aussi déclaré un dividende de 0,177226 dollar US par action de série P pour la période allant de la date du dernier dividende, soit le 24 août 2005, au 7 octobre 2005.

RENSEIGNEMENTS AUX ACTIONNAIRES

Bureau central

Adresse :
Banque Royale du Canada
200 Bay Street
Toronto (Ontario) Canada
Téléphone : 416 974-5151
Télécopieur : 416 955-7800

Pour toute correspondance :
P.O. Box 1
Royal Bank Plaza
Toronto (Ontario)
Canada M5J 2J5

Site Web :
rbc.com

Agent des transferts et agent comptable des registres

Agent principal
Société de fiducie Computershare du Canada

Adresse :
1500, rue University
Bureau 700
Montréal (Québec)
Canada H3A 3S8
Téléphone : (514) 982-7888
ou 1 866 586-7635
Télécopieur : (514) 982-7635

Pour toute correspondance :
C.P. 1570, Succursale B
Montréal (Québec)
Canada H3B 3L2

Site Web :
computershare.com

Co-agent des transferts (États-Unis)
The Bank of New York
101 Barclay Street
New York, New York
États-Unis 10286

Co-agent des transferts (Royaume-Uni)
Computershare Services PLC
Securities Services – Registrars
P.O. Box No. 82, The Pavilions,
Bridgwater Road, Bristol
BS99 7NH Angleterre

Inscriptions en Bourse (Symbole de l'action : RY)

Bourses où sont inscrites les actions ordinaires de la Banque Canada : Bourse de Toronto (TSX)
États-Unis : Bourse de New York (NYSE)
Suisse : Bourse suisse (SWX)

Toutes les actions privilégiées sont inscrites à la Bourse de Toronto.

Prix du jour d'évaluation

Aux fins du calcul des gains en capital, le prix de base par action ordinaire de la Banque, au jour d'évaluation (22 décembre 1971) s'établit à 7,38 \$ l'action. Ce prix a été redressé pour refléter la division d'actions à raison de deux actions pour une de mars 1981 et celle de février 1990. Le dividende en actions de une action pour une, versé en octobre 2000, n'a eu aucune incidence sur le prix du jour d'évaluation des actions ordinaires de la Banque.

Communications avec les actionnaires
Pour des renseignements relatifs aux transferts d'actions, aux changements d'adresse, aux dividendes, à la perte de certificats d'actions, aux formulaires d'impôts et aux transferts de succession, les actionnaires sont priés de communiquer avec :
Société de fiducie Computershare du Canada
1500, rue University
Bureau 700
Montréal (Québec)
Canada H3A 3S8
Téléphone : (514) 982-7888
ou 1 866 586-7635

Toute autre demande peut être adressée à :
Relations avec les investisseurs,
Banque Royale du Canada
123 Front Street West
6th Floor
Toronto (Ontario)
Canada M5J 2M2
Téléphone : 416 955-7806
Les actionnaires peuvent aussi consulter le site Web suivant :
rbc.com/investisseurs

Dates de publication des rapports trimestriels pour 2005

Premier trimestre	25 février
Deuxième trimestre	27 mai
Troisième trimestre	26 août
Quatrième trimestre	9 décembre

Service de dépôt direct

Au moyen d'un transfert électronique de fonds, les actionnaires du Canada et des États-Unis peuvent faire déposer directement leurs dividendes; il leur suffit d'en faire la demande par écrit à la Société de fiducie Computershare du Canada, à son adresse postale.

Régime de réinvestissement de dividendes

Le régime de réinvestissement de dividendes de la Banque constitue, pour les détenteurs d'actions ordinaires inscrits de la Banque résidant au Canada ou aux États-Unis, un moyen de réinvestir automatiquement leurs dividendes en espèces à des fins d'achat d'actions ordinaires additionnelles de la Banque.

Pour plus de renseignements au sujet de la participation au régime de réinvestissement de dividendes, veuillez communiquer avec notre agent chargé de la gestion du régime :

Computershare Investor Services, Inc.
Attn : Dividend Reinvestment Dept.
100 University Ave., 9th Floor
Toronto (Ontario) M5J 2Y1
Téléphone : 1 866 586-7635 (Canada et États-Unis)
(514) 982-7888
Télécopieur : 416 263-9394
ou 1 888 453-0330
Courriel :
service@computershare.com

Dates de paiement des dividendes pour 2005

Sous réserve de l'approbation du Conseil d'administration.

	Dates de clôture des registres	Dates de paiement
Actions ordinaires et actions privilégiées de séries N, O, P et S	26 janvier	24 février
	25 avril	24 mai
	26 juillet	24 août
	25 octobre	23 novembre
Actions privilégiées de série W	25 avril	24 mai
	26 juillet	24 août
	25 octobre	23 novembre

Cotes de crédit

(au 26 août 2005)	Dettes à court terme	Dettes à long terme de premier rang
Moody's Investors Service	P-1	Aa2
Standard & Poor's	A-1+	AA-
Fitch Ratings	F1+	AA
Dominion Bond Rating Service	R-1 (middle)	AA (low)

Investisseurs institutionnels, courtiers et analystes en valeurs mobilières

Pour obtenir des renseignements financiers, veuillez communiquer avec :
Première vice-présidente
Relations avec les investisseurs
Banque Royale du Canada
123 Front Street West
6th Floor
Toronto (Ontario)
Canada M5J 2M2
Téléphone : 416 955-7803
Télécopieur : 416 955-7800

Rachats d'actions ordinaires

La Banque a lancé une offre publique de rachat dans le cours normal des activités, par l'intermédiaire de la Bourse de Toronto. Durant la période de un an se terminant le 23 juin 2006, la Banque pourra racheter jusqu'à 10 millions de ses actions sur le marché libre, aux cours du marché. La Banque déterminera le montant de ces achats et le moment où ils auront lieu.

Un exemplaire de l'avis d'intention de déposer une offre publique de rachat dans le cours normal des activités peut être obtenu sans frais en communiquant avec le secrétaire de la Banque, à l'adresse postale torontoise de la Banque.

Assemblée annuelle de 2006

L'assemblée annuelle des actionnaires ordinaires se tiendra le vendredi 3 mars 2006 au Palais des congrès du Toronto métropolitain, édifice nord, au 255 Front Street West, Toronto (Ontario), Canada.

